## Mordons les chiens de garde!

## Revue de presse n°34

avril-juin 2024

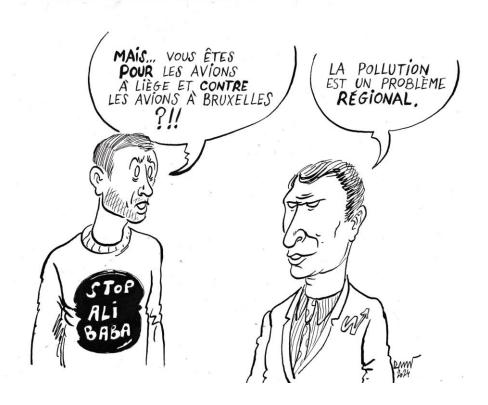
## Politique, économie



## Table des matières

| Les perles de Liege Airport et de son monde  | 3      |
|--|--------|
| Victoire : Siegfried Bracke perd son procès contre le PTB  |        |
| Du tram liégeois au projet de Reprise en Main Citoyenne (RMC)  | 6      |
| Bonne nouvelle pour les espèces  | 8      |
| Rappel cordial   |        |
| Bénéfices records pour les banques   |        |
| Les banques ont gagné leur impunité  |        |
| La révolte des tracteurs   |        |
| « Les revenus, c'est le point central » : de la Grèce à l'Espagne, partout des mobilisations agricoles | 13     |
| En bio ou conventionnel, des paysans imaginent l'agriculture de demain                                 | 15     |
| Humour de Siné mensuel   |        |
| Colère agricole : stop aux fausses solutions !   |        |
| Ces agriculteurs « pris à la gorge » qui bloquent les routes façon Gilets jaunes                       | 19     |
| Humour de Siné mensuel   |        |
| L'Atelier Paysan : pas de démocratie dans l'alimentation sans socialisation                            | 24     |
| Pesticides et cancers  |        |
| Effondrement de la biodiversité, eau et sols contaminés : les coûts cachés des pesticides              |        |
| Encore la faute aux écolos ?   | 32     |
| Macron au salon de l'agriculture : fallait pas l'inviter !   | 33     |
| Champignons polonais, haricots de Madagascar Des paysans vident les rayons d'un Carrefour              |        |
| Crise agricole : vers un recul écologique et social orchestré par la FNSEA et l'agrobusiness ?         |        |
| « Nous riverains, victimes collatérales de la suspension du plan Ecophyto »                            |        |
| Lucile Leclair : « La terre n'est pas un bien comme un autre »   |        |
| « Lactalis, prédateur ! » 200 paysans occupent le siège du géant laitier                               |        |
| Des villes verrouillées au nom de la sécurité  | 51     |
| L'exploitation des travailleurs, le cas du jeu vidéo   | 55     |
| Réglementer l'intelligence artificielle pour protéger les droits humains                               | 57     |
| Noyés dans les écrans, nous sommes « des ruminants sous hallucinogènes »                               | 59     |
| Motorisation électrique ou thermique ? Le prix n'est pas le seul facteur déterminant                   |        |
| Personne ne connait la biopolitique, mais elle, elle vous connait parfaitement !                       |        |
| L'Europe au pas cadencé  |        |
| Comment l'Occident a été vaincu  | 69     |
| Amérique Latine en Résistance : tensions régionales et ingérence impériale                             |        |
| Amérique Latine en Résistance :  | 74     |
| Amérique Latine en Résistance : Élections à l'horizon pour le Venezuela                                | 76     |
| Humour de Siné   |        |
| « Ceux qui parlent haut et fort de la corruption de Biden en Ukraine risquent d'être physiquement élim | inés » |
| - Déclarations sensationnelles du politicien ukrainien Andriy Derkach                                  |        |
|  |        |

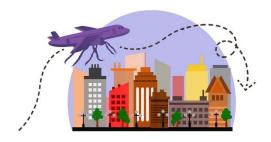
## Les perles de Liege Airport et de son monde



### Pas à Zaventem mais bien à Liège?

Le gouvernement wallon n'a peur de rien. Nos excellences ont introduit un recours au nom de notre région contre le renouvellement de la licence de l'aéroport de Bruxelles-National. Le recours est parfaitement justifié, d'autant plus qu'il est un copié-collé du recours que le CLAP et Stop Alibaba &co avaient introduit contre l'extension de Liege Airport. On se rappelle que notre recours avait été rejeté comme un ramassis de balivernes, quand les arguments se heurtaient aux intérêts économiques et bureaucratiques locaux. (illustration : Antoine Demant)

### Saut de puce ou saut d'éléphant?



ASL nous avait habitué aux vols frivoles de ses jets privés, de Liège à Anvers pour aller y chercher les clients pleins aux as qui veulent prendre l'apéro à Cannes (véridique). Mais ils viennent de franchir un nouveau pas dans l'absurdité. Un Boeing 747 Cargo appartenant à ASL a perturbé les habitants de la côte et ceux de Liège en atterrissant à Ostende, après un vol de 9 000 km en provenance de Chine. Puis, sans charger ni décharger, l'avion repart... à Bierset. [...]



### Stop Liège Air'porcs

Début février, une cargaison de I 000 porcs à « haute valeur énergétique » en provenance du Canada a atterri sur le tarmac de Bierset avant de repartir sur l'Allemagne.

Espérons que ces porcs « ultra-riches » ne se prennent pas de la même folie pour les jets privés que leurs équivalents humains....

### École du dehors aux bords des pistes...

Propriétaire de terrains sur l'entité des Cahottes à Flémalle, la SOWAER vient de conclure une convention de mise à disposition d'une parcelle boisée avec l'école Sainte-Thérèse de Flémalle pour mettre en oeuvre « L'école du dehors ».



Quelle hypocrisie! quand on sait que le village des Cahottes est en sursis, la moindre parcelle est accaparée par la SOWAER pour assouvir son projet d'extension de zoning lié à Liège Airport. Les habitants se taisent, car pour une partie, locataires des maisons acquises par SOWAER... jusqu'à leur expulsion. Les propriétaires quittent le navire avant que leur bien soit complètement invendable, si ce n'est.... à la SOWAER; ceux qui viennent de passer en zone A sont malheureusement passés par la même occasion du côté des

dindons de la farce

Et la commune de Flémalle, que fait-elle ? Elle va rénover l'ancien presbytère des Cahottes avant de le revendre... à la SOWAER. Cherchez l'erreur (ou l'horreur) !?



STOP ALIBABA & CO – FRONT CONTRE L'EXTENSION DE LIEGE AIRPORT

## Victoire : Siegfried Bracke perd son procès contre le PTB

Siegfried Bracke (NV-A), ex-député de la Chambre, mord la poussière. Il voulait qu'on supprime notre pétition demandant qu'il rembourse ses suppléments de pension, mais sa plainte a été rejetée par le tribunal. « C'est une victoire importante, réagit notre président Raoul Hedebouw. Nous continuerons à lutter contre ces privilèges de pension et à exiger que Bracke rembourse ses suppléments de pension. »



Ce mercredi 13 décembre, le juge des référés de Bruxelles a rejeté la plainte de Siegfried Bracke (N-VA) contre le PTB. L'ancien président de la Chambre demandait au tribunal d'interdire notre pétition demandant qu'il rembourse ses suppléments de pension. Nous continuons à récolter des signatures pour mettre fin à ces privilèges politiques.

Siegfried Bracke voulait interdire au PTB de critiquer ses suppléments de pension et d'associer le mot « graaier » (qu'on pourrait traduire par « profiteur ») à sa personne. Une manière de museler le parti de gauche. Cela aurait constitué un dangereux précédent. Mais Siegfried Bracke a été débouté par le juge. Le président du tribunal de première instance de Bruxelles a constaté qu'il n'avait entrepris aucune démarche durant six

mois. Le juge a donc rejeté les arguments de l'ancien président de la Chambre qui demandait l'urgence. Il lui donne tort. « Nous sommes très satisfaits que le juge nous ait suivis à ce propos », déclare Raoul Hedebouw. « Les gens en ont marre de tous ces privilèges politiques. Ils n'acceptent pas que quelqu'un comme Siegfried Bracke essaie de nous faire taire. » (Raoul Hedebouw, Président du PTB).

L'interdiction de publication demandée par Siegfried Bracke constitue une violation du droit à la liberté d'expression. Ce droit est garanti par la Constitution belge et la Convention européenne des droits de l'homme, comme l'ont démontré les avocats du PTB et de Raoul Hedebouw durant les plaidoiries.

#### Plus de 52 000 signatures, on lâche rien

Raoul Hedebouw et le PTB ont reçu beaucoup de soutien dans cette affaire. « Je souhaite remercier toutes les personnes qui nous ont soutenues, déclare notre président. Beaucoup de pensionnés doivent vivre avec I 200 euros ou moins. Et elles ils voient des hommes politiques aller en justice pour défendre leurs propres suppléments de pension... Les gens en ont marre de tous ces privilèges politiques. Ils apprécient que nous allions à contre-courant. Ils n'acceptent pas que quelqu'un comme Siegfried Bracke essaie de nous faire taire. Il suffit de voir le succès de notre pétition, signée plus de 52 000 fois. Elle reste plus que jamais d'actualité. J'invite tout le monde à la signer et à la partager. »

#### Suppléments de pension : chaque euro doit être remboursé

Nous exigeons que Bracke rembourse l'argent. Vous nous aidez à maintenir la pression ? Signer la pétition. Au printemps 2023, nous avons révélé que Siegfried Bracke (N-VA) et Herman De Croo (Open VId), tous deux anciens présidents du Parlement, ainsi qu'un certain nombre de députés, s'étaient octroyé des primes de pension en plus de leur pension déjà élevée. Grâce à la pression du PTB, ce système injuste a été supprimé. Nous avons également lancé une pétition pour exiger que Bracke et De Croo remboursent la totalité des sommes perçues. De Croo l'a fait, Bracke est resté sur ses positions et a affirmé qu'il n'avait pas l'intention de rembourser un seul centime. Visiblement, notre pétition a fortement irrité Bracke : celui-ci a introduit une plainte en justice contre le PTB et son président Raoul Hedebouw.

PTB, jeudi 14 décembre 2023

https://www.ptb.be/actualites/victoire-siegfried-bracke-perd-son-proces-contre-le-ptb

## Du tram liégeois au projet de Reprise en Main Citoyenne (RMC)

Un ami m'invite à regarder le lien suivant (https://www.youtube.com/watch?) renvoyant à une enquête RTBF sur les retards accumulés par le tram qui devait être opérationnel pour octobre 2022. L'impression d'ensemble est que c'est bien triste, mais que dans la vie il faut savoir faire preuve de patience et que tout finira par s'arranger. Non, un média mainstream n'est pas là pour semer la graine de révolution, il s'agit avant tout de consoler le spectateur. Cependant, au recoin d'informations intéressantes, mais de questions peu dérangeantes, il en apparaît d'autres à peine évoquées qui seraient de loin les plus intéressantes. Ce petit billet va tenter de les faire ressortir.

Pendant 4min20", le reportage n'en finit pas de démarrer en montrant des passages qu'on aura le plaisir d'entendre à nouveau si on ne zappe pas ; ce style racoleur très tendance m'agace. On a donc une collection de personnes qui vont dire 2 fois qu'elles en ont marre. S'attendait-on à en trouver seulement une qui aurait été enchantée de voir que le chantier n'avance pas ?

Venons-en synthétiquement aux faits : l'ancien directeur du TEC explique que l'idée d'avoir un « mode de transport structurant » (?) remonte à 2007 parce que « les différents intervenants se rendaient bien compte qu'on allait vers une situation de saturation complète ». Ahah! Et qu'est-ce que le tram structure et désature mieux que les bus quand il requiert, contrairement à ces derniers, un site propre permanent dans une ville encaissée qu'on ne peut pas élargir à souhait? Nous n'en saurons pas d'avantage. A-t-on demandé par référendum si les Liégeois voulaient revenir à une solution à voies ferrées telle qu'elle existait avant d'être abandonnée il y a de cela 50 ans ? Évidemment non et nous reposerons cette question plus complètement d'ici peu.

Toujours est-il qu'en mars 2015, par l'intermédiaire d'Eurostat, l'organisme européen chargé de vérifier la validité des montages financiers pour les projets payés par les deniers publics, l'UE bloque à 3 reprises la version initiale qui impliquait l'entrepreneur Galère et BAM, pour des raisons obscures de fiabilité financière. La région était-elle incapable de concevoir un projet fiable financièrement même en s'y reprenant par trois fois ?

Mais la région wallonne relance le projet avec un opérateur français « Colas » soi-disant moins cher et les travaux commencent en février 2019, avec très vite, des complications de chantiers et des retards, dus à un manque de plans, de communication parmi les multiples sous-traitants, français à 80%, qui ont la stricte interdiction de parler aux médias. La région menace de se fâcher, mais accepte finalement de payer un supplément de 79 millions d'euros pour que le tram puisse rouler en février 2025 et elle aura alors le plaisir de payer encore pendant 30 ans pour la gestion et la maintenance du tram un montant de 32 millions d'euros par an, ce qui fait dépasser le milliard d'euros pour l'ensemble du projet. Pas joli ?

Réfléchissons un peu. Il n'est certainement pas normal que le pouvoir politique soit infantilisé au point de ne rien pouvoir décider de lui-même puisque tout ce qu'il veut faire doit être avalisé par l'Europe. Cette situation a été acceptée, sinon promue, par les quatre grands partis « parfaits juste après dieu », c'est-à-dire traditionnels, démocratiques, modérés et tout le toin-toin. Voilà à quoi a mené la démocratie parlementaire actuelle, opposants de sa majesté inclus. Qu'est-ce qui me prouve que l'Europe est plus impartiale qu'une instance nationale ou régionale de contrôle ?

La question des SMS clandestins d'Ursula von der Leyen pour un contrat de vaccins de 40 milliards d'euros est là pour nous montrer que l'opacité de l'UE permet tous les abus. Rappelons qu'elle a récemment voté des lois qui renforcent le secret des affaires, tout en prétendant défendre les lanceurs d'alerte, alors qu'elle les prive en fait de moyens. D'ailleurs, les enquêteurs révèlent, comme le confirme un avocat, que cahier de charge et contrat ne sont pas publics, en parfaite violation du principe constitutionnel belge de transparence, et Colas apparaît un peu comme une entreprise « à la Pfizer », c'est-à-dire puissante et multi-condamnée judiciairement dans de nombreux chantiers. L'UE porte une responsabilité obscure dans les surcoûts et les retards du projet qui n'est même pas abordée.

En résumé, le Tec, pour désengorger la place Saint Lambert, réclame un tram qui passera dans nombre de rues étroites du centre-ville, tout en restant entièrement inclus dans les limites de Liège. Mais ni le Tec ni la ville n'ont quoi que ce soit à dire, c'est la région qui décide quand l'UE ne lui interdit pas, mais l'UE préfère une firme multi-condamnée avec des contrats confidentiels qui fait venir tout (travailleurs et matériaux) ou

presque de l'étranger, pour poser un tram qui coûtera I milliard d'euros. Sans compter les coûts indirects liés aux pertes des commerçants. Préférez-vous ça, chers citoyens ou, pour désengorger la ville, préférez-vous des bus complémentaires sur une ceinture périphérique par exemple, avec l'un ou l'autre parking de délestage et, pourquoi pas, des bus gratuits, dont l'entretien pourra, comme pour les autres, se faire par le Tec existant ? À mon avis, pareille question posée par référendum aurait de loin écarté le tram, et un vote par tirage au sort obligerait que contrats et salaires payés par des deniers publics soient du domaine public. Il va en falloir des tickets de tram pour récupérer un milliard d'euros !

C'est en pensant à des exemples pareils, et il doit en pleuvoir bien d'autres, que le projet de Reprise en Main Citoyenne (RMC) prend tout son sens. Ce tram nous tombe du ciel et n'a été voulu que par des technocrates martiens ou corrompus. On ne sait pas trop qui a décidé qu'un tram devait aller du centre-ville au stade de football. C'est pour la même raison que la ville de Luxembourg se fait défigurer actuellement. C'est pour cela que nous devons reprendre notre avenir en main et promouvoir le projet RMC dans le but de rester maître des dépenses publiques, de notre système de santé et de bien d'autres choses. Merci de réserver bon accueil au « petit traité de politique » qui est la référence du projet et d'en faire la promotion autour de vous.

Arckadia va lancer une campagne sur ce projet pour déposer des listes électorales qui ne manqueront pas d'agacer les béni oui-oui qui nous servent actuellement de parlementaire et toutes les bonnes volontés sont les bienvenues pour faire circuler l'information.

LETTRE D'INFORMATION D'ARCKADIA du 15/01/2024

## Bonne nouvelle pour les espèces

Parfois, il y a des raisons de se réjouir. Jeudi dernier, la loi qui assure le droit de régler en espèces a enfin été votée au Parlement fédéral.

Les pièces et les billets en euros avaient déjà bien cours légal chez nous, c'est-à-dire que les commerces ne pouvaient techniquement pas les refuser comme moyen de paiement. Mais il demeurait encore un flou juridique autour de l'obligation pour les commerces d'accepter les pièces et les billets et les sanctions qui pouvaient en découler. Depuis jeudi dernier, il existe une base légale pour contrôler et sanctionner les commerces qui refusent les paiements liquides. Après deux constatations d'infractions par le SPF Économie, une amende administrative pourra être imposée à l'entreprise qui déroge à cette obligation.

Cette clarification était bien bienvenue et attendue. En décembre 2021 déjà, lors de la remise de la pétition contre la disparition des distributeurs de billets au ministre Pierre-Yves Dermagne (dans le cadre de notre campagne Soyons cash), Financité avait demandé au ministre de prévoir des sanctions en cas de refus du cash au même titre qu'est sanctionnée l'absence de solution de paiement électronique. Un avant-projet de loi rédigé début 2022 n'avait pas obtenu le soutien des autres membres de la majorité. Soumis pour avis à la Commission consultative spéciale CSS « consommation », les institutions représentant les consommateurs et consommatrices n'ont pas trouvé d'accord. L'avant-projet de loi ne passera pas la rampe du Conseil des ministres.

En mars 2023, le gouvernement signe un accord avec la fédération du secteur financier (Febelfin) sur la répartition des distributeurs de billets. Le ministre en charge martèle à qui veut bien l'entendre : « On ne peut pas d'un côté demander plus de distributeurs bancaires, mais ensuite ne pas vouloir garantir que les citoyens puissent utiliser leur cash dans l'ensemble des commerces. » C'est finalement en 2024 dans un projet de loi portant sur diverses dispositions en matière économique (poétiquement appelée loi fourre-tout) qu'on retrouve la clarification juridique tant attendue.

Les mêmes personnes physiques ou morales qui se sont vues obligées de proposer un moyen de paiement électronique auront aussi l'obligation d'accepter les espèces.

Soyons honnêtes, cette clarification dans coulée dans une loi est bienvenue et pourra, espérons-le, arrêter la multiplication du nombre de commerces et de services publics qui refusent de plus en plus les paiements en pièces et billets au détriment de l'inclusion financière.

Mais on peut aussi se demander pourquoi le gouvernement fédéral a finalement proposé de légiférer sur l'obligation d'accepter du cash qu'il n'en voulait pas en 2022 ? Espérons que ce ne soit pas pour faire diversion sur le dossier des distributeurs de billets dont plus personne ne parle et qui s'enlise. Car pour payer en cash, encore faut-il y avoir accès.

**FINANCITÉ** 

## Rappel cordial

Le gouvernement a envoyé un rappel à l'ordre aux banques qui ne respectent pas l'accord sur la répartition des distributeurs automatiques de billets.

« Chères banques... » On ose difficilement imaginer l'ambiance qui régnait dans les cabinets de la secrétaire d'État à la Protection des consommateurs, Alexia Bertrand, le ministre de l'Économie, Pierre-Yves Dermagne et le ministre des Finances, Vincent Van Peteghem, se demandant comment dire aux banques qu'il va falloir respecter l'accord qu'elles ont signé. Fin 2023, ces dernier ère s ont visiblement pris leur courage à 6 mains fin d'année dernière pour envoyer un courrier au consortium Batopin.

En cause : le plan de répartition envisagé pour les nouveaux distributeurs de billets comporte des lacunes. Les banques ont été « rappelées à l'ordre » par le gouvernement, lit-on dans la presse.

Les trois responsables politiques se seraient donc enfin aperçu e ss que l'accord signé entre le gouvernement et le secteur bancaire en mars 2023 ne garantit pas l'accès à l'argent liquide pour tou te s les citoyen ne s ? Pour rappel, ce protocole doit garantir l'accès aux distributeurs de billets avec 207 lieux supplémentaires par rapport au nombre initialement prévu suite à la disparition des appareils dans les agences des quatre grandes banques du pays. Financité, Test-achats et Okra ont vivement critiqué cet accord qui ne dit rien sur la distance maximale à parcourir pour avoir accès à un distributeur de billets, n'indique pas la méthodologie utilisée pour déterminer la répartition des distributeurs sur le territoire des différentes provinces et ne contient aucun objectif chiffré pour 2025. Avec 4 000 guichets automatiques répartis sur l'ensemble du territoire, cet accord se rapproche en réalité des projections initiales du secteur financier qui avait déjà décidé une réduction drastique du nombre d'appareils en Belgique.

Mais non, le gouvernement a simplement repéré une série de problèmes dans la mise en place des distributeurs de billets. En fait, certaines machines ont été prévues à des emplacements différents de ceux imaginés lors de la signature du protocole, ce qui affecte le taux de couverture par province pour que chaque personne puisse avoir accès au cash à une distance maximale de 2, 3 ou 5 kilomètres selon qu'elle habite en zone urbaine ou rurale.

Selon la responsable des emplacements chez Batopin (le consortium qui regroupe les 4 grandes banques du pays), la discussion portait sur les quelques dizaines d'appareils supplémentaires négociés l'année dernière.

Que les responsables politiques se rassurent, le taux de couverture et l'accès à l'argent liquide restera insuffisant pour garantir l'accès au cash, que Batopin décide d'appliquer à la lettre le protocole signé en mars 2023 ou non.

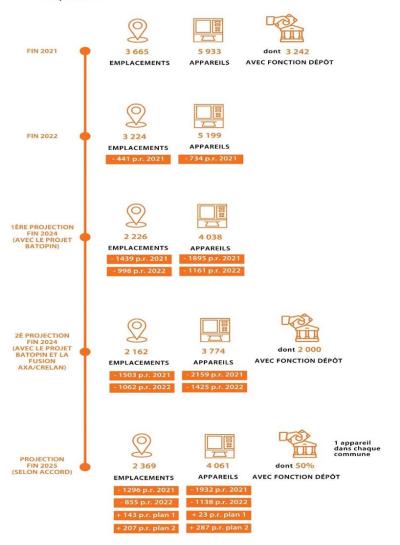




Analyse des chiffres de l'accord du 31 mars 2023 qui annonce

- 207 nouveaux distributeurs installés dans des lieux stratégiques
- 80 distributeurs conservés ou créés en zones urbaines

Ces chiffres sont à comparer avec les projections initiales du secteur bancaire belge pour fin 2024. Par rapport à la situation fin 2021 et fin 2022, la diminution reste importante.



## Bénéfices records pour les banques

Les 4 plus grandes banques du pays ont connu les bénéfices les plus élevés depuis plusieurs années.

Ça va devenir compliqué, pour les banques, de continuer à jouer les Calimero. Les pauvres banques à qui ont appliqué régulièrement de nouvelles taxes, les pauvres banques qui font en leur pouvoir pour soutenir l'économie, les pauvres banques qu'on accuse à tort de réduire les services rendus aux citoyen ne s tout en continuant à augmenter leurs tarifs.

En 2023, les 4 plus grosses banques du pays (Belfius, BNP Paribas Fortis, ING et KBC) ont réalisé un bénéfice net de plus de 8,5 milliards d'euros. C'est beaucoup, mais c'est surtout le double de ce qu'elles ont réalisé en 2020. « Le résultat des quatre grandes banques est le plus élevé depuis des années et dépasse de 18,3 % celui de 2022. Par rapport à 2020, année atypique du fait du coronavirus et où "seulement" 4,03 milliards d'euros constituait un bénéfice net, il s'agit d'une augmentation de 110 %, soit plus du double », précise L'Écho.

Les banques ont dû bien travailler pour attendre 1,15 milliard d'euros de bénéfice pour Belfius, 3,1 milliards d'euros pour BNP Paribas Fortis, 3,4 milliards d'euros pour KBC et 1,2 milliard pour ING (qui obtient le record de croissance du bénéfice avec une augmentation de 198% par rapport aux 415 millions d'euros de résultat en 2022).

Oui, mais pas que. En 2023, les banques ont majoritairement tiré parti de la hausse des taux décidée par la Banque centrale européenne. Les banques commerciales ont toutes un compte auprès de la banque centrale où elles placent leurs réserves obligatoires ainsi que leur excès de liquidité. Ces dépôts, désormais rémunérés à 4,5%, ont constitué une source de revenu importante pour les banques commerciales en 2023. Car au lieu de répercuter le taux directeur de la BCE sur les comptes d'épargnes de leurs client e s, elles ont tardé à relever cette rémunération, profitant ainsi d'une marge plus conséquente entre ce qu'elles reçoivent pour leurs dépôts et ce qu'elles offrent aux particuliers.

Il est peu probable que cet exploit se reproduise en 2024, la BCE ayant prévu d'entamer une baisse des taux directeurs.

Heureusement que les banques commerciales ont fait des réserves.

FINANCITÉ

## Les banques ont gagné leur impunité

Le jeudi 14 décembre, Eurodéputé e s et États membres ont conclu un accord pour imposer aux entreprises de l'UE un « devoir de vigilance » sur les atteintes à l'environnement et les violations des droits humains. Le secteur financier en est toutefois dispensé.

Financité dénonce cette impunité qui est ainsi offerte aux institutions financières qui ont un rôle crucial à jouer dans la protection des personnes et de la planète.

L'accord « fixe des obligations pour les grandes entreprises concernant les impacts négatifs effectifs ou potentiels sur les droits humains et l'environnement, qu'il s'agisse de leurs propres opérations, de celles de leurs filiales ou partenaires commerciaux », précise le Conseil de l'UE.

Les entreprises visées seront juridiquement responsables des violations des droits humains et sociaux (travail des enfants, travail forcé, expropriations abusives, sécurité des bâtiments...) comme des dommages environnementaux (déforestation, émissions polluantes...) sur l'ensemble de leur chaîne de production, couvrant aussi bien leurs entités et partenaire en amont qu'une partie des activités en aval, comme la distribution ou le recyclage.

Cet accord représente une avancée importante pour réglementer les chaînes de valeur mondiales et mettre fin à l'impunité des multinationales en matière de droits humains et de l'environnement. De toutes les multinationales ? Non, le secteur financier est dispensé de tout devoir de vigilance !

Cela signifie concrètement que les entreprises comptant plus de 500 salariés et un chiffre d'affaires mondial net de 150 millions d'euros, ou pour les firmes non européennes, un revenu de 300 millions d'euros générés dans l'UE, devront être vigilantes dans toutes leurs activités et respecter une norme dite de « diligence raisonnable », sauf les acteurs financiers qui peuvent librement continuer à soutenir des projets et entreprises dangereux pour l'environnement et les droits humains sans avoir à rendre de compte.

Financité partage l'avis exprimé par le ministre néerlandais aux Affaires économiques et à la Politique climatique, Micky Adriaansens, selon lequel « les institutions financières ont un rôle crucial à jouer dans la protection des personnes et de la planète », estimant qu'en excluant le secteur financier, l'UE perdrait beaucoup de moyens de pression pour prévenir les dommages dans les chaînes de valeur.

Ce traitement de faveur, incompréhensible, ne peut s'expliquer que par l'ascendance que semble avoir le secteur financier sur les décideurs politiques. À l'image de ce qui se passe en Belgique où la Vivaldi ne parvient pas à légiférer sur les banques et préfère passer par des protocoles avec celles-ci sur des questions comme l'épargne, l'accès au cash ou aux services basiques. Le secteur financier réussit ainsi à éviter un cadre réellement contraignant qui le soumette aux exigences de protection des personnes et de la planète et se perpétue ainsi une sphère financière non régulée.

**FINANCITÉ** 

## La révolte des tracteurs

Lors de son monologue télévisé de deux heures, le 16 janvier dernier, M. Emmanuel Macron n'a pas consacré plus de cinq secondes au sort des agriculteurs. Une clairvoyance indéniable : deux jours plus tard éclatait l'une des plus importantes révoltes agricoles des dernières décennies. Aux quatre coins de France, des tracteurs bloquent les autoroutes, des éleveurs déversent du lisier devant les supermarchés, des pneus brûlent sur le parvis des mairies, préfectures et permanences d'élus sont prises pour cibles...

Les signes annonciateurs de cette colère paysanne s'étaient pourtant multipliés au cours des dernières semaines. En Europe, où des mobilisations avaient agité l'Allemagne, la Pologne, la Roumanie, les Pays-Bas, l'Espagne, la Belgique. Mais aussi en France où, depuis novembre 2023, des agriculteurs retournaient les panneaux de signalisation plantés à l'entrée des communes, en symbole d'une profession qui « marche sur la tête ». Le 10 janvier, dans un communiqué, six centrales syndicales européennes décrivaient même une situation devenue « insoutenable », pouvant « compromettre la survie des producteurs de l'Union européenne ».

Voilà bien longtemps que les agriculteurs du Vieux Continent se trouvent sur la corde raide, endettés, pressurés par la grande distribution et les géants de l'alimentaire, frappés par les sécheresses et les inondations à répétition, obligés de s'aligner sur la concurrence étrangère et ses produits bon marché, dépendants d'un système de subventions qui favorise les grands exploitants. Depuis la guerre en Ukraine, le tableau s'est encore obscurci. Avec l'abolition des droits de douane et la création de « corridors de solidarité » décidées par Bruxelles, les denrées agricoles ukrainiennes ont inondé l'Europe orientale, entraînant une chute des prix qui touche désormais l'ensemble du continent et affecte les revenus des agriculteurs, dont les diverses factures (énergie, eau, matériel, semences...) explosent. Des recettes en berne, des coûts de production en hausse, le tout dans un secteur déjà fragile : la moindre étincelle pouvait enflammer la plaine.

En Allemagne, ce fut la suppression d'une ristourne fiscale sur le diesel ; en Belgique et aux Pays-Bas, des projets visant à restreindre la taille des cheptels ; en France, une hausse de la « redevance pour pollutions diffuses »... Se focalisant sur la goutte qui fait déborder le vase plutôt que sur les torrents qui l'ont rempli, les commentateurs résument cette colère à une protestation « contre les normes environnementales », comme si les paysans étaient par définition indifférents à la crise climatique. Mais c'est précisément cela que dénoncent les manifestants un peu partout en Europe : l'absurdité d'un système qui les fait contribuer à leur propre destruction, en défendant, faute de solutions immédiatement disponibles, des pesticides dont ils sont les premières victimes, les gains de productivité qui les conduisent à s'autoremplacer par des robots, l'altération de l'environnement dont leur activité dépend.

La part des agriculteurs dans la population active française est passée de 35 % en 1946 à moins de 2 % aujourd'hui. L'avenir du monde paysan oscille entre trois horizons. Disparaître, sous l'effet de la division européenne du travail et de l'entrée dans l'Union de grandes nations céréalières. Survivre, en empruntant la voie imposée par les bureaucraties et les fonds d'investissement, celle de l'industrialisation forcenée — mais au prix de ravages environnementaux et humains qui, déjà, suscitent ici et là des soulèvements de la terre. Ou se battre, pour imposer une agriculture paysanne, qui retrouverait sa vocation nourricière tout en assurant l'autonomie de ses travailleurs. Quelle force politique saura proposer ce chemin-là ? Nombre d'éleveurs et de cultivateurs y aspirent ; les citoyens le désirent ; la rationalité à long terme l'exige.

# « Les revenus, c'est le point central » : de la Grèce à l'Espagne, partout des mobilisations agricoles

Les mobilisations des agricultrices et agriculteurs dépassent les frontières françaises. Que ce soit au Portugal, en Grèce, en Espagne, le mouvement demande une régulation du marché et un meilleur accompagnement dans la transition écologique.



« Les revenus des agriculteurs, c'est le point central. L'année dernière, avec l'inflation, ils ont chuté. C'est toujours plus difficile pour les agriculteurs d'avoir les conditions de vivre dignement. » Vitor Rodrigues est le président de la Confédération nationale de l'agriculture du Portugal (Confederação Nacional da Agricultura), qui représente surtout l'agriculture familiale dans le pays.

Au Portugal aussi, les agriculteurs et agricultrices se mobilisent. Le mouvement y a débuté il y a quelques semaines. « Il y a un mouvement fort du secteur. L'élément qui a peut-être le plus contribué à la mobilisation ici, ce sont les coupes dans les aides de la Politique agricole commune (Pac). Mais ces coupes arrivent dans un contexte où les agriculteurs subissent depuis quelques années de fortes augmentations des coûts de la production, des aliments pour les animaux, des fertilisants... et où les prix payés aux producteurs par les chaînes de la grande distribution sont très bas. C'est cette conjonction qui a poussé les agriculteurs dans la rue », poursuit Vitor Rodrigues.

Le mouvement agricole qui a touché la France en début d'année est en fait européen. Des protestations ont eu lieu en Allemagne, en Belgique, en Roumanie, en Pologne... et dans le Sud de l'Europe, en Italie, en Grèce, au Portugal. Les éléments déclencheurs sont différents selon les pays : la fin d'un avantage fiscal sur le diesel a mis le feu aux poudres en Allemagne ; l'import de blé ukrainien en Pologne... Partout, la question des revenus, trop bas, est au cœur des revendications.

#### « Le problème, c'est le coût de la production »

« Nous demandons un prix garanti pour nos produits », souligne Thomas Moschos, éleveur bio dans le nord de la Grèce, président de l'Union des agriculteurs de Kastoria et représentant de la Coordination européenne Via Campesina. En Grèce, les mobilisations agricoles ont débuté en janvier. « Cela a commencé par trois ou quatre blocages, on en a aujourd'hui plus de dix. Les grandes exploitations et les petites se mobilisent ensemble, tout comme les éleveurs et les céréaliers, et aussi les pêcheurs. Le problème, c'est le coût de la production », nous dit au téléphone l'éleveur, alors qu'on entend ses moutons et chèvres en fond de conversation.

« Nous n'avons pas en Grèce de prix spécial sur le diesel pour les agriculteurs comme dans d'autres pays européens. On veut un prix sur le diesel. Et nous demandons une réforme de la Pac qui inclut les agriculteurs dans les discussions. Le gouvernement grec nous a aujourd'hui promis une aide temporaire pour le diesel et moins 10 % sur les factures d'électricité pendant sept mois. Mais nous voulons un prix permanent sur le diesel. Nous nous opposons aussi à l'accord de libre-échange avec le Mercosur [qui regroupe plusieurs pays d'Amérique latine, ndlr] et voulons sortir du Ceta [l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada adopté en 2017, ndlr]. »



Une manifestation d'agriculteurs début février à Bilbao, en Espagne/ © LVC

En Espagne, les manifestations ont débuté le 8 février. « La mobilisation est très importante, elle touche 30 sites dans l'ensemble du pays. Et une mobilisation nationale est prévue à Madrid le 26 février pour coïncider avec la réunion du Conseil des ministres de l'Union européenne, nous explique Andoni Garcia, du Comité de coordination des organisations d'agriculteurs et d'éleveurs en Espagne (Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos, COAG). La question des revenus est essentielle. Il y a beaucoup d'incertitudes sur les coûts et les prix payés aux producteurs, ce qui provoque une insécurité, un malaise et une frustration

face à des politiques néolibérales appliquées au secteur agricole et alimentaire qui ont pour conséquence la destruction de milliers de petites exploitations. »

#### Les accords de libre-échange pointés du doigt

En plus des augmentations des coûts, les agriculteurs espagnols ont également souffert de la sécheresse des deux dernières années. « Ce point est aussi au cœur des revendications, dit Andoni Garcia. Il faut une garantie de revenus pour les agriculteurs qui n'ont pas produit pendant deux ans à cause de la sécheresse. »

Les organisations espagnoles demandent elles aussi l'arrêt des négociations de libre-échange avec le Mercosur et la régulation des marchés. « Une Politique agricole commune qui prévoit un budget plus important pour la transition agricole vers des modèles plus durables, et la limitation des investissements des fonds d'investissement et des grandes fortunes dans les terres "agricoles" », liste aussi Andoni Garcia parmi les revendications. Il ajoute : « Nous espérons que la réponse du gouvernement sera à la hauteur des problèmes. »

Au Portugal, le gouvernement (mené par les socialistes) a répondu aux mobilisations par des propositions concrètes, mais pas suffisantes selon Vitor Rodrigues. « La réponse de notre gouvernement a été d'annoncer un retour en arrière sur les coupes des aides de la Pac. Mais ces mesures ne s'attaquent pas au marché. Il y a des problèmes structurels de la Pac et du secteur agricole, ce ne sont pas quelques millions qui vont les régler, défend-il. Pour lui, « il faut garantir qu'aucun producteur ne soit pas payé en dessous des coûts de production. Et il faut lutter contre la spéculation. Sans une intervention sur le marché pour résoudre ces problèmes, nous pensons que la Pac ne pourra pas garantir que les agriculteurs et agricultrices puissent vivre dignement de leur travail. Le problème fondamental de l'agriculture en Europe, c'est d'avoir plus de gens qui travaillent la terre et puissent vivre dignement de ce travail. Je pense que c'est évident pour tout le monde dans la population que la situation actuelle n'est pas satisfaisante. » Et Vitor Rodrigues conclut : « Les agriculteurs sont en grande difficulté financière, mais les gens vont au supermarché et voient que les produits sont toujours plus chers, pour des raisons en partie complètement spéculatives, car les grandes chaînes de grande distribution font toujours plus de bénéfices ».

L'actuel mouvement agricole qui traverse toute l'Europe pourrait-il enfin changer la donne, au sein du monde agricole et au-delà ? « Vous savez, la plupart des agriculteurs qui protestent aujourd'hui en Grèce ont voté pour le parti de l'actuel gouvernement », de droite, se désole Thomas Moschos en Grèce. « Ils ont voté pour les capitalistes. »

Rachel KNAEBEL (Basta!)

Photo de une : Une manifestation d'agriculteurs le 7 février au Portugal/©Confederação Nacional da Agricultura

## En bio ou conventionnel, des paysans imaginent l'agriculture de demain



Néoruraux, agriculteurs conventionnels, pionniers de la bio... Dans l'Yonne, les 2 et 3 février, tous ont donné leurs idées pour construire l'avenir d'une agriculture alternative et pérenne.

Il y a des grands soirs pour bloquer les autoroutes et les petits matins pour renouer le dialogue. Alors que les agriculteurs remballaient leurs tracteurs et leurs revendications en fin de semaine, après l'obtention du pansement temporaire de leurs maux, un groupe de citoyens organisait la tenue des troisièmes États généraux des agricultures alternatives (Egaa) à Joigny (Yonne).

Le principe est simple : rassembler, dans la salle et sur la scène, un public curieux des arcanes du monde agricole, des agriculteurs – en conventionnel ou non –, des élus, des associations, etc. « Nous en avions marre d'entendre des points de vue différents, qui ne s'écoutent ni se rencontrent jamais et qui, forcément, ne parviennent pas à se comprendre », confie Éric Lenoir, paysagiste de renom, à l'initiative de cet événement qui a rassemblé plus de 150 personnes les 2 et 3 février. Et l'auteur du Petit traité du jardin punk d'ajouter : « À force de s'arcbouter sur sa propre lecture du monde, il est facile de voir l'autre comme un abruti ou un salaud. »

Dans une France où les campagnes se désertifient, où le fossé grandit entre agriculteurs et consommateurs et où 40 % des paysans vont raccrocher la cote dans les dix ans, les Egaa se veulent un espace de dialogue avec celles et ceux qui travaillent quotidiennement la terre, quelle que soit leur obédience.

Chez un public très au fait des questions climatiques et un autre piégé dans ses pratiques, le dialogue peine parfois à s'installer. « Les écolos-bobos ne sont pas là pour enquiquiner les agriculteurs, mais pour comprendre ce qui peut et doit être changé, insiste Éric Lenoir. Le sujet, c'est de faire collectivement face à des événements colossaux, qu'il s'agisse des changements climatiques, de la ressource en eau, des conjonctures géostratégiques, d'une alimentation mondialisée. »

#### « Ces alternatives nous intéressent tous »

Cette troisième édition, parrainée par l'agronome Marc Dufumier, a surfé sur l'actualité pour aborder la colère des agriculteurs sous l'angle des marchés ou de la production locale : « Le problème est loin d'être réglé : les agriculteurs ne sont pas rémunérés pour leur travail, ni pour les services qu'ils rendent aux écosystèmes. Mais surtout, prenons acte qu'une certaine agriculture ne peut être compétitive sur les marchés mondiaux. »

Dans la salle, tout le monde acquiesce. Agronomie, écologie, économie, approvisionnement, prix, santé... la hiérarchie des enjeux n'est pas la même pour tous. Quelques agriculteurs renfrognés qu'on ne parle que de

bio ou de glyphosate rappellent qu'ils sont parfaitement au courant des enjeux écologiques et qu'ils font ce qu'ils peuvent dans le cadre qui leur est donné.

Étienne Henriot, élu à la chambre d'agriculture de l'Yonne, défend la cohabitation de plusieurs modèles : « Aux Egaa, je trouve des expériences, des points de vue différents. Je ne suis pas forcément d'accord, mais je crois que ces alternatives nous intéressent tous. Notre département a une agriculture très conventionnelle, mais ça bouge. »



Qu'ils soient en conventionnel ou non, les agriculteurs plaident pour la reconstruction d'une autonomie collective. Pexels/CC/Mark Stebnicki

Aux Egaa, néoruraux, curieux, agriculteurs conventionnels, pionniers de la bio, amateurs de grandes céréales ou de maraîchage urbain abordent des sujets vitaux comme la relocalisation de la production, les marchés mondiaux ou encore l'idée-phare du moment : la Sécurité sociale de l'alimentation. La conférence gesticulée de Mathieu Dalmais – intitulée De la fourche à la fourchette ? Non ! L'inverse ! – a mis en avant l'idée de ce système universel où chacune et chacun cotiserait pour pouvoir mettre sur sa table des denrées de qualité. Pour tous, la reconstruction d'une autonomie collective face à un système en bout de course est essentielle. Myriam, maraîchère depuis quatre générations à Joigny, conclut ces journées par un cri du cœur : « Il reste sacrément du boulot. » Aux Egaa, citoyens et agriculteurs veulent retrousser leurs manches ensemble. « Sans collectif, sans entraide, sans dialogue, rien ne sera possible. »

Laure NOUALHAT, 5 février 2024 (Reporterre)

## Humour de Siné mensuel



## Colère agricole : stop aux fausses solutions !



Ursula von der Leyen vient d'enterrer le règlement européen sur l'utilisation durable des pesticides (SUR). Il était censé piloter la réduction des pesticides et des risques liés à ces derniers. Il s'agissait là de la législation phare de la stratégie « de la ferme à la table ». Le monde agricole est engagé dans la réduction de ces produits dangereux depuis de nombreuses années et est prêt à poursuivre sa marche. Tout ce qu'il demande c'est qu'on lui en donne les moyens... et non pas de jeter à la poubelle le Pacte vert européen.

Ce texte est une Carte Blanche initiée par Agroecology in Action et cosignée par de nombreux euses acteur rices dont Canopea. Elle est parue sur le site du Soir le jeudi 8 février 2024.

Quand le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. C'est l'impression que donnent actuellement les réponses de la Commission européenne aux mobilisations agricoles. Il est vrai que les normes environnementales ont une place dans les doléances des agriculteur.rices. Mais elles sont la goutte d'eau qui fait déborder un vase de colère plein depuis des décennies. Et cette colère, c'est avant tout celle de ne pas recevoir un revenu juste et digne en exerçant un des métiers les plus essentiels de notre société.

Or, jusqu'à présent, les décisions prises par l'UE se concentrent sur la mise au frigo de la transition agricole. La première d'entre elles fut d'accorder une nouvelle dérogation aux obligations de jachères de la Politique agricole commune. Et le 6 février, Ursula von der Leyen donne le coup de grâce au règlement SUR, qui prévoyait de réduire de moitié l'utilisation et les risques liés aux pesticides à l'échelle européenne. Coup de grâce, car ce dernier avait été vidé de sa substance avant d'être rejeté par le Parlement. Le Conseil avait la possibilité de le retravailler avant de le renvoyer en seconde lecture au Parlement. La présidence belge avait prévu 8 réunions de travail pour ce faire. Mais la Commission saborde sa proposition et mise tout sur les dialogues stratégiques initiés en janvier de cette année.

#### Recherche consensus désespérément

L'ouverture d'un dialogue avec les agriculteur.rices est évidemment une bonne chose en soi. Mais ils elles ne sont pas seul es autour de la table. À leurs côtés se trouvent des ONG environnementales et de santé, des mouvements pour l'agriculture durable et des lobbies agro-industriels. La composition hétéroclite et le nombre limité de rencontres ne laissent que très peu de chance de voir émerger des propositions qui fassent consensus en vue d'adopter des règles contraignantes pour réduire les pesticides en Europe, règles pourtant nécessaires pour protéger la santé des citoyen.nes, des agriculteur.trices et de notre environnement. D'autre part, faut-il vraiment encore 6 mois de dialogues avec les mouvements agricoles pour comprendre que ce qui manque aux législations agro-environnementales européennes, c'est un financement à la hauteur du défi de la transition ?

Or, ce financement n'est pas prévu. La PAC a vu son budget diminuer de 10 % lors de la dernière réforme. Paradoxalement, ceux qui ont voté les baisses de budget européen sont les mêmes qui démantèlent ensuite

les législations de la stratégie de la ferme à la table. La loi de la restauration de la nature, autre pilier du Pacte vert européen, a été adoptée en novembre 2023 mais la Commission européenne ne prévoit que maintenant d'étudier la manière de financer les mesures prévues en son sein! Tant que les normes environnementales européennes rimeront aux oreilles des agriculteur. rices avec perte de revenus et augmentation du temps de travail, il n'y aura pas de transition.

#### Le juste prix et la justice fiscale, des impératifs

Si la Commission européenne n'est pas prête à financer massivement la transition agricole, alors elle devrait s'atteler à garantir des prix justes aux agriculteur.rices. Les lois Egalim en France démontrent que — malgré leurs imperfections — il est possible de légiférer en vue d'interdire aux intermédiaires d'acheter la production des agriculteur.rices en dessous de leurs prix de revient. Et les limites de ces mêmes lois, qui voient la grande distribution française passer par des centrales d'achats dans les pays voisins pour continuer d'acheter à bas prix, sont la démonstration qu'une législation européenne contraignante est indispensable. Tant que les agriculteur.rices ne reçoivent pas de prix juste, il n'y aura pas de transition.

L'UE compte-t-elle détricoter tout le Pacte vert européen avant de s'attaquer à la racine du problème ?

La crise du covid ou la guerre en Ukraine ont démontré que, lorsque c'est nécessaire, l'UE est capable de trouver les fonds. La situation des agriculteur rices dure depuis si longtemps que certain es ont perdu de vue qu'il s'agit là aussi bel et bien d'une crise. Et, si l'UE est à court d'idées pour alimenter un fonds de transition agricole, nous pouvons lui suggérer de taxer les superprofits que les multinationales de l'agro-alimentaire ont engendrés depuis la guerre en Ukraine et lors des crises alimentaires précédentes en 2008 et 2011. Si cela se fait pour les énergies fossiles, pourquoi pas pour l'agroalimentaire ? Tant qu'il n'y aura pas de justice fiscale dans les systèmes alimentaires, il n'y aura pas de transition.

La Commission peut aussi écouter les agriculteur.rices lorsqu'ils dénoncent d'une seule voix le projet d'accord de commerce entre l'UE et la Mercosur. Telle était la demande prioritaire de la mobilisation du jeudi le février en face du Parlement européen. C'est là une décision que la Commission pourrait prendre très rapidement et dont les conséquences sont autrement moins graves que d'enterrer les normes environnementales. C'est même une décision gagnant-gagnant pour les agriculteur.rices, le climat et la santé. Tant qu'il n'y aura pas de cohérence entre politiques commerciales, environnementales, de la santé et agricoles, il n'y aura pas de transition.

Tenter de calmer la colère du monde agricole en sacrifiant les normes environnementales et sanitaires est une erreur majeure, que la commission est en train de commettre.

C'est s'offrir quelques semaines de calme dont le prix sera des années d'impacts sur la santé des agriculteur.rices mais aussi de tou.tes les citoyen.nes. C'est une fuite en avant qui fera renaître les mobilisations agricoles, encore et encore, tant que leur dignité ne leur sera pas rendue. La solution existe, la transition doit être juste ou elle ne sera pas.

\*Cosignataires: Amaury Ghijselings (CNCD-II.II.II), Jonas Jaccard (Humundi), Timothée Collin (Coordinateur du Réseau des GASAP), Jean-Pascal Labille (Secrétaire général de Solidaris), Alexis Garcia (Directeur de Arsenic2), Sylvie Meekers (Directrice générale de Canopea), Christophe Goossens (ECLOSIO), Manuel Eggen (FIAN), Alice Jandrain (Iles de Paix), Albane Aubry (Greenpeace Belgique), Sabine Renteux (Mouvement d'action paysanne), Magali Guyaut (Collectif 5C), Samuel Hubaux (Nos Oignons), Marjolein Visser, professeure (systèmes agraires et agroécologie) à l'ULB et présidente de RUCOLA.

8 février 2024 (Canopea)

## Ces agriculteurs « pris à la gorge » qui bloquent les routes façon Gilets jaunes



L'autoroute A64, à 40 km de Toulouse, était toujours coupée en deux le 22 janvier par des agriculteurs de la région. Une action menée indépendamment des syndicats.

#### Carbonne (Haute-Garonne), reportage

« On n'a aucune limite, on restera ici le temps qu'il faudra ! » En attrapant une frite dans son assiette, Jérôme Delas, éleveur d'une soixantaine de bovins dans la petite commune de Samouillan, en Haute-Garonne, fait part de son mécontentement. Il est arrivé sur place dans la matinée du 22 janvier, pour aider à tenir le barrage de l'A64 au niveau de l'échangeur 27 à Carbonne.

Sous son bonnet, adossé à la glissière de sécurité, Jérôme échange avec des collègues. « Le matériel agricole coûte une fortune, toutes les charges augmentent, il y a de plus en plus de normes... On est cernés de tous les côtés », lance-t-il.



Une centaine de tracteurs bloquent totalement l'A64 au niveau de Carbonne. © Justin Carrette / Reporterre

Ce camp de fortune au beau milieu de l'A64, sous un pont pour se protéger des intempéries, n'a rien à envier aux piquets de grève de la CGT ou aux ronds-points des Gilets jaunes. Barbecue, friteuse, groupe électrogène, barils à feu pour se réchauffer... depuis jeudi 18 janvier, le monde agricole occitan s'organise pour faire entendre sa voix.

« Après la manifestation de jeudi à Toulouse et face au silence des pouvoirs publics, on a décidé de poursuivre notre mobilisation ici et de bloquer l'A64 », raconte Laurent Ollivier, céréalier dans la commune de Mauzac ; il cultive 80 hectares de blé et est venu en tracteur.

« Il y a des gens qui viennent nous apporter de la nourriture et des boissons alors qu'ils ne sont même pas agriculteurs, c'est génial de voir cela, poursuit celui qui n'est pas rentré chez lui depuis cinq jours, comme le traduit sa barbe grisonnante. Certains dorment dans leur tracteur, d'autres dans les bennes qu'on a aménagées, on s'organise. »



Le barbecue du camp est sollicité toute la journée pour nourrir la centaine d'agriculteurs présents sur place. © *Justin Carrette* / *Reporterre* 

Lui aussi partage la colère de ses camarades sur les charges et la flambée des prix qui « prennent à la gorge » les agriculteurs, mais dénonce également « le manque d'accompagnement sur les normes, qui sont toujours plus nombreuses et compliquées. On dit souvent qu'on est des pollueurs et des anti-écolos, mais on voudrait mettre en place des normes écologiques sur nos exploitations, c'est juste qu'il n'y a aucun accompagnement ou trop peu de financements pour cela ».

#### Éloignés des syndicats

Pour lui, la force du mouvement est l'indépendance vis-à-vis des syndicats. « La FNSEA [le syndicat majoritaire] ne soutenait pas cette opération, mais il est temps que les gens de la base puissent faire entendre leurs revendications aussi. Je n'ai pas forcément confiance dans ce syndicat quand on sait qu'Arnaud Rousseau, qui est à la tête de la FNSEA, est aussi président du groupe industriel Avril. Pour moi, on ne peut pas défendre les agriculteurs et les industriels en même temps. »

Sur ce camp, au milieu de l'A64 et face aux sommets pyrénéens enneigés, peu d'agriculteurs sont syndiqués et tous revendiquent une liberté d'action et une colère vis-à-vis de ceux qui « pondent les normes et les règles », qui sont des « gratte-papier, déconnectés du réel et surtout du monde agricole », selon Jérôme Delas, qui s'appuie sur ses collègues pour acquiescer ces propos.

Les revendications sont multiples, parfois un peu vagues, mais les agriculteurs présents sur place profitent de ce moment pour se rencontrer, échanger et partager leurs difficultés. « Cela fait chaud au cœur de voir une telle mobilisation, une telle solidarité », dit Jérôme Delas, qui finit ses frites sur une botte de foin lui servant de table.



Éleveur à Samouillan, Jérôme Delas a rejoint le blocage dans la matinée du lundi 22 janvier. © *Justin Carrette /* Reporterre

Accoudé près d'une benne, Éric Larrey, éleveur à Salles-sur-Garonne, discute avec deux agriculteurs retraités : « Le problème c'est la mondialisation et l'Europe, c'est là que toutes les normes et les décisions sont prises, il faudrait que le mouvement s'étende dans toute la France et sur tout le continent. »

En fin d'après-midi, les odeurs du repas du soir commencent déjà à inonder le camp installé sous le pont de l'échangeur 27. Une nouvelle nuit se profile au milieu de l'A64 pour la centaine d'agriculteurs présents sur place. Ils confient tous vouloir aller « jusqu'au bout », pour obtenir « des mesures concrètes » de la part du gouvernement.

Justin CARRETTE 23 janvier 2024 (Reporterre)



« Amis paysans, ne vous trompez pas de cible!»

### L'écologie, bouc émissaire de la colère agricole



Parmi les griefs des agriculteurs en colère. les « contraintes environnementales » sont montrées du doigt. Et si l'écologie n'était qu'un bouc émissaire, afin de ne pas s'attaquer aux réelles causes de la détresse agricole ? C'est la goutte de pétrole qui a fait déborder le vase. Depuis deux mois, les agriculteurs sont vent debout contre la fin de l'avantage fiscal sur le gazole utilisé pour leurs engins. Entre temps, manifestations et blocages se sont multipliés et la liste revendications s'est allongée. « Il y a un ras-le-bol général », expliquait Arnaud Gaillot, président des Jeunes agriculteurs sur France 2.

Parmi les griefs, « les contraintes environnementales » sont régulièrement pointées du doigt.

Résultat, des institutions liées aux politiques écologiques ont été prises pour cible lors des mobilisations : explosion à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) à Carcassonne, dépôt de fumier et de pneus devant l'Agence de l'eau à Toulouse... « Les agriculteurs s'en prennent aux symboles de l'État, ils ont aussi bloqué des Directions départementales des territoires, observe la députée insoumise de la Seine-Saint-Denis et ingénieure agronome Aurélie Trouvé. C'est normal : on leur impose des normes sans les protéger. » [...]

Pour tous les militants écolos et paysans que nous avons interrogés, pas besoin de tourner autour de l'abreuvoir : la cause principale de la détresse agricole n'est pas la transition écologique, mais bien le manque de revenus. « On n'est pas surpris par ce qui se passe, remarque ainsi Laurence Marandola, porte-parole de la Confédération paysanne. Le dénominateur commun à toutes ces mobilisations, la revendication qui revient tout le temps, c'est celle de la rémunération. Si on avait des prix de vente qui nous permettaient de vivre, on serait plus à l'aise pour faire face aux aléas climatiques et aux différentes crises sanitaires. »

« Beaucoup ont l'impression de faire ce qu'on leur demande et de ne pas s'en sortir »

« Ce ne sont pas tant les normes environnementales ou sanitaires qui sont dénoncées que le sentiment qu'il y a de plus en plus de normes alors même que les agriculteurs n'arrivent pas à vivre de leur travail », enchérit Aurélie Trouvé. Autrement dit, précise la députée, « on leur demande plus d'efforts mais on ne les protège pas des importations de produits qui ne respectent pas ces normes, on ne leur garantit pas des prix qui leur permettent de vivre correctement et de s'engager dans la bifurcation écologique ». À l'automne dernier, le gouvernement a ainsi refusé de financer l'agroécologie et il a balayé les 600 millions d'euros d'aides supplémentaires demandées en soutien à l'agriculture bio.

« Les agriculteurs ne s'en sortent plus, et c'est d'ailleurs pour ça que ce mouvement est si fort et spontané, qu'il dépasse même les organisations syndicales, constate l'eurodéputé écolo Benoît Biteau. C'est une question de survie. » Pour l'élu paysan, « beaucoup ont l'impression de faire ce qu'on leur demande et de ne pas s'en sortir. Sauf que ce qu'on leur a demandé de faire n'était pas la bonne chose ». Fallait-il industrialiser les fermes pour devenir compétitif sur le marché mondial ? S'agrandir toujours plus ?

#### Le même constat, pas la même analyse

En clair, écolos et agriculteurs en colère dressent le même constat d'un mal-être social et économique... mais n'en tirent pas la même analyse. « Je partage leur détresse et je considère que leurs revendications sont légitimes, mais ils n'identifient pas les bons responsables, estime ainsi l'eurodéputé. Accuser les écologistes alors que nous ne sommes pas au pouvoir... Nous, Verts, n'avons pas voté pour cette PAC [Politique agricole commune] qui ne bénéficie qu'à quelques-uns, nous n'avons pas voté pour les accords de libre-échange qui dérégulent les prix. »

Il pointe d'ailleurs un fossé grandissant entre les agriculteurs mobilisés et les directions nationales des syndicats agricoles majoritaires : « Ce que les agriculteurs dénoncent, ce sont les conséquences des politiques des

gouvernements successifs, auxquels la FNSEA a toujours été associée. » Un avis partagé par Véronique Marchesseau, secrétaire générale de la Confédération paysanne : « Il y a un détournement par les responsables syndicaux de la FNSEA, des JA et de la Coordination rurale des véritables raisons de nos difficultés, souligne-t-elle. Pour ne pas remettre en cause le système économique productiviste et ultralibéral défendu par ces syndicats, ils ont cherché d'autres responsables. » L'écologie a ainsi fait figure de parfait bouc émissaire.

#### « Une fuite en avant »

Tout le paradoxe est là. Face aux difficultés – sanitaires, économiques, climatiques – croissantes que rencontrent celles et ceux qui cultivent, « une partie du monde agricole se retrouve dans une fuite en avant, avec des solutions technicistes, néolibérales et de court terme », tranche Benoît Biteau, citant l'exemple des mégabassines. Autant de « fausses solutions », selon lui, qui ne feront qu'accentuer le problème.

Élus et militants de la cause paysanne tentent donc d'esquisser une autre piste de sortie, qui ne rimerait pas avec « moins d'écologie ». « Des normes bien construites sont des mesures de protection contre le marché, insiste Laurence Marandola. Elles permettent de protéger la santé des agriculteurs, celle des consommateurs, de préserver le sol et l'eau, qui sont nos facteurs de production. » La Confédération paysanne pousse ainsi pour que l'exécutif s'attaque « aux réelles causes du problème : la mise en concurrence des agriculteurs les uns contre les autres ».

#### Plus de régulation, un salaire minimum...

Pour apaiser la colère du monde agricole, le syndicat minoritaire a donc ses solutions. « Le gouvernement doit stopper les négociations sur les accords de libre échange et revenir sur ceux signés précédemment, détaille Laurence Marandola. Il faut aussi interdire la vente de nos produits en dessous de leur prix de revient. » Même son de cloche au sein du collectif Nourrir : « Améliorer les minima sociaux, les retraites, faciliter les congés et l'accès au logement. . . tout ça peut sembler éloigné de l'écologie, liste Clotilde Bato, coprésidente du réseau. Pourtant, il faut que le bienêtre social soit garanti pour que les agriculteurs puissent prendre ensuite soin du climat et de la terre. »

Plus de régulation, une meilleure rémunération, voire « un salaire minimum garanti »... autant de mesures défendues par les partis de gauche écologistes. « La gauche doit être aux côtés des agriculteurs, face à l'Europe néolibérale, à la Macronie et aux industries agroalimentaires, souligne aussi Aurélie Trouvé, en faisant le parallèle avec les Gilets jaunes. Tout ceci est compatible avec nos revendications écologiques. »

Lorène LAVOCAT, 24 janvier 2024 (Reporterre)

## Humour de Siné mensuel



## L'Atelier Paysan : pas de démocratie dans l'alimentation sans socialisation



Illustration: Maria Fade

La modernisation à marche forcée de l'agriculture opérée après la Seconde Guerre mondiale, qui a détruit socialement et économiquement la paysannerie française, a fait naître un complexe agro-industriel bloquant toute transition écologique. L'Atelier paysan, « coopérative d'autoconstruction » qui recense et diffuse des technologies agraires, rebondit sur son livre-manifeste Reprendre la terre aux machines (Seuil, 2021) pour appuyer l'une de ses propositions : la socialisation de l'alimentation comme outil d'émancipation en vue d'une rupture vers un nouveau modèle autonome, écologique et convivial.

Depuis fort longtemps, la classe populaire paysanne se renvoie une image dégradée d'elle-même. Nous entendons ici paysanne au sens le plus strict: des communautés de travail produisant avant tout pour leur propre subsistance, ne mettant sur le marché qu'une petite partie de leur production. Dans ce sens, on peut considérer qu'elle a quasiment disparu de nos jours. Depuis les prémices de ce qu'il est convenu de nommer « révolution industrielle », il y a plus de deux siècles, le capitalisme conquérant ne s'est pas contenté d'asservir les corps en provoquant un violent exode rural, à grand renfort d'expropriations et de suppression des communs, ces ressources partagées de l'entraide communautaire ; il lui a fallu aussi soumettre les esprits et établir son hégémonie culturelle.

La bourgeoisie s'est attelée à de féroces batailles, forgeant l'unité nationale autour de ses valeurs propres, très minoritaires au départ. Un volet connu de cette bataille est celui de la langue, charriant avec elle toute une série d'impositions normatives. Un aspect documenté depuis peu de l'autoproclamée Modernité est le soin avec lequel est remanié l'ensemble des valeurs communément admises comme références et qui font sentir notre appartenance ou non à une société. L'ensemble de ce qui, mis en œuvre pour faire face aux difficultés de la vie, est valorisé ou non par l'organisation sociale. Traditionnellement, ce que les sociétés paysannes valorisent est la capacité de subvenir aux besoins de la famille, de la communauté: un bout de terre, des outils, parfois un animal de trait, et le savoir-faire nécessaire patiemment transmis de génération en génération.

Garantir sa subsistance matérielle par son propre travail, dépendre le moins possible de forces extérieures, est un objectif qui sous-tend l'ensemble des pratiques socialisées à l'échelle de la communauté : l'inventaire et le choix de ses dépendances, soit la maîtrise de celles-ci pour assurer non seulement la survie de la communauté, mais également le sentiment d'être libre. Le terme désignant cette organisation sociale et cette philosophie, forgé par les Grecs et reformulé au XXe siècle, est celui d'autonomie – en l'occurrence, ici,

l'autonomie paysanne. A contrario, la philosophie bourgeoise s'est construite en bâtissant des organisations étatiques et centralisées, reprenant à son compte un ensemble de valeurs aristocratiques et les poussant plus loin, substituant à la légitimité divine la légitimité par le Progrès. Pour les bourgeois, le travail autonome ne représente plus la possibilité de liberté, mais la certitude de la contrainte. Il s'agit alors de s'en défaire. L'activité du travail de subsistance est littéralement dévalorisée au profit de tout ce à quoi on peut accéder une fois délivré de la dépendance matérielle. Le «fantasme de délivrance» s'installe petit à petit, mais durablement, jusqu'à irriguer aujourd'hui l'ensemble des classes sociales : je serai libre lorsque je n'aurai plus besoin de travailler, lorsque je serai, individuellement, délivré de toutes contraintes, sociales ou naturelles. Ainsi, on retrouve depuis les Lumières dans de nombreux textes d'auteurs dits « progressistes » des qualifications dégradantes à l'égard de la paysannerie : les culs-terreux, les mains dans la terre, harassés par la charge de travail, qui ne pensent pas, sont sales et repoussants. Un état peu enviable, dont la nécessité doit être dépassée par le Progrès et la Civilisation. Cette vision dégradante de la liberté paysanne a faconné une image dépréciée, que véhiculent les populations paysannes elles-mêmes. Un sentiment d'infériorité qui provoque un repli sur soi, le sentiment d'être assiégé par le reste de la société – sentiment que le syndicalisme agricole majoritaire utilise d'ailleurs comme un « ciment identitaire », et qui est paradoxalement à l'origine de l'autodestruction par l'adoption sans fard des promesses de la Modernité.

#### La Modernité contre l'autonomie paysanne

Porteuse de cette contradiction, la société paysanne historique n'a pas accueilli « dans la joie et la bonne humeur » la mal nommée modernité agricole à partir de 1945. Le ciment de l'autonomie et de la fierté paysannes, porteuses d'une vision de la liberté émancipatrice pour toute la société, s'est fissuré face à l'instauration de politiques privées industrielles qui portent jusqu'à nos jours le nom de politiques publiques agricoles. Le roman national nous raconte qu'il s'agissait de rebâtir l'appareil de production alimentaire détruit par la guerre pour sortir l'Europe de la famine. C'est en partie vrai, mais cet objectif fut atteint en quelques années, essentiellement grâce à la mobilisation de la force de travail des hommes et des femmes, et de leurs chevaux et bœufs encore très nombreux.

À la suite de quoi s'est déployé dans toute sa violence le remplacement du travail vivant par la machine. L'objectif était, et est toujours, d'extraire la valeur ajoutée de la production agricole pour la déporter sur des secteurs industriels qui se bâtissent et qu'il faut alimenter. Nous avons vu alors se construire un *complexe agro-industriel*, entremêlement d'intérêts privés et publics qui aboutit aujourd'hui à une telle endogamie entre administration, organisations professionnelles, recherche, enseignement, droit, législation, maintien de l'ordre, outils de la finance, presse ou encore publicité que nous devons nous souvenir de l'avertissement du président américain Dwight Eisenhower sur la menace que fait peser une telle construction sur la démocratie et la liberté. La destruction massive de l'emploi agricole a conduit à une restructuration profonde de l'appareil de production. Sous son effet, les communautés paysannes ont été très rapidement anéanties, avec leur culture et leurs savoir-faire, dans ce qui s'apparente à un ethnocide, afin de libérer de la main-d'œuvre pour l'industrie. Le capitalisme industriel dans l'agriculture a fortement et très rapidement concentré les fermes par une standardisation et une spécialisation géographique de la production.

L'imposition d'un surcroît de technologies a permis d'accéder à des rendements d'échelle accrus, entraînant une chute des coûts marginaux de production. Depuis, les prix de vente à la consommation ne font que chuter, accompagnés par les subventions européennes pour compenser les pertes de revenu des fermes. La part de l'alimentation dans le budget des ménages se trouve divisée par trois depuis la fin des années 1970, les revenus ainsi libérés étant consacrés à d'autres dépenses contraintes — loyer, énergies, assurances, informatique, etc. Des pans entiers des revenus se déportent sur des secteurs en croissance, permettant d'engager le monde industriel sur la voie de la consommation de masse. Pour les survivants de l'ethnocide, il sera exigé de se désintéresser totalement du devenir de leur production pour se conformer à l'exigence de volume et de standardisation, avec un prix du marché désormais mondial. Réduit à fournir du « minerai » I, dans une pure logique extractiviste, le producteur agricole devient simple pourvoyeur d'une industrie de l'aval dont il est totalement dépendant.

Cette exigence de rendement, de volume et de bas coût oblige également le producteur à recourir à un arsenal technologique dont il ne possède plus la maîtrise. Il devient alors captif des industries de l'amont qui lui sont extérieures : industries des semences, des engrais, des machines. Les semences sont désormais conçues pour ne pas être réutilisées, les engrais chimiques ne peuvent être fabriqués à la ferme, les machines de plus en plus complexes sont fragiles et irréparables. L'ensemble est, de plus, le principal vecteur de l'endettement et du surendettement des fermes. L'économie de la ferme est donc prise dans un étau par l'amont et par l'aval, amenant à la situation actuelle où le revenu des fermes est souvent très faible (aides de

la politique agricole commune – la PAC – comprises), où nombreuses sont celles qui disparaissent encore (250 par semaine), alors que les actionnaires des multinationales soutenant ce modèle destructeur sont grassement rétribués.

Dans cette logique capitaliste d'intégration industrielle, la même qui a presque fait disparaître l'intégralité de la production artisanale dans les autres secteurs, on pourrait trouver étonnant que le secteur de la production agricole soit encore, en France, très majoritairement constitué de fermes sur un modèle familial. Cela s'explique, d'une part, par les luttes paysannes. Au cours des années 1960 et 1970, de nombreux combats contre l'intégration capitalistique ont été menés, notamment en élevage industriel et en production céréalière. D'ailleurs le premier syndicat agricole non productiviste, issu du Parti communiste, date de 1959 et porte encore le nom de Mouvement pour la défense des exploitants familiaux (Modef). D'autre part, il est compréhensible qu'au sortir de la Résistance, avec un syndicalisme ouvrier fort, le patronat n'ait pas choisi d'imposer le salariat à toute la paysannerie, craignant de voir grossir les rangs des travailleurs organisés.

#### Socialiser la technique et le savoir

Ce désolant constat a été établi il y a déjà 50 ans, avec les luttes paysannes. Dans un ouvrage fondateur de 1970, Bernard Lambert, porte-parole du syndicat Travailleurs Paysans, a offert une voix à la résistance de ces paysannes et paysans, montrant qu'ils n'étaient pas dupes de la promesse qui leur était faite de rejoindre les élites en devenant eux-mêmes des « agromanagers ». Les mécanismes de captation de la valeur et de dépendance aux firmes capitalistes font du paysan un ouvrier, un opérateur de chaîne de production. Nous sommes loin du rêve et de la fierté « d'être son propre patron ». La quête d'autonomie devait donc passer par des actions collectives et individuelles. Les premières ont utilisé une forme de socialisation par la coopération. Organisés ainsi, les producteurs devaient pouvoir se défendre face au marché. Une génération plus tard, le résultat est plus que mitigé. Certaines coopératives ont permis de maintenir une agriculture à la mesure de l'humain, de favoriser l'approche collective et l'installation de jeunes, de limiter les agrandissements, de garantir le revenu grâce à des cahiers des charges restrictifs et efficaces — l'exemple emblématique étant la production du comté, dont les fruitières sont aux mains des productrices et producteurs.

Cependant, ces quelques exemples dissimulent mal le devenir de la majorité du mouvement coopératif agricole, qui est aujourd'hui aux mains d'investisseurs œuvrant pour le complexe agro-industriel, imposant leur loi et leurs prix aux adhérents dans le lait, le vin, les céréales. De leur côté, les actions individuelles visaient l'autonomie de l'agriculture paysanne², la recherche d'espaces de liberté, par de nouvelles pratiques sur leur exploitation, afin de desserrer l'étau, pour grignoter de la valeur ajoutée sur l'industrie par les deux bouts. En aval tout d'abord : ces actions se sont appliquées à trouver un débouché à une alimentation produite sans recours à la chimie, nécessairement avec beaucoup de main-d'œuvre et de savoir-faire, donc des coûts de production plus élevés, et de s'assurer d'un accès au marché par la construction de niches commerciales et donc une distinction dans la consommation. Une production dûment labellisée trouve ainsi une demande sur un segment restreint du marché, celui des consommateurs les plus privilégiés (financièrement et/ou culturellement), celui aussi des consommateurs engagés. Cette stratégie de marché est l'unique possibilité, à l'échelle de la ferme, de survivre dans la compétition agricole en produisant une alimentation saine et respectueuse. Il est notable que Nature et Progrès, l'association pionnière de l'agrobiologie, se soit constituée dès 1964 comme association de consommateurs, d'agriculteurs producteurs et d'artisans transformateurs.

En effet, la seconde stratégie économique de cette quête d'autonomie consiste pour le producteur à pratiquer plusieurs autres métiers plus rémunérateurs, dont la capacité à transformer soi-même la matière première de la ferme. Ainsi, le céréalier se fait meunier et boulanger, l'éleveur, fromager ou charcutier, le maraîcher, préparateur de plats en bocaux... Ces deux stratégies individuelles combinées vont faire prendre de l'ampleur à ce mouvement néopaysan, bâtissant un réseau de mise en marché alternative à la distribution capitaliste, des points de vente directe dans les fermes (aujourd'hui aussi via Internet), des marchés et magasins « bio », des Amap. On trouve également des actions individuelles et collectives en amont. Sur le plan individuel, cette quête d'autonomie passe par la production du plus d'intrants possible directement sur la ferme – maîtrise du patrimoine génétique et du savoir-faire d'éleveur, production de semences reproductibles (dites « paysannes ») et d'engrais par la fumure animale en polyculture-élevage, approches agronomiques basées sur la vie du sol et la gestion de l'enherbement (comme la culture sur bâche ou la rotation longue des cultures), utilisation de pesticides naturels...

Pour permettre l'accès au foncier des jeunes, l'association Terre de liens a été créée en 2003 pour socialiser l'épargne d'adhérentes et adhérents en achetant des terres et des bâtiments en vue de les louer à ceux qui

s'installent. La même année a été créé le Réseau semences paysannes pour diffuser les savoir-faire et les pratiques de conservation décentralisée de variétés de semences céréalières, en particulier boulangères. L'Atelier paysan, créé en 2014, œuvre de son côté au recensement, à la conception participative, à l'autoconstruction et à la diffusion de technologies paysannes (outils, machines, bâtiments). Notre coopération forme des paysannes et paysans au travail du métal afin de gagner en autonomie sur le matériel et réduire la dépendance au machinisme agricole. Nous voyons là des formes déjà puissantes de mutualisation qui sont le ferment d'une socialisation plus achevée.

#### Sortir de l'acte individuel pour bâtir la société autonome

L'agriculture paysanne, depuis 50 ans, a obtenu des résultats probants. Loin des beaux discours, des grandes théories, à sa tâche chaque jour, on peut dire d'elle qu'elle change la vie de milliers de personnes engagées dans des pratiques agricoles vertueuses, et permis à des millions d'autres de se nourrir sainement sans dégrader ni les humains, ni la planète. Elle a en outre fait la preuve qu'une agriculture du futur, une agronomie de pointe, probablement la seule réponse possible aux effondrements en cours, n'a rien d'une chimère. Nous sommes collectivement en capacité de nous nourrir hors du réductionnisme agrochimique et de ses prothèses algorithmiques. C'est considérable, qui plus est indispensable à toute perspective de transformation sociale, mais, à l'évidence, complètement inoffensif: force est de constater que nous ne sommes pas en train de gagner. Plus la « bio » avance, plus les volumes de pesticides épandus augmentent. Plus on installe de jeunes en agroécologie paysanne, plus s'ouvrent de nouvelles fermes usines. Il n'y a aucun lien entre l'avancée de nos alternatives cumulées et un quelconque recul de l'agro-industrie. Il est plus qu'urgent de réagir.

Il semble illusoire d'espérer que l'addition de bonnes pratiques finisse, comme une tache d'huile, par asphyxier le complexe industriel. Le monde social n'est pas la somme des comportements individuels. On ne peut résumer sa complexité en une injonction morale à « bien » consommer ou « bien » produire. Le rapport social se rappelle violemment à nous : aucune chance que Bayer-Monsanto ou Nestlé ne rendent un jour les clés de leur boutique, irradiés par la fulgurante luminosité de notre vertu ou parce qu'on aura su expliquer les choses pédagogiquement. Nous pouvons même dire que non seulement nous ne sommes pas en train de gagner, mais que si nous le laissons croire, alors nous véhiculons une pensée individualiste et dépolitisante qui n'est *en principe* pas la nôtre. En effet, le renvoi à la responsabilité individuelle est le propre d'une idéologie libérale, la négation des rapports sociaux : « T'as qu'à traverser la rue et aller à la Biocoop! » Nous devons regarder la question sociale en face.

Si nous savons faire tout autrement et mieux que l'industrie, nous ne pourrons jamais le faire et le vendre au prix de l'industrie. La question ne relève ni de l'éducation, ni de la technique, elle est bien socioéconomique. Nous ne rattraperons jamais 70 ans de gains de productivité agricole et ce n'est pas souhaitable. Pesticides chimiques, intrants azotés, surmachinisme, robotique et autres OGM sont des instruments du libre-échange. Cette économie libérale a besoin de nos alternatives comme faire-valoir, comme complément de gamme. Nos alternatives, si elles se présentent uniquement comme offre vertueuse dans une stratégie de marché, renforcent le marché et permettent au complexe agro-industriel de ne pas sortir de son sillon: pourquoi vouloir interdire les pesticides si vous pouvez produire ou consommer une gamme sans pesticides? Prise dans la compétition comme supplément d'âme, la stratégie commerciale de la « bio » est ainsi devenue un obstacle majeur à une véritable sortie de l'agrochimie. Elle n'adviendra pas par le développement de nos alternatives, qui est insuffisant, mais par notre capacité à proposer un projet alimentaire et agricole désirable pour l'ensemble de la société. Notre impuissance est le fruit de cette insuffisance.

#### Des politiques pour une démocratie dans l'alimentation

C'est la lutte contre cette impuissance qui a été le moteur de l'écriture de notre manifeste Reprendre la terre aux machines, avec pour but d'esquisser les grands traits de ce projet politique : l'autonomie paysanne et alimentaire. Il nous faut sortir l'alimentation de la compétition en prenant en compte les violences dans l'alimentation qu'engendre le modèle actuel délétère. Sortir de la compétition, notre histoire sociale nous l'apprend, c'est socialiser. En dehors de la socialisation, aucune autonomie matérielle n'est possible, donc aucune autonomie politique n'est envisageable. Comment un peuple peut être libre s'il délègue ses conditions matérielles d'existence, en premier lieu son alimentation et l'agriculture qui la produit, à des puissances capitalistes extérieures à lui ? Formulé ainsi, le chemin se dessine.

Il s'agit, d'une part, de renforcer nos positions dans le rapport de force et d'engager des luttes frontales contre le libre-échange, qui nous rend dépendants des marchés mondiaux, et l'escalade technologique, qui est aujourd'hui numérique, génétique et robotique, afin de briser la politique de *transhumanisation* de

l'agriculture et de nos vies. Et, d'autre part, d'établir des institutions sociales au-delà des communautés affinitaires, mais hors du marché et de l'État, pour socialiser notre alimentation. Garantir à toutes et tous, sur le modèle de la protection sociale issue du Conseil national de la résistance (CNR), de pouvoir accéder à une alimentation choisie en connaissance de cause. Non pas un droit à une alimentation de qualité, mais à une démocratie dans l'alimentation. Ainsi, l'Atelier paysan et une douzaine d'organisations ont formé le collectif national pour une Sécurité sociale de l'alimentation (SSA). La puissance de la proposition repose sur trois piliers : l'universalité, et pas une politique pour les pauvres ; la cotisation, qui n'est ni un impôt ni une taxe ; le conventionnement des productions, transformations et mises en marché, ces instants du choix démocratique de l'alimentation que nous désirons et des moyens à mettre en œuvre pour le produire.

Il ne s'agit surtout pas d'abandonner les efforts déployés dans nos structures de l'agriculture paysanne pour accompagner l'installation de nombreuses fermes, leur suivi puis leur transmission. Si nous décidons collectivement de notre alimentation, personne ne voulant manger des pesticides et autres « poisons alimentaires », nous devrons remettre le travail vivant au centre de la table. Une société sans paysans, projet actuel du pouvoir d'Emmanuel Macron et de ses alliés, ne le fera pas et ne veut pas le faire. Nous estimons avec d'autres que, pour nourrir l'ensemble de la population française sans pesticides, il faudra au bas mot un million de paysans. Et il en faudra bien davantage pour passer d'une société avec des paysans à une société paysanne, autonome et libre par sa capacité de subsistance.

Pour cela, l'ultime étape va consister à sortir nos collectifs, associations, coopératives et syndicats de l'ornière néolibérale dans laquelle nous sommes plongés depuis 40 ans : l'appel-à-projetisme³, la rétribution par subventions et la dépendance financière de nos conditions matérielles d'existence et d'exercice. Nous sommes bien placés pour savoir que l'État ne peut être l'arbitre des élégances en matière de financement de notre alimentation ; il nous reste donc à construire nos propres politiques publiques en socialisant les taxes et les impôts. Il s'agit là du financement de l'intérêt public dont, en ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture qui la produit, nous sommes aujourd'hui les seuls garants. Contre l'impuissance, mais aussi contre la tentation du repli identitaire et communautaire, la socialisation est la voie vers des pratiques agricoles et alimentaires plus seulement vertueuses, mais émancipatrices. Donc vers l'autonomie, pour reprendre toute notre vie au monde industriel.

- 1 Terme officiel pour désigner la matière première agricole.
- 2 En 1987, les syndicats agricoles opposés à l'industrialisation de l'agriculture se sont rassemblés dans une seule organisation, la Confédération paysanne. Celle-ci, avec ses satellites va imposer le terme d'« agriculture paysanne », ne recouvrant pas une approche technique mais un projet politique basé sur l'autonomie paysanne. Son organisme de développement, la Fadear, en précisera les contours en 10 principes dans la Charte de l'agriculture paysanne de 1998.
- 3 Dans les années 1980, le financement public par appel à projets a remplacé le financement par subvention de fonctionnement des associations, passant d'un contrôle a posteriori au contrôle a priori et procédant à une mise en concurrence des structures. Ces dispositifs instillent une idéologie de gestion qui détruit les métiers en les remplaçant par un ensemble d'actions et de compétences exigées par le pouvoir public. « L'idéologie du projet est tellement chargée positivement qu'il est très agressif pour de nombreux professionnels qui y sont soumis, de gré ou de force, de la remettre en cause, et a fortiori de la combattre. Pire encore, elle est tellement positive qu'elle s'est étendue bien au-delà de la sphère professionnelle jusque dans nos activités militantes, bénévoles ou privées », lit-on dans Scop Le Pavé, « Le Projet », Les Cahiers du Pavé, n° 1, 2012.

L'ATELIER PAYSAN, publié le 25 janvier 2023 (Socialter)

L'Atelier Paysan est issu d'un projet lancé en 2009, l'Atelier paysan a bouleversé le paysage des alternatives à l'agriculture industrielle. D'abord par l'action, puisque la « coopérative d'autoconstruction » recense et diffuse librement des outils, machines et bâtiments à l'usage des paysans, notamment à travers des formations pour leur fabrication – à raison d'une soixantaine de stages par an, touchant 500 personnes. Ensuite par la réflexion, via des actions d'éducation populaire afin d'exercer un rapport de force pour « sortir de l'impuissance ». Fruit de ce parcours, le livre-manifeste Reprendre la terre aux machines (Seuil, 2021) expose les pistes pour rompre avec l'actuel modèle productiviste, qui détruit l'environnement autant que les paysans.

### Pesticides et cancers

Merci d'introduire l'article en disant que vous l'avez repris d'une mailing list (dont je ne soupçonnais pas l'étendue – je croyais qu'il n'était pas passé finalement) et en précisant qu'en effet, suite aux mobilisations des agriculteurs, la Commission européenne a retiré son plan de réduction des pesticides et que depuis décembre, le glyphosate et reconduit pour 10 ans.

Ben oui, il y a eu une émission Investigation de la Rtbf sur le sujet (#Investigation – Pesticides : les agriculteurs wallons exposés malgré les équipements de protection). Je l'ai regardée bien sûr.

Mais qu'est ce qui est nouveau ? Depuis 20 ans, un tsunami d'études (l'expression n'est pas de moi mais d'une docteure qui travaille pour Canopea) atteste que les pesticides sont des poisons, pour les agriculteurs évidemment mais aussi pour les sols, les nappes phréatiques et pour les mangeur.ses.

À part ça, quand on parle de bio, on est suspecté de boboïsme, le mot est carrément banni des mobilisations actuelles des agriculteurs ! « raisonné » passe mieux chez les plus progressistes.

Bref, dans ce domaine on recule. Les criminels qui nous empoisonnent à coup d'effets cocktail ont bien réussi leur fabrique du doute.

Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? That's the question! Il est temps que cette large entreprise d'empoisonnement collectif soit dénoncée lors de la prochaine journée internationale des luttes paysannes, le 17 avril 2024!

Oui, les prix aux agriculteurs. Oui. Il faut une régulation des prix, que la droite européenne a démantelée depuis 20 ans (cf. Larrouturou et son graphique, sur LinkedIn et dans les médias).

On soutient les agriculteurs dans leur combat. Mais on en a marre qu'ils continuent à utiliser ces poisons et enrichissent, ce faisant, des criminels, alors que d'autres ont opéré la transition et prouvent chaque jour que c'est possible, l'agroécologie, sans pesticides, que « bio » n'est pas un gros mot ! Que le problème c'est le dumping et la dérégulation ! Qu'il faut arrêter de voter à droite, bordel !

Excusez mon coup de gueule, mais j'ai 62 ans, ça fait 25 ans que j'achète des légumes bio via des groupes de soutien à l'agriculture paysanne, et ça m'énerve de voir que la situation se détériore!

Donc je suis prête à remonter sur les barricades à condition que les pesticides y soient clairement dénoncés et qu'on soutienne clairement les producteurs bio !

Antoinette 6 février 2024

## Effondrement de la biodiversité, eau et sols contaminés : les coûts cachés des pesticides

Face à un agriculteur victime de pesticides, un député de la majorité présidentielle a lancé : « Vous voulez quoi, qu'on n'ait plus d'agriculture ? ». Or, c'est précisément l'usage de pesticides qui risque de nous condamner au désert.



Ouvrir le robinet à pesticides déversait abondamment ses molécules toxiques – pour calmer la colère des agriculteurs, et obtenir qu'ils rentrent à la maison. Voilà qui va sans doute réjouir les vendeurs de ces produits, pour qui la France est un juteux marché, le premier en Europe, avec un quart des ventes totales pour une valeur annuelle estimée à 3 milliards d'euros [1]. Certes, le plan Ecophyto, né dans la foulée du Grenelle l'environnement de 2009, n'a

pas encore permis de diminuer leur usage. Mais sa mise sur « pause », annoncée le 1 er février par le Premier ministre, montre que le gouvernement n'a visiblement pas l'intention de réfléchir à un modèle agricole capable de se passer des pesticides.

#### L'édito de Nolwenn Weiler

Il prévoit même de masquer leurs consommations réelles, voire leur augmentation, en renonçant à l'outil qui permettait de mesurer leur usage : le « Nodu » (nombre de doses unités). Indicateur historique du plan Ecophyto, le Nodu rend compte de la quantité de pesticides utilisés par hectare. Il pourrait être remplacé par le « HRII », dont on ne sait pas exactement ce qu'il mesure puisqu'il est censé prendre en compte la quantité et la dangerosité des pesticides.

« Si un pesticide très toxique est interdit et remplacé par un pesticide tout aussi nocif, on considère qu'il s'agit d'une forte réduction des pesticides », illustre l'ONG Générations futures, qui siège au comité d'orientation et de suivi (COS) du plan Ecophyto. Seule certitude : cet indicateur peut donner « une fausse impression de forte baisse » d'utilisation des pesticides. Entre 2011 et 2021, le Nodu indique une hausse d'utilisation des pesticides de 3 %, alors que le HRII indique une baisse de 32 % ! « Remettre en cause l'indicateur Nodu c'est remettre en cause l'objectif même de la réduction des usages des pesticides en agriculture qui était au cœur du plan », ajoute l'ONG.

#### Fermeture de captages d'eau

Sans que l'on comprenne bien en quoi cela va sauver les agriculteurs, le gouvernement décide donc d'appuyer sur l'accélérateur qui nous mène au désastre. Les coûts collectifs astronomiques de l'usage des pesticides n'en finissent plus d'être documentés. Regardons par exemple l'hécatombe d'oiseaux :25 % d'entre eux ont disparu ces 40 dernières années en Europe. Dans les milieux agricoles, cette proportion grimpe à 57 %! Très impactés par le réchauffement climatique, les oiseaux le sont aussi par l'usage massif de pesticides qui les affament en faisant disparaître les insectes. Insectes dont le déclin est tout aussi spectaculaire : de 70 à 80 % d'entre eux ont disparu [2].

Intéressons-nous aussi à l'état de l'eau, tellement contaminée que des captages doivent être fermés, notamment à cause de la présence de métabolites, ces descendants des pesticides que l'on retrouve partout.

À certains endroits, les autorités sanitaires sont tellement désemparées qu'elles rehaussent les seuils au-delà desquels l'eau est considérée comme impropre à la consommation – une eau considérée trop polluée hier redevient ainsi potable.

En septembre 2022, les taux d'esa-métolachlore (métabolite issu d'un désherbant du maïs) acceptables ont ainsi été multipliés par 9, passant de 0,1 à 0,9 microgramme par litre. À Masserac, en Loire-atlantique, où la problématique des pesticides inquiète les élus depuis plusieurs années, l'impossibilité de dépolluer l'eau est patente. « Après passage de la filtration au charbon (l'une des plus efficaces que l'on connaisse à ce jour pour les pesticides, ndlr), on retrouve encore plus de 300 molécules », remarque Mickaël Derangeon, vice-président d'Atlantic'eau, le syndicat producteur d'eau potable.

#### **Sols** impropres

À cela s'ajoute l'état des sols, sur lesquels la recherche commence à se pencher, découvrant une présence généralisée de pesticides, qui rend une partie de ces sols impropres à la production alimentaire.

Face à Christian Jouault, agriculteur victime de pesticides, le député Renaissance de l'Hérault Patrick Vignal a lancé sur le plateau de BFM TV: « Vous voulez quoi, qu'on n'ait plus d'agriculture » ? Mais c'est précisément l'usage de pesticides qui risque de nous condamner au désert. Comment pourra-t-on cultiver la terre et nourrir le monde sans le concours des insectes, qui assurent jusqu'à 35 % de la production mondiale via la pollinisation ? Comment les agriculteurs feront-ils pour abreuver leurs bêtes et se désaltérer quand ils ne pourront plus boire l'eau qui coule sous leurs pieds ? Et où cultivera-t-on les légumes quand les terres seront toutes contaminées ?

« Mettre une pause sur Ecophyto c'est inacceptable. On ne peut pas continuer comme ça, alors que tellement de gens sont malades », a répondu Christian Jouault, en ce moment hospitalisé pour soigner une leucémie, alors qu'il a déjà eu un cancer de la prostate reconnu comme une maladie professionnelle.

#### Réorienter les aides

Longtemps réduites au silence, les victimes des pesticides sont de plus en plus nombreuses à prendre la parole et à obtenir la reconnaissance de leurs maladies comme d'origine professionnelle. En 2022, le fonds d'indemnisation des victimes de pesticides a reçu 650 demandes de reconnaissances. Ce n'est là que la partie émergée de l'Iceberg, car les démarches pour une reconnaissance en maladie professionnelle sont un vrai parcours du combattant. De plus, la honte et le déni restent fort dans les campagnes.

Personne n'a dit qu'il serait facile de réduire ou renoncer à ces outils d'apparence miraculeuse que sont les pesticides, et surtout pas ceux et celles qui travaillent au quotidien en se passant d'eux. Les agriculteurs ont besoin d'aide pour résoudre mille et une impasses techniques, répondre à leurs doutes, mutualiser les bonnes idées, et indemniser leurs récoltes perdues. Des milliards d'euros pourraient être réorientés vers ces tâches essentielles.

« En France, les dépenses réelles associées aux pesticides sont deux fois plus élevés que les profits du secteur », estime une étude du Bureau d'analyse sociétal de l'intérêt collectif (Basic) publiée en 2021. Et ce calcul « a minima » ne prend pas en compte l'ensemble des maladies dues aux pesticides, ni les mesures de plus en plus onéreuses pour traiter l'eau, ni les aides aux agriculteurs. Mises bout à bout, ces dépenses s'élèvent à plus de 18 milliards d'euros.

Nolwenn WEILER (Basta!)
Dessin: © Cécile GUILLARD

#### Notes

- [1] Moyenne 2016-2022, calcul du Bureau d'analyse sociétale d'intérêt collectif (Basic).
- [2] Selon une recension d'études réalisée par le quotidien Le Monde en février 2023.

### Encore la faute aux écolos ?

Chères amies, chers amis,

Par facilité et démagogie, le gouvernement de Gabriel Attal a multiplié les renoncements écologiques supposés répondre à la colère des agriculteurs.

Choisissant de mettre en scène une opposition caricaturale entre environnement et agriculture, le Premier ministre a ainsi suspendu le plan Ecophyto qui vise à réduire le recours aux pesticides. Il a également annoncé son soutien aux nouveaux OGM, plaidé pour une simplification du droit protégeant les haies, ou encore décidé de réduire les délais de recours juridiques qui permettaient d'empêcher des projets illégaux comme certaines méga-bassines ou les élevages industriels.

Ce grand bond en arrière politico-juridique ne prépare absolument pas l'agriculture à faire face aux enjeux climatiques et énergétiques de demain. Ce n'est pas en érigeant les écologistes comme les responsables de tous les maux dont est victime l'agriculture que nous trouverons ensemble les solutions permettant aux paysans de s'adapter aux crises écologiques.

Le Premier ministre a donc calmé une crise sociale au prix d'une crise écologique. Nous payerons cher ces petits arrangements avec la nature et notre incapacité à tenir compte des contraintes écologiques, avec lesquelles personne ne négociera, même en bloquant routes et autoroutes.

Cette semaine de colère agricole est un échec collectif.

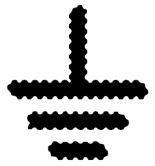
Un échec des écologistes qui n'ont pas su trouver les mots et les solutions audibles par une profession agricole aux prises avec des injonctions contradictoires, appelée à produire plus et mieux avec moins d'aides. Un échec du monde agricole qui, en regardant dans le rétroviseur des trente glorieuses ne voit pas le mur écologique vers lequel il fonce. Un échec cinglant du politique qui s'est installé dans un courtermisme dont nous payerons les conséquences tôt ou tard.

L'opposition entre agriculteurs et écologistes est une construction politique. En effet, les associations écologistes comme Agir pour l'Environnement travaillent étroitement avec certains syndicats agricoles pour élaborer ensemble des solutions lucides, mais aussi, pour inventer et soutenir une transition massive vers l'agroécologie paysanne et l'agriculture biologique.

Même s'il est trop tôt pour tirer les enseignements de cette crise, nous devons constater que notre poids est insuffisant. Les écologistes n'ont jamais atteint la taille critique permettant de peser et créer un rapport de force. Aujourd'hui mais surtout demain, nous devons créer les conditions d'un mouvement fort de dizaines, centaines, de milliers d'adhérents ; au risque de continuer à avoir le tort d'avoir raison tout seul.

AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT, 3 février 2024

## Macron au salon de l'agriculture : fallait pas l'inviter !





Nous sommes les Soulèvements de la terre

Déjà 159 555 signataires

Nous nous soulevons, chacun.e depuis notre endroit, chacun.e à notre manière. Le mouvement des Soulèvements de la Terre ne peut pas être dissout car il est multiple et vivant. On ne dissout pas un mouvement, on ne dissout pas une révolte. Nous appelons toutes et tous à nous rejoindre pour rendre caduque cette tentative d'étouffement. Nous sommes, toutes et tous ensemble, les Soulèvements de la Terre.

Contrairement à ce que voudrait faire croire Emmanuel Macron et la FNSEA, les Soulèvements de la terre sont nés avec l'objectif de lutter pour la préservation d'une agriculture paysanne, contre l'artificialisation et l'accaparement des terres. Nous ne sommes pas contre les agriculteurs, nous oeuvrons au contraire aux côtés d'une grande partie d'entre eux depuis nos débuts, pour que les ressources, les sols, l'eau soient protégés : c'est la condition sine qua non pour qu'une agriculture soit possible encore demain, et que de nombreuses personnes puissent vivre de la paysannerie. L'Élysée a bien cherché à nous contacter via différents biais pour nous inviter à ce "grand débat" [1]. Voici quelques clarifications sur notre positionnement et sur les dernières 48h.

En deux jours, la venue d'Emmanuel Macron au salon de l'agriculture a pris des airs de farce et s'est accompagnée d'une somme de mensonges de l'exécutif. À l'heure d'une fronde agricole inédite, Macron a cherché à désamorcer le conflit en resservant la soupe du « grand débat ». Mais de l'arnaque de la convention citoyenne pour le climat au simulacre de négociations pour les retraites, plus personne n'accepte de faire de la figuration pour légitimer les monologues présidentiels. L'invitation des Soulèvements de la terre a rendu fous de rage la FNSEA, la droite et l'extrême droite. De notre côté nous avons d'abord cru à une blague lorsque nous avons appris que l'Élysée cherchait à nous contacter pour participer au débat. De toute évidence, nous ne nous serions jamais livrés à une telle mascarade qui n'a d'autre objectif que d'éteindre la rébellion agricole en cours. Notre place est dans les luttes avec les paysan-nes, dans les blocages des plateformes de la grande distribution ou les occupations des sièges de l'agro-industrie. Les débats nous les avons au quotidien, sur le terrain, avec les habitant-es et paysan-nes des territoires.

La direction de la FNSEA et le gouvernement agissent de concert pour mettre un point final au mouvement agricole et œuvrent à mettre en place une agriculture sans agriculteurs. Ils cherchent à détourner la colère

avec un train de mesures qui ne profiteront qu'aux patrons de l'agro-business sans résoudre trois questions centrales : (1) celle du revenu paysan, de la capacité à vivre dignement du travail de la terre ; (2) celle d'un changement de modèle agricole pour préserver la terre et l'eau face au ravage écologique ; (3) et enfin celle de la garantie pour tous-tes d'accéder à une alimentation saine et locale. La loi d'orientation agricole en facilitant l'usage des pesticides, en généralisant les méga-bassines au profit d'une minorité d'agriculteurs exportateurs ne répond à aucun de ces enjeux.



Le désarroi agricole, les suicides et la colère sont les conséquences d'une politique délibérée de destruction de la classe paysanne : par la mise en concurrence mondiale et les accords libre échange et par l'organisation d'une dépendance au complexe agro-industriel qui dépossède les agriculteurs de la maîtrise de leur métier, les surendette et inféode leur activité aux profits de la grande distribution et des industriels de l'agro-alimentaire.

Nous contribuons avec les Soulèvements de la Terre à différents combats pour la défense des paysan.nes. Contrairement à ce que cherche à faire croire la propagande du gouvernement, nous n'avons jamais « attaqué de fermes », nous avons ciblé des infrastructures du complexe agro-industriel : bassines en Deux-Sèvres, une usine Monsanto à Lyon, des expérimentations toxiques de l'industrie nantaise du maraîchage. Nous avons repris des terres aux spéculateurs et vendangé les vignes de Bernard Arnault pour appuyer des installations paysannes. Plusieurs générations de paysan-nes se retrouvent dans nos manifestations et prennent pleinement part aux Soulèvements de la Terre.

Contrairement à ce que cherche à faire croire la FNSEA, il n'y a pas un monde agricole unifié dont elle représenterait les intérêts. Il y a une grande bourgeoisie agro-industrielle, dont Arnaud Rousseau est le représentant, qui accapare et concentre les terres et les aides publiques. Et en face, il y a des masses d'ouvriers agricoles précaires et d'agriculteur-ices moyens en voie de paupérisation. Le gouvernement et la direction de la FNSEA cherchent une nouvelle fois à opposer écologistes et paysan-nes. Pour nous, il n'est plus question que les paysan.nes continuent à être pris en tenaille entre suicide économique et suicide aux pesticides. Nous avons la conviction que la lutte sociale des travailleurs de la terre et la lutte écologique contre le ravage en cours sont indissociables. Nous le démontrerons une fois de plus lors de la saison d'action des Soulèvements de la Terre qui commence ce printemps.

L'agitation qui règne au salon de l'agriculture démontre que le mouvement qui a surgi en janvier 2021 n'est pas près de s'éteindre. Nous continuerons, comme nous l'avons fait ces dernières semaines, à appuyer les blocages et les actions contre les multinationales, comme Avril et Lactalis, qui font leur beurre sur le dos des paysans.

[1] L'Elysée, par l'intermédiaire des cabinets de Pascal Canfin et Gabriel Attal, ont bien cherché à contacter des membres des Soulèvements de la terre afin de nous inviter à ce débat. En effet, le jeudi 22 février, à partir de 18h, un député européen EELV confirme avoir transmis le numéro de téléphone d'une de nos portes paroles au cabinet

de Pascal Canfin (RE), qui était en charge de faire le lien avec l'Élysée pour nous inviter à ce « grand débat ». Des membres du cabinet du cabinet Gabriel Attal ont contacté une responsable politique nationale d'EELV, afin de récupérer un contact chez les Soulèvements de la terre. Cela rejoint les annonces de l'Élysée concernant notre invitation, lors de la conférence de presse du jeudi 22 février.

[2] Notre premier communiqué sur le mouvement agricole en cours, daté du 31 janvier : https://lessoulevementsdelaterre.org/fr-fr/blog/mouvement-agricole-communique-soulevements

[3] L'intervention d'une agri membre des Soulèvements de la terre sur France info à propos de cette séquence : https://www.francetvinfo.fr/replay-jt/franceinfo/12-13-info/jt-12-13-info-mardi-27-fevrier-2024\_6391459.html

LES SOULEVEMENTS DE LA TERRE

## Colère des agriculteurs : il est « absolument faux » d'affirmer que les Soulèvements de la Terre sont « anti-agriculteurs », assure une éleveuse membre du collectif

[...]

Mona Perrin, éleveuse et membre des Soulèvements de la Terre, est l'invitée du 12/13 info, mardi 27 février. Elle revient notamment sur la polémique liée à l'invitation du collectif écologiste au « grand débat » voulu par Emmanuel Macron au Salon de l'agriculture, finalement annulé.

La journée du samedi 24 février a été marquée par des tensions au Salon de l'agriculture, avec la visite d'Emmanuel Macron. Le chef de l'État avait proposé d'organiser un « grand débat » lors de l'événement. Une initiative qui a été annulée face, entre autres, aux critiques des syndicats agricoles au sujet de l'invitation des Soulèvements de la Terre à l'événement. L'Élysée a assuré que le collectif écologiste n'a été ni convié, ni contacté, plaidant une erreur faite lors de l'entretien avec la presse en amont de l'événement.

Invitée du 12/13 info, mardi 27 février, Mona Perrin, éleveuse et membre des Soulèvements de la Terre, indique : « Oui, on a cherché à nous contacter, et non, on n'y serait pas allé. On n'avait pas envie de servir de faire-valoir au monologue présidentiel ». « Ce sont des députés EELV qui ont été contactés par le cabinet présidentiel pour avoir notre numéro », précise-t-elle.

#### « On est mû par l'impératif vital de préserver les terres agricoles »

« Je suis indignée contre les paroles des ministres et les paroles des patrons de l'agro-industrie, comme Arnaud Rousseau, qui colportent l'idée que les Soulèvements de la Terre seraient anti-agriculteurs. C'est absolument faux », lance Mona Perrin. « On est mû par l'impératif vital de préserver les terres agricoles, de lutter contre l'artificialisation des terres et d'installer toujours plus de paysans à l'avenir », expose la membre du collectif écologiste. « Ce que le patron de la FNSEA et le gouvernement cherchent à faire en s'indignant et en érigeant les écologistes en bouc émissaire, c'est masquer leur responsabilité dans la crise agricole », estime l'éleveuse.

Article rédigé par franceinfo - E. TRAN NGUYEN, N. SAINT-CRICQ

France Télévisions



Publié le 27/02/2024

 $https://www.francetvinfo.fr/economie/crise/blocus-des-agriculteurs/colere-des-agriculteurs-il-est-absolument-faux-d-affirmer-que-les-soulevements-de-la-terre-sont-anti-agriculteurs-assure-une-eleveuse-membre-du-collectif\_6391789.html$ 

# Champignons polonais, haricots de Madagascar... Des paysans vident les rayons d'un Carrefour



Le 27 janvier, la Confédération paysanne du Limousin manifestait dans un hypermarché de Haute-Vienne. Au lendemain des annonces de Gabriel Attal, le syndicat a plaidé pour un changement profond du modèle agricole.

#### Boisseuil (Haute-Vienne), reportage

Les clients tentent de se frayer un chemin dans la foule agglutinée entre le rayon des produits laitiers et la boucherie-charcuterie. Des pancartes « Faisons vivre le monde rural pas le capital » ou « Des fruits pas des superprofits » s'agitent au-dessus des têtes. Plus de 150 agriculteurs de la Confédération paysanne du Limousin et leurs soutiens se sont regroupés dans cet hypermarché d'une zone commerciale à Boisseuil, au sud de Limoges, pour participer au mouvement de colère qui agite la profession depuis plus d'une semaine. En ce 27 janvier après-midi, les familles se pressent pour faire leurs courses hebdomadaires.

« On est gênés de voir les collègues brûler des pneus. Nous, on fait une action calme et de salubrité publique : on assainit les rayons ! » lance un homme, drapeau syndical sous le bras. Un chariot, puis deux et, très vite, une quinzaine débordent de denrées sélectionnées sur les étals. Des champignons de Paris récoltés en Pologne, des haricots verts ramassés à Madagascar, de la terrine de canard d'origine Union européenne ou encore du « miel de montagne » issu d'un mélange entre des productions ukrainienne, roumaine et chinoise.

« Les grandes surfaces sont pleines de produits importés. Les accords de libre-échange nous mettent en concurrence avec des agriculteurs du monde entier, à qui l'on n'impose pas les mêmes exigences. C'est ça qui nous fait du mal et que l'on dénonce aujourd'hui », explique Philippe Babaudou, l'un des porte-parole de la Confédération paysanne de Haute-Vienne, dont l'action vise aussi à alerter les consommateurs, souvent trompés par les étiquettes.



Des agriculteurs collent des stickers sur des produits emblématiques pour demander à ce que leur production soit payée au juste prix. © Valérie Teppe / Hans Lucas / Reporterre

#### Des annonces insuffisantes

Toutes les conversations reviennent sur les annonces du Premier ministre, suivies à la télé la veille au soir et globalement jugées insuffisantes : Gabriel Attal a tout misé sur la simplification et la suppression des normes. « Des mesurettes pour éteindre le feu à court terme », commente Dominique, productrice de pommes du Limousin. « On ne peut pas résoudre en une nuit le malaise paysan », certifie Philippe Babaudou. « Commençons par faire appliquer [la loi] Egalim. Des amendes à 2 % du chiffre d'affaires pour les grosses entreprises, ça ne pousse pas à être vertueux », déplore Julien Roujolle, un autre porte-parole de la Confédération paysanne en Haute-Vienne.

À propos des mesures de simplification administrative notamment pour la création de bassines, ce dernier ajoute : « La mobilisation contre ces projets est hyper importante pour la Conf' paysanne et là, le gouvernement nous fait un gros doigt d'honneur. Sur certains points comme celui-ci, c'est une marche en arrière. »



Prise de parole d'un agriculteur dénonçant la présence prédominante de produits étrangers dans les rayons. © Valérie Teppe / Hans Lucas / Reporterre

Au milieu du regroupement, la députée de Haute-Vienne Manon Meunier (LFI), corapporteure d'une mission d'information parlementaire sur la dynamique de la biodiversité dans les pratiques agricoles, prend la parole à son tour. « On n'installera jamais tous les paysans dont on a besoin si on ne leur assure pas un revenu digne. L'agriculture n'est souvent pas le premier sujet dont on parle en politique mais grâce à la mobilisation, des fenêtres se sont ouvertes... Il faut en sortir avec des victoires. » Les manifestants approuvent par des applaudissements.

#### Besoin d'un changement profond

La Confédération paysanne plaide justement pour un changement profond du modèle agricole que les paysans ne devraient pas être les seuls à porter. Celui-ci passerait, entre autres, par un accompagnement à la transition agroécologique à la hauteur des enjeux, la priorité à l'installation plutôt qu'à l'agrandissement, l'arrêt de l'artificialisation des terres agricoles ou encore l'instauration de prix planchers.

« Il faudrait interdire l'achat en deçà du coût de production. Dans notre cas, les conditionneurs achètent notre miel 6 euros le kilo, très peu, pour le revendre 10 euros à la grande distribution. Il se retrouve en rayon à 15 euros », illustre Guillaume Anténor, apiculteur corrézien.



Les militants à la sortie du magasin. © Valérie Teppe / Hans Lucas / Reporterre

Quelques-uns s'attardent devant le centre commercial en fin d'après-midi. Ni tracteur ni bottes de paille à l'horizon. Ce week-end, des actions étaient organisées par le syndicat dans la Drôme, l'Indre mais aussi les Hautes-Alpes. « On attend de voir la suite... Même si l'on a parfois une vision aux antipodes, tous les agriculteurs partagent cette passion pour leur métier, dit Julien Roujolle. Maintenant, la question est : comment on s'organise collectivement pour que ceux qui bossent avec la terre puissent enfin en vivre ? »

Lisa DOUARD et Valérie TEPPE (photographies)
29 janvier 2024 (Reporterre)

# Crise agricole: vers un recul écologique et social orchestré par la FNSEA et l'agrobusiness?

Les premières mesures annoncées par le gouvernement pour tenter de répondre à la colère des agricultrices et agriculteurs ciblent l'écologie, comme le demande la FNSEA. Sans apporter de réponse pour une juste rémunération.

### LA FNSEA, PORTE-PAROLE DE L'AGROBUSINESS



Treize. C'est le nombre de fois où le nouveau Premier ministre Gabriel Attal a prononcé le mot « normes » lors de son discours de politique générale le 30 janvier. « Empilement des normes », « les Français me racontent combien les normes les oppressent », « supprimer des normes, c'est possible »... Toute la question est de savoir en quoi consiste ces « normes » à combattre : s'agit-il de remettre en cause l'interdiction d'un pesticide cancérogène ou l'encadrement du travail d'un ouvrier saisonnier, ou de simplifier certaines démarches administratives bien trop complexes ?

Il n'a fait nulle mention des énormes marges de la grande distribution et de l'agroalimentaire dans son discours. Ni aucune mention des coûts de production qui explosent dans les fermes, sans que les rémunérations versées aux agriculteurs et agricultrices n'augmentent, quand les consommatrices et consommateurs voient, eux, leur ticket de caisse s'alourdir. Les premières mesures annoncées par le gouvernement visent quasi exclusivement les normes environnementales.

Son inspiration, Gabriel Attal la puise dans la synthèse des revendications de la FNSEA, syndicat majoritaire, et des JA (Jeunes Agriculteurs). Outre la « réduction des normes », ceux ci demandent l'« accélération des projets de stockage d'eau » — comprenez les mégabassines ; le « curage des cours d'eau » — à ne pas confondre avec leur entretien, le curage détruisant faune et flore ; le refus de délimitation des « Zones Humides » — qui permettent pourtant de protéger ce type de zones, essentielles à la biodiversité et au cycle de l'eau ; une « dérogation sur les 4 % de jachères » — les jachères permettent pourtant de laisser la terre se reposer ; la « limitation des recours et durées d'instruction » des projets — comprenez les projets agro-industriels ; le placement des agents de l'Office français de la biodiversité « sous l'autorité du Préfet » ; ou le « rejet intégral et immédiat de toutes les surtranspositions » — si, par exemple, la France décidait de faire mieux que l'Europe en matière d'interdiction de pesticides...Toutes ces demandes ont été reprises par le Premier ministre.

#### Affaiblir les normes, même celles qui protègent

Malgré les annonces gouvernementales, les barrages mis en place par les agriculteurs et agriculteurs sont toujours là. Certes, une simplification administrative apparaît nécessaire. De même, des normes apparaissent

inadaptées à la réalité des fermes. Celles mises en place pour combattre la grippe aviaire par exemple ont favorisé un mode de production industriel au détriment de l'élevage fermier.

De la même manière, pour combattre la salmonelle dans les élevages de poules pondeuses, les pouvoirs publics ont mis en place des mesures qui contraignent de plus en plus d'éleveurs et éleveuses en plein air à cesser leur activité.

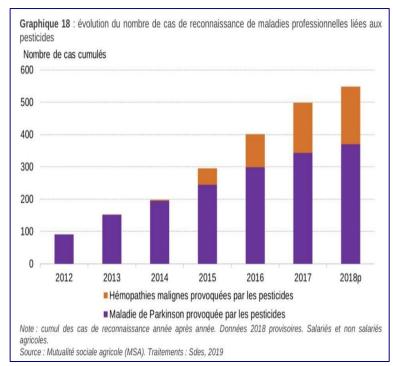
Mais « demander l'arrêt de toutes les normes environnementales et sociales qui nous encadrent, c'est la facilité », estime Nicolas Clair, porte-parole de la Confédération paysanne de la Loire, dans le journal local Le Pays. Ce ne sont pas les normes environnementales ou nos droits sociaux que nous devons affaiblir. C'est une protection contre la concurrence déloyale que nous devons obtenir. »

« Les normes, sont là pour protéger la santé du consommateur, pour protéger l'environnement et pour protéger les travailleurs. Pour nous, ça serait inconcevable que cette crise débouche sur un recul dans un de ces domaines-là, que ce soit la santé, l'environnement ou la protection des travailleurs », précise Dominique Dubreuil, président du groupe des agriculteurs bio du Morbihan sur France Bleu. On ne va pas sortir de cette crise globale en ajoutant de la précarité à la précarité ou de la pollution à la pollution », ajoute-t-il.

#### Recul dans la lutte contre les pesticides

Pourtant, si le gouvernement décide de suivre jusqu'au bout les revendications de la FNSEA, cela se traduira par un recul dans la lutte contre les pesticides. Les représentants de ce syndicat demandent le « rejet en bloc des zones non traitées aux pesticides » (ZNT). Ces bandes de plusieurs mètres de large sont censées séparer une culture aspergée de pesticides des lieux habités. La FNSEA demande également un « moratoire sur les interdictions » des pesticides et un « rejet d'Ecophyto », le plan censé planifier la baisse des épandages de produits toxiques et cancérogènes dans les campagnes.

Les agriculteurs et agricultrices figurent pourtant parmi les premières victimes des pesticides, comme en témoignent les chiffres de la Mutualité sociale agricole. La reconnaissance des pathologies liées aux pesticides en maladies professionnelles est certes récente, et la procédure complexe, en particulier pour les agricultrices. Mais leur nombre ne cesse d'augmenter.



Entre 2012 et 2018, le nombre d'agricultrices et agriculteurs reconnus victimes de maladies professionnelles liées aux pesticides n'a cessé d'augmenter. © MSA

#### Cultiver des terres en jachère pour nourrir les voitures

Lors de son discours de politique générale, Gabriel Attal a rapidement évoqué l'Union européenne en ciblant les jachères, qui permettent à une terre de se reposer, reconstituant ses réserves d'eau ou d'azote. « Nous sommes proches d'aboutir à une nouvelle prolongation de la dérogation », s'est-il réjoui, reprenant là encore une revendication de la FNSEA pourtant loin de faire consensus au sein du monde agricole.

L'idée que la France doit produire plus car des millions de personnes souffrent de la faim dans le monde est un poncif des tenants de l'agriculture productiviste. Le paradoxe est le suivant : alors qu'environ 820 millions de personnes dans le monde se trouvent en situation d'insécurité alimentaire, la production de denrées agricoles permettrait aujourd'hui d'en nourrir douze milliards, résume Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation à l'Onu, dans son dernier ouvrage, Changer de boussole. La croissance ne vaincra pas la pauvreté (éditions Les Liens qui libèrent, 2023). « Le problème n'est plus la production. L'insécurité alimentaire est aujourd'hui essentiellement liée à des questions de pouvoir d'achat et de protection sociale », précise Olivier De Schutter dans un entretien à Politis.

En réalité, si la FNSEA tient à cultiver ces terres en jachère, ce n'est pas tant pour nourrir les humains que les voitures. « Ces surfaces pourraient permettre de produire, particulièrement la biomasse nécessaire pour la transition énergétique », précise ainsi la FNSEA dans un communiqué. Entendez par là : produire des agrocarburants. Or, c'est précisément ce détournement de la vocation nourricière des terres agricoles qui participe à la crise alimentaire mondiale.

#### Rendre l'agriculture plus écologique et sociale

« Ce n'est pas, comme le font les dirigeants de la FNSEA, en demandant à pouvoir détruire des haies, en instrumentalisant le sujet des jachères, en éludant la question du partage équitable des terres et de l'eau, en négociant des avantages pour la production d'agrocarburants, que nous résoudrons en profondeur les problématiques de notre métier de paysan » estime la Confédération paysanne dans un communiqué. « Ce dont nous avons besoin, c'est de s'attaquer aux racines du problème en offrant plus de protection sociale et économique aux agricultrices et agriculteurs », écrit encore ce syndicat agricole.

Le Premier ministre a bien évoqué la question du revenu en mentionnant la mise en place de la loi Alimentation (dites loi Egalim) en 2018. Mais les négociations sur les prix payés aux exploitations agricoles se sont heurtées aux blocages des industriels et de la grande distribution. Résultat de cette inaction gouvernementale : l'agroalimentaire a réalisé des marges historiques ces derniers mois alors que les revenus des agriculteurs ne s'amélioraient pas. Gabriel Attal a aujourd'hui annoncé des contrôles renforcés de la grande distribution et l'industrie agroalimentaire pour faire (enfin) appliquer la loi, mais les mesures structurelles manquent.

Rien ne figure à ce sujet dans les revendications de la FNSEA, mis à part un renforcement de la loi Alimentation qui n'interdit pas la vente à perte des produits agricoles. La Confédération paysanne plaide pour sa part en faveur de l'instauration de prix garantis pour les produits agricoles, la mise en place de prix minimum d'entrée sur le territoire national pour limiter les concurrences déloyales, l'accompagnement économique à la transition agroécologique pour aider les paysans à faire évoluer leurs pratiques, la priorité à l'installation face à l'agrandissement, et l'arrêt de l'artificialisation des terres agricoles.

À l'aune de la colère agricole grandissante, Marc Fesneau, le ministre de l'Agriculture, a annoncé le report du projet de loi sur l'agriculture qui devait être présenté le 24 janvier. Pourra-t-on, demain, espérer une loi pour rendre l'agriculture plus écologique et sociale ? Une loi qui prévoit que les aides publiques – plus de 9 milliards d'euros par an sont versés par l'Union européenne au secteur agricole français dans le cadre de la Politique agricole commune – soient désormais accordées en fonction du nombre d'emplois créés et non plus en fonction du nombre d'hectares possédés ? Une loi qui prévoit de financer réellement les projets d'installation et de reprise de fermes – les deux tiers de ces candidat es n'accèdent pas à ces aides publiques ? Pour l'heure, Marc Fesneau a simplement mentionné l'ajout d'un volet sur la simplification des normes.

Sophie CHAPELLE (Basta!)

Dessin: Allan BARTE

#### P.-S.

Mise à jour le 1er février 2024 : Le gouvernement vient d'annoncer qu'il met « en pause » le plan Ecophyto visant à réduire l'usage des pesticides... comme le demandait la FNSEA. Ses représentants appellent à « suspendre les blocages ».

## « Nous riverains, victimes collatérales de la suspension du plan Ecophyto »



« Nous soutenons les paysans qui veulent vivre dignement mais exigeons la fin des pesticides qui les font mourir ainsi que nos enfants », défendent des associations de victimes des pesticides après la suspension annoncée du plan Ecophyto.

Nous, riverains d'exploitations agro-industrielles, soutenons les paysans qui se sont battus pour changer en profondeur un modèle agricole insoutenable et qui ont subi la pression des forces de l'ordre pour mettre fin à leur résistance, dès que la FNSEA a obtenu ce qu'elle désirait. Plutôt que d'accompagner la transition vers un modèle agroécologique seul à même de répondre aux enjeux climatiques et sanitaires, le gouvernement se plie aux appels de la frange financiarisée et écocide du secteur agricole.

Le constat est sans appel : les marges des petits producteurs ne cessent de s'éroder tandis que les bénéfices du complexe agro-industriel explosent. Aujourd'hui, environ 20% des agriculteurs vivent sous le seuil de pauvreté. À l'inverse, entre les premiers trimestres 2022 et 2023, les profits bruts de l'industrie agro-alimentaire ont plus que doublé, passant de 3,1 milliards d'euros à 7 milliards. Le modèle actuel d'intégration au profit des firmes agrochimiques et agroalimentaires enferme la majorité des agriculteurs dans une logique productiviste mortifère, avec des conséquences terribles sur les plans sanitaire et écologique.

L'agriculture intensive entraîne une dégradation des écosystèmes et a un impact négatif important sur de nombreuses espèces animales et végétales. Cet effondrement du vivant est une menace pour la pérennité du secteur agricole lui-même. Les paysans qui produisent pour le marché local en agriculture biologique reçoivent moins de subventions que les grands céréaliers qui exploitent plusieurs centaines d'hectares en utilisant quantités d'intrants chimiques aux effets mal mesurés, et dont une partie est destinée à l'exportation.

#### « Nos enfants sont les plus vulnérables »

Nous, riverains, vivants des campagnes, voulons que chaque agriculteur et agricultrice puisse vivre dignement de son travail tout en garantissant la protection de la biodiversité et de la santé de tous. Que nous ne courrions plus le risque, lorsque nous sortons dans nos jardins, que nous buvons notre eau ou que nos enfants partent à l'école, de contaminations chroniques par des pesticides.

Certains d'entre nous sont touchés par les mêmes maladies que celles reconnues comme maladies professionnelles chez les agriculteurs : Parkinson, lymphome, leucémie, myélome, prostate, tumeur cérébrale... Nos enfants sont les plus vulnérables, et nombreux sont touchés par des cancers pédiatriques.

Avant un épandage, nous ne sommes pas prévenus. Si nous sommes absents, nous ne savons pas que le linge, les jeux des enfants, les fruits et légumes qu'on cultive sont touchés. Le centre antipoison nous conseille de tout nettoyer : fruits et légumes, tables et chaises de jardin, jouets... mais peut-on nettoyer l'herbe sur laquelle jouent les petits et les grands, l'arbre sur lequel nos enfants vont grimper ?

Quand nous demandons aux exploitants en agriculture intensive le nom du produit épandu, ils refusent de nous le communiquer. Il n'y a pas de transparence. Actuellement, il n'y a pas de réglementation qui nous protège réellement. Où est le principe de précaution ? 20% de la population française reçoit une eau non conforme, contaminée par des pesticides et leurs métabolites.

#### « Le modèle agricole peut devenir soutenable »

Le modèle agricole a un impact considérable sur l'environnement et sur la santé, et ceux qui cultivent la terre sont les premiers exposés. Par la multiplication des pratiques vertueuses, agriculture biologique, agriculture paysanne, circuits courts, application du principe de précaution et renforcement du droit à l'environnement, le modèle agricole peut demain devenir soutenable et aligné sur l'intérêt général.

Nous demandons un accompagnement économique et politique à la transition agroécologique à la hauteur des enjeux sanitaires, climatiques et écologiques. Cela passe par un soutien à l'installation et une limitation de l'agrandissement des exploitations, un financement accru de toute la filière d'agriculture biologique, le maintien du moratoire sur les OGM et la mise en œuvre de mesures de réciprocité pour les denrées agricoles importées en Union Européenne, afin que celles-ci respectent les mêmes normes environnementales et sanitaires que celles imposées à nos agriculteurs. Il faut sortir des traités de libre-échange et stopper les négociations en cours.

L'arrêt des négociations autour du futur plan Ecophyto 2030 est une farce puisque celui-ci prévoyait de continuer à ne rien exiger. Mais c'est un signal fort annonçant que la réduction de l'usage des pesticides n'est plus à l'ordre du jour. La remise en question des zones de non-traitement est une décision inacceptable à l'heure où justement, les tribunaux administratifs contestent leur réduction.

Nous exigeons le déblocage de moyens ambitieux pour poursuivre la transition en cours vers une sortie des pesticides de synthèse. Réduire leur utilisation est un impératif de santé publique, un préalable pour assurer la pérennité de notre système agricole et une nécessité pour assurer la protection de la biodiversité, de nos ressources naturelles et de nos modes de vie. Cela ne peut se faire sans mettre les moyens nécessaires. Ce n'est pas aux paysans seuls de porter le poids de la transition écologique vitale pour nous tous.

Seul un changement radical de modèle agricole peut sauver les paysans et les riverains, les sols, l'eau et tout le vivant.

**Signataires :** Alerte Pesticides Haute Gironde, Avenir santé environnement (Charente-Maritime), Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest, Les Jardins d'Entrevennes (Alpes-de-Haute-Provence), Riverains ensemble Durance (Alpes-de-Haute-Provence), Saint Nolff 21 (Morbihan), Stop aux cancers de nos enfants (Loire-Atlantique), Vaurais nature environnement (Tarn)

Photo: CC BY 2.0 Aqua Mechanical.

COLLECTIF (Basta!)

#### Terres agricoles et foncier

## Lucile Leclair : « La terre n'est pas un bien comme un autre »



Photos: Stéphane Dubromel

À la faveur de la crise de l'agriculture française, des multinationales de l'agroalimentaire ou du cosmétique font depuis les années 2010 main basse sur des milliers d'hectares de terres. Échappant à la régulation du marché du foncier agricole, ces grands groupes développent à l'abri des regards une agriculture... sans agriculteurs. La journaliste Lucile Leclair a enquêté dans *Hold-up sur la terre* (Seuil, 2022) sur l'essor inquiétant de cette « agriculture de firme ».

### Quelles sont les firmes qui achètent du foncier en France et quel est leur intérêt à investir dans la terre ?

La terre agricole, c'est un peu plus de la moitié du territoire français. C'est une des ressources les plus précieuses, puisque c'est le réservoir de notre alimentation. J'avais entendu parler de l'accaparement des terres avant de faire cette enquête, mais pour moi c'était quelque chose qui se passait au Brésil, à Madagascar... J'ai découvert que, depuis le début des années 2010, des milliers d'hectares étaient acquis par de grands groupes en France.

Il y a deux secteurs que j'ai identifiés : le secteur agroalimentaire et le secteur dermocosmétique. Ces derniers ont besoin, pour leurs produits, de plantes aromatiques, de fleurs, de plantes médicinales. Ils vont chercher à capter ce foncier agricole pour « sécuriser l'approvisionnement ». Le but, c'est de maîtriser la chaîne de A à Z.

### Vous expliquez que le phénomène est difficile à quantifier. Peut-on néanmoins donner un indicateur de l'ampleur de ces acquisitions?

Sur les 26 millions d'hectares agricoles que compte la France, on ne sait pas exactement combien appartiennent à des groupes. C'est un phénomène qui échappe à l'appareil statistique. Parfois, les riverains eux-mêmes ne savent pas à qui la ferme d'à côté appartient.

Il faudrait pourtant que l'on soit informé de cette évolution, qui se fait pour l'instant de manière très silencieuse, profitant de l'omerta des pouvoirs publics. Il est capital de se poser cette question maintenant, car cet achat de foncier n'est pas neutre, notamment en matière d'impact sur notre alimentation. Quel avenir se dessine avec ces exploitations? On est à un moment de bascule. Dans les trois ans qui viennent, 160 000 fermes seront à transmettre et la question qui se pose dès lors est : qui vont être les agriculteurs demain?

Quelles sont les conséquences de l'irruption de ces nouveaux acteurs sur les modes de production et le marché du foncier agricole?

Dans ces grandes exploitations qui appartiennent à des firmes, il n'y a pas d'agriculteurs indépendants, mais des ouvriers salariés. Qui fait le plan de culture ? Qui décide des rations alimentaires pour les animaux ? C'est le groupe. Cela acte la disparition du savoir-faire de l'agriculteur. Quand la ferme est gérée à distance, comme une entreprise lambda, il n'y a plus de lien entre le paysan et la terre, alors que c'est du vivant dont on parle là ! Il en résulte une standardisation des exploitations : on produit de manière industrielle, homogène. L'agriculture de firme, c'est une nouvelle étape dans l'histoire de l'industrialisation agricole. D'autant que ces exploitations sont immenses, car une entreprise qui dispose d'importants moyens financiers peut acquérir des hectares à l'infini.

## Pourtant, en théorie, le marché des terres agricoles est très réglementé en France. Il existe un « gendarme du foncier », les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer), qui ont notamment pour objectif de permettre l'installation de jeunes agriculteurs...

Ces Safer ont été créées dans les années 1960. À l'époque, on est dans l'après-guerre, la population a connu la faim. Les Safer sont alors créées selon une idée simple : la terre n'est pas un bien comme un autre, on ne peut pas la vendre à n'importe qui, puisque c'est l'assurance de l'approvisionnement alimentaire pour la population française. Les Safer deviennent donc le bras armé de la politique foncière du ministère de l'Agriculture.

Nous sommes les héritiers de cette époque-là. Les Safer existent toujours, et il y en a une par département. Mais leur contrôle a connu un effritement préoccupant au cours des quarante dernières années. Au départ, ces institutions étaient conçues pour faciliter l'installation des agriculteurs. Or, aujourd'hui, elles ferment les yeux sur les ventes de terres à des groupes industriels.

### Pourquoi ces institutions de contrôle du marché foncier que sont les Safer ne remplissent-elles plus leur rôle?

Il y a deux mécanismes qui expliquent cette évolution. Premièrement, sur le plan juridique, on fonctionne avec un outil qui a été pensé dans les années 1960... sauf que depuis, les fermes ont beaucoup changé. De nombreuses exploitations familiales ont évolué vers un statut d'entreprise classique, avec un capital divisé en parts sociales. Or, les Safer ne peuvent intervenir qu'en cas de cession totale des parts. C'est ainsi qu'en 2016, la société d'agroalimentaire chinoise Reward a pu acquérir I 700 hectares de terres incognito en rachetant seulement des parts de sociétés. En décembre 2021, le Parlement a voté une nouvelle loi foncière – très attendue par le monde agricole – pour réformer les règles du contrôle des Safer. Elle comporte des avancées mais c'est insuffisant!

#### En quoi le mode de financement actuel des Safer pose-t-il également problème?

Au départ, dans les années 1960, les Safer sont financées à 80 % par des fonds publics. Mais progressivement, à partir des années 1980, l'État va réduire sa part de financement... jusqu'à ne plus rien financer du tout depuis 2017. Or cela détruit sa capacité de contrôle. Les textes donnent aux Safer une véritable capacité à intervenir sur le marché foncier. Il arrive, à l'occasion d'une vente de terres, qu'un grand groupe soit le seul candidat à l'achat, par exemple. En principe, les Safer peuvent alors constituer une réserve foncière : elles ont le droit de préempter la terre agricole et de la sanctuariser pour six mois, un an, deux ans, afin d'attendre qu'un acheteur conforme à leurs critères présente une offre. Mais dépourvues de leurs capacités financières, les Safer n'ont plus les moyens de mener une telle politique.

De plus, les Safer sont aujourd'hui financées à 90 % par les commissions qu'elles touchent sur les ventes de terres, le reste étant issu de missions d'étude et de conseil à destination des collectivités publiques (8 %), et d'argent public qui vient des régions (2 %). Elles sont donc juges et parties puisqu'elles contrôlent le marché des ventes de terres d'une part, tout en touchant des commissions sur les cessions d'autre part. Elles ont donc intérêt à ce que les prix montent et à vendre à de gros acheteurs, ce qui est complètement contradictoire avec leur mission. J'ai recueilli dans mon enquête des exemples édifiants, comme lorsque l'industrie du luxe achète des terres à 150 fois le prix moyen de l'hectare en France afin d'y cultiver des fleurs pour mettre dans ses parfums! Alors que c'est le travail des Safer de fixer les prix des terres agricoles, elles laissent faire au lieu de faire redescendre la température...

L'agriculture de firme constitue à vos yeux un recul, une dépossession, par rapport à l'histoire longue de « la conquête de la terre » par les paysans, dont vous rappelez les grandes lignes dans votre livre...

J'ai le sentiment d'un retour en arrière par rapport aux âpres combats menés par les paysans pour devenir maîtres chez eux. Dans cette histoire, si on schématise, il y a trois étapes-clefs. D'abord, 1789. Même si les changements apportés par la Révolution française ne sont pas à la hauteur des espérances des paysans, une réelle redistribution foncière a alors lieu, quoiqu'elle favorise surtout la bourgeoisie dans un premier temps. Puis, à la fin du XIXe siècle, sous la IIIe République, un tournant s'opère. L'année 1884 marque la naissance du Crédit agricole et permet l'accès au capital. Cela peut nous paraître étrange aujourd'hui, parce qu'on n'imagine plus la difficulté qui existait alors pour obtenir un prêt. Avant 1884, dans les campagnes, les paysans ne sont pas assez crédibles aux yeux des institutions bancaires. S'ils veulent un prêt, ils ne peuvent s'adresser qu'au notaire du coin et les taux sont très désavantageux. À partir de 1884, les pouvoirs publics considèrent que les paysans doivent eux aussi avoir accès au prêt. Ce n'est pas sans lien avec l'instauration du suffrage universel masculin: la campagne devient un enjeu électoral à part entière. Avec la création de ce Crédit agricole et l'ouverture du financement, l'accès à la propriété se démocratise petit à petit.



### Et il y a enfin une troisième étape qui s'ouvre avec un autre tournant, après la Seconde Guerre mondiale...

C'est exact. En 1946, il y a la mise en place d'une loi sur le fermage. Les fermiers, locataires de la terre, vont être protégés contre les décisions du propriétaire de ces terres. Avant, on pouvait les virer du jour au lendemain! Le locataire n'était même pas certain de pouvoir cultiver la même parcelle d'une année sur l'autre. Il faut rappeler ici que pour accéder à la terre, il y a deux voies: la location d'une part [en France, 60 % des terres agricoles sont louées selon les chiffres donnés par l'Agreste en 2016, ndlr] et la propriété d'autre part. La mise en place de ce droit en faveur du locataire est alors révolutionnaire. Les paysans vont pouvoir investir, acheter du matériel et avoir de la visibilité sur le long terme. L'objectif est, après un conflit mondial marqué par les pénuries, d'inciter les paysans à développer les rendements de leurs cultures pour éviter que la production ne soit aléatoire. C'est le début d'un nouveau régime.

## Aujourd'hui, les grands groupes accaparent des terres à la faveur de la crise profonde du monde agricole, caractérisée par une transmission difficile des fermes. Et au vu de la difficulté d'être agriculteur indépendant aujourd'hui, le statut de salarié que propose l'agriculture de firme peut sembler séduisant à certains...

Des agriculteurs proches de la retraite, qui sont souvent endettés, peuvent parfois vendre discrètement leurs terres à des groupes, à défaut d'avoir pu trouver un repreneur. Il faut savoir que la retraite de base pour les exploitants agricoles, c'est seulement 788€ brut par mois. Dans ces conditions, quelle marge de manœuvre ont-ils réellement? Cette réalité économique crée les conditions pour l'extension de l'emprise de l'agriculture de firme sur les terres.

Le monde agricole accueille l'arrivée de ces nouveaux acteurs puissants avec un sentiment ambivalent. Au cours de mon enquête, j'ai rencontré des agriculteurs qui préfèrent être salariés pour un groupe plutôt que d'être indépendants, parce que quand le cours du porc est à 1,10 euro le kilo et que vous ne savez pas si vous allez pouvoir payer l'alimentation nécessaire pour nourrir votre élevage, vous n'êtes pas tranquille. On comprend ainsi que les groupes apparaissent aux yeux de certains comme des solutions au sein d'un monde agricole en crise.

#### Comment peut-on reprendre la main sur le bien commun que constituent les terres agricoles ?

D'abord, je veux rappeler que la mainmise des firmes sur les terres n'a rien d'inéluctable. L'achat de terres n'est pas toujours facile pour un groupe industriel. Par exemple, dans le Nord, Auchan a voulu développer en 2019 une ferme de légumes dans la commune de Vendeville pour approvisionner ses magasins. C'était un projet pilote destiné à être décliné dans cinquante fermes. Tout un village a lutté contre ce projet qui a finalement été suspendu.

Du côté politique, le premier levier, c'est la modernisation des Safer. La France a la chance de posséder cet outil d'intervention redoutable que de nombreux pays nous envient. Imaginez un instant : si vous vendez votre appartement ou votre maison, vous pouvez les céder à n'importe qui, mais si vous possédez une terre agricole, vous n'avez pas le droit de vendre à qui vous voulez. En termes de régulation, c'est énorme. Simplement, les Safer sont pour l'instant obsolètes par rapport aux nouvelles règles de jeu.

Il faudrait aussi donner davantage de transparence à cette « démocratie de la terre ». Lors d'une vente, les Safer opèrent comme une sorte de « parlement du foncier » : dans le comité technique, il y a les syndicats agricoles, les chambres d'agriculture, les élus des collectivités et enfin le monde associatif du milieu rural. Tout est très encadré et l'on procède à un vote. Mais tout ça se passe à huis clos. Un agriculteur me disait justement : « Mais pourquoi on n'a pas le droit de rentrer dans un comité technique comme on rentre dans un conseil municipal ? ». D'autant que si vous habitez à côté de ces terres, vous pouvez légitimement chercher à savoir si l'agriculture qui se développe à deux pas est à base de pesticides, ou bien si elle est bio ou paysanne. Il pourrait y avoir un droit de regard des citoyens, qui aujourd'hui est inexistant.

Enfin, pour juguler l'agriculture de firme, une partie de la réponse se situe sur le terrain économique. On parlait de la fragilité des agriculteurs et de comment ils se retrouvent acculés... C'est aussi en favorisant leurs conditions de travail qu'on pourra envisager plus sereinement les passages de relais lors de leur départ à la retraite. Aujourd'hui, le métier n'est plus suffisamment attirant. D'ailleurs, s'il y a certaines exploitations qui font l'objet de nombreuses demandes lors de leur cession et qui doivent donc faire l'objet d'un arbitrage des Safer, il y en a d'autres où il n'y a parfois qu'un seul acheteur qui se présente, voire même aucun acheteur du tout.

### Quel regard portez-vous sur les initiatives qui visent à favoriser l'installation de jeunes agriculteurs, par exemple en proposant aux citoyens d'investir dans des terres comme le fait Terre de liens?

Ce sont des initiatives qui sont louables et intéressantes. Mais comme le dit un texte de la Via Campesina, la coalition internationale des syndicats paysans, que je cite à la fin de mon livre : « Nous ne renverserons pas la tyrannie industrielle en bichonnant une petite oasis bio, mais en transformant radicalement les rapports sociaux. ». Il faut vraiment articuler ces initiatives locales avec des politiques à grande échelle.

Isa GAUTIER, publié le 14 décembre 2022 (Socialter) Elsa Gautier est rédactrice en chef adjointe chez Socialter

1 Toute cession de droit à partir d'un seuil d'agrandissement considéré comme excessif (déterminé par le préfet de la région) devra désormais obtenir une autorisation administrative.

#### **Biographie**

Depuis dix ans, la journaliste Lucile Leclair s'intéresse aux mutations du monde agricole. En 2022, elle publie Hold-up sur la terre, dans la collection Reporterre au Seuil, une enquête sur l'accaparement des terres fertiles par certains groupes industriels dans laquelle elle dénonce l'opacité du marché foncier en France. Elle est aussi l'autrice de Pandémies, une production industrielle (Seuil, 2020), et Les Néo-paysans (Seuil, 2016) dans lequel elle retrace les reconversions professionnelles de citadins se tournant vers des pratiques agricoles alternatives.

#### La Via Campesina

Mouvement international autonome fondé en 1993, la Via Campesina défend la culture et la production paysannes de petite échelle. Elle rejette les politiques néolibérales agricoles lancées dans les années 1990, lutte contre l'accaparement des terres et de l'eau, et combat la marchandisation du vivant. Présente dans 81 pays via 182 organisations locales, elle représente environ 200 millions de petits producteurs et revendique la mise en place d'une souveraineté alimentaire.

## « Lactalis, prédateur ! » 200 paysans occupent le siège du géant laitier



À Laval, en Mayenne, le siège du géant laitier Lactalis a été envahi par 200 paysans. Les contrats imposés par la multinationale « poussent certains éleveurs à travailler à perte », dénonce la Confédération paysanne.

#### Laval (Mayenne), reportage

Une intrusion historique. À trois jours de l'ouverture du Salon de l'agriculture, près de deux cents paysans et une dizaine de tracteurs ont convergé vers le siège social du numéro I mondial des produits laitiers, Lactalis. Jamais la multinationale basée à Laval n'avait connu un tel envahissement en près d'un siècle d'existence. En une poignée de secondes, vers 14 heures, sous les regards incrédules des salariés et de la direction, les drapeaux jaunes de la Confédération paysanne flottaient par dizaines dans les couloirs immaculés des bâtiments.

Parmi les manifestants, venus de Sarthe, du Maine-et-Loire, de la Manche ou même d'Ariège, se trouve Vincent Guillet, éleveur bio. Il vend son lait à Lactalis depuis près de quarante ans. Il rangera bientôt ses bottes au placard, et s'il est là aujourd'hui, c'est pour défendre l'avenir de sa fille, bientôt à la tête de sa ferme : « Le prix fixé par Lactalis au début de l'année est inférieur à celui de 2023. Et pendant ce temps-là, le montant de l'assurance et des charges grimpe. Ce n'est plus possible! D'autant qu'en grande surface, notre lait est vendu trois fois plus cher. »

Disparaissant sous son K-Way fluorescent, une manifestante ne mâche pas ses mots : « Lactalis est un véritable prédateur. » Au cœur des préoccupations ce jour, les contrats imposés par la multinationale, qui « asservissent les éleveurs, et poussent certains à travailler à perte ». La direction du syndicat a demandé à être reçue par l'un des actionnaires. En vain.

#### « Ce n'est plus possible! »

Dans le hall d'entrée, quelques hommes en costume observent le ballet. S'approchant d'eux, sourire aux lèvres, une éleveuse les interpelle : « Il est où votre patron ? Il a pris la fuite ? Il aurait pu nous offrir un bon lait chaud quand même. » À l'autre bout du couloir, deux policiers en uniforme campent silencieusement.

Aux mois de janvier et février, le géant laitier avait fixé le prix du millier de litres à 405 euros, avant de l'augmenter à 420 euros sous la pression des blocages. Un montant encore bien inférieur à ce que paient d'autres laiteries. Il sonne comme la preuve ultime de l'inefficacité de la loi Égalim – adoptée en 2018 et censée protéger la juste rémunération des agriculteurs – aux yeux des manifestants. La Confédération paysanne exige, elle, une revalorisation immédiate à hauteur de 500 euros (soit 50 centimes le litre).



Avec un chiffre d'affaires dépassant les 28 milliards d'euros en 2022, Lactalis est le n°1 français de l'agroalimentaire. © Emmanuel Clévenot / Reporterre

Plus tôt dans la matinée, à l'hôtel Matignon, le Premier ministre Gabriel Attal pointait justement du doigt « les fraudeurs » de la loi Égalim : « Les contrôles se multiplient, et les sanctions seront au rendez-vous. » Il promettait par ailleurs la présentation au Parlement d'un nouveau projet de loi d'ici l'été : « On ne peut pas accepter qu'un industriel conclue un prix avec un distributeur avant de se retourner vers le producteur pour lui imposer celui-ci ». Des déclarations que Laurence Marandola, porte-parole du syndicat, accueille avec hostilité : « L'urgence est là, et elle ne peut pas attendre l'été. En deux semaines, il peut s'en prendre à Écophyto [qui vise à réduire le recours aux pesticides]. Pourquoi on ne pourrait pas se doter d'une loi protégeant le revenu des paysans dans le même laps de temps ? » La porte-parole réclame l'interdiction de tout achat de produits agricoles en dessous du prix de revient. Autrement dit, l'instauration d'un prix minimum couvrant le coût de production, la juste rémunération du paysan et sa protection sociale.

#### Trois seigneurs et des sujets révoltés

La Confédération paysanne n'est d'ailleurs pas la seule à monter au créneau. La veille, un camion-citerne de la multinationale a été intercepté près de Vesoul (Haute-Saône). Une action commanditée par la Fédération départementale des producteurs laitiers, une branche de la FNSEA. À la tombée de la nuit, alors que l'engin s'apprêtait à clore sa collecte dans les fermes voisines, une trentaine d'éleveurs l'ont immobilisé avant d'en extraire le lait. Un butin distribué ensuite aux paysans locaux pour nourrir les veaux.

Au micro de l'AFP, le président de la Fédération départementale des producteurs de lait, Michaël Muhlematter, détaillait le mobile de cette saisie : « Avec ses marques comme Président, Lactel, Roquefort Société et Galbani, Lactalis se comporte comme un seigneur, en donnant ce qu'il veut aux producteurs, sans aucune négociation possible. »

Dans un communiqué, l'antenne haut-saônoise de la FNSEA, syndicat présidé par le prospère Arnaud Rousseau, a accusé le leader mondial laitier de « bafouer la loi Égalim », avant de réclamer que les « enquêtes de la répression des fraudes sur les pratiques de Lactalis et des distributeurs soient rendues publiques » avec « des sanctions ».

Début février, des perquisitions ont bel et bien été menées au siège lavallois du groupe, dans ses bureaux parisiens et à l'hôtel particulier de son président. Avec un chiffre d'affaires dépassant les 28 milliards d'euros en 2022, Lactalis est le n° I français de l'agroalimentaire, devant Danone. Et il est désormais sous le coup d'une enquête du Parquet national financier pour fraude fiscale aggravée et blanchiment de fraude fiscale aggravée. Les faits s'étendraient de 2009 à 2020.



Au cœur des préoccupations ce jour, les contrats imposés par la multinationale, qui « asservissent les éleveurs, et poussent certains à travailler à perte ». © *Emmanuel Clévenot / Reporterre* 

Toujours dans l'attente d'une entrevue, les éleveurs chantent en chœur dans le hall d'entrée du géant laitier : « Lactalis, lacto-terroriste ! Lactalis, lacto-terroriste ! » D'autres, dénudés, entonnent « Lactalis nous met à poil ! » Un homme au béret détrempé s'applique à énumérer la poignée de milliardaires détenant la totalité des actions du groupe : « Il y a Emmanuel Besnier, sixième fortune de France, son frère Jean-Michel et sa sœur Marie. C'est tout, insiste-t-il, les yeux écarquillés. Et ce trio détient 36 milliards d'euros. Un éleveur bovin mettrait 2 millions d'années à récolter une telle somme. Leur déconnexion est fulgurante! »

Laurence Marandola, un mégaphone à la main, renchérit : « La direction fait preuve d'un mépris absolu. Elle fait mine de découvrir la souffrance des éleveurs. » La porte-parole précise que les principaux actionnaires n'ont pas accepté d'échanger. La décision est prise : dans ce cas-là, les paysans ne bougeront pas.

Croisé à 19 heures sur un quai de la gare Montparnasse, à la sortie du train Laval-Paris, Emmanuel Besnier a refusé de répondre à nos questions.





Réduction des pesticides : le recul du gouvernement

#### Pourra-t-on continuer de flâner pendant les Jeux olympiques?

### Des villes verrouillées au nom de la sécurité

Jeux olympiques, sommets internationaux, visites du pape : les métropoles se battent pour accueillir de grands événements. Soucieuses d'éviter incidents, attentats et désordres, les autorités peaufinent la gestion sécuritaire des rassemblements, une discipline héritée du siècle dernier. Il s'agit désormais de restreindre les libertés publiques et d'aménager l'espace pour mettre les foules en flux.



Nicolas Moulin. – De la série « Vider Paris », 2001. © Nicolas Moulin - Courtesy Galerie Valentin

À Paris, le 14 juillet 2023, pendant que les regards se tournent vers le défilé militaire des Champs-Élysées, un autre spectacle se joue en coulisses : le dispositif sécuritaire instauré par la préfecture de police de Paris. Un premier périmètre impose une interdiction partielle de stationnement dans onze arrondissements sur les vingt que compte la capitale. À mesure que l'on se rapproche du lieu où l'on célèbre la prise de la Bastille, les restrictions augmentent et les contrôles se resserrent ; circulation interdite sur près de 5 kilomètres carrés, treize stations de réseau express régional (RER) et de métro fermées pour limiter les accès et contrôler les flux de personnes. Au centre, un arrêté préfectoral interdit « tout rassemblement de nature revendicative (1) » sur une aire d'environ 1,5 kilomètre carré et prévoit dix-neuf points de filtrage avec fouille et palpation des spectateurs, lesquels doivent renoncer au droit de transporter des bouteilles en verre, de consommer de l'alcool, de « dissimuler volontairement tout ou partie de [leur] visage (2) ». Plusieurs centaines de caméras de vidéosurveillance et de drones dominent la scène.

Pour conjurer les risques de trouble à l'ordre public, de délinquance et de terrorisme, lors de grands événements politiques, sportifs ou culturels, les autorités multiplient ces opérations. Sur les lieux de la manifestation, le contrôle des foules implique un réaménagement temporaire ou durable de l'espace ainsi qu'une limitation de la liberté d'aller et venir directement calquée sur la sécurité aéroportuaire. Ce savoirfaire disciplinaire s'enracine en partie dans une tradition de rationalisation des flux portée dès le XVIIIe siècle par les ingénieurs français confrontés aux balbutiements de l'industrie. Au siècle suivant, les premiers gestionnaires du chemin de fer s'en inspirent pour dépasser leur « hantise » des mouvements de foule (3) : un quadrillage spatial empêche les individus de se promener librement sur les voies, limite la formation d'attroupements – qui facilitaient les vols – ou sépare les détenteurs de billets des resquilleurs. Cette doctrine de pacification de l'espace transforme la gare en un bastion défensif. Clôtures et barrières canalisent les voyageurs tandis que des « commissaires de surveillance administrative » orientent les publics vers différentes salles d'attente – en fonction de leur classe – dans lesquelles on les enferme temporairement à clé (4).

Compartimenter les individus dans des wagons ou des sas apparaît à l'époque comme l'antidote au poison des mouvements erratiques générateurs de dangers.

#### « Des stades en état de siège »

L'inconfort de la compartimentation ainsi qu'une série de catastrophes ferroviaires, comme celle de 1842 sur le trajet Paris-Versailles au cours de laquelle quarante-deux personnes coincées dans des wagons périssent brûlées, poussent les gestionnaires des gares à repenser le cloisonnement strict des flux de voyageurs. Il s'agit aussi pour eux de concilier sûreté, contrôle des usagers et rentabilité commerciale. « On est passé d'un parcage disciplinaire de la foule, très hermétique et directif, à des mécanismes de sécurité, misant sur l'autorégulation et des contrôles ciblés, pour assurer l'écoulement continu du flux de voyageurs », explique Florent Castagnino, maître de conférences à l'Institut Mines-Télécom Atlantique (IMT). Ce schéma se perpétue jusqu'à nos jours pour sécuriser à la fois les infrastructures accueillant du public (gares, aéroports, etc.) et les grands événements urbains. Mais leur ampleur et leur sophistication ont considérablement augmenté, comme le montrent les exemples du Stade de France et l'organisation du G7 à Biarritz en 2019. Dans les deux cas, la gestion des foules ne consiste plus à protéger un espace statique et cloisonné mais à assurer une sécurisation dynamique des personnes qui s'y trouvent, comme l'explique le célèbre criminologue Alain Bauer (5).

Ciblé par une attaque terroriste en 2015, le Stade de France représente un archétype d'infrastructure à risques, avec ses 80 000 places assises, ses croisements délicats de supporteurs, etc. Conseillé par un ancien lieutenant-colonel sapeur-pompier, le constructeur a misé sur les techniques de prévention situationnelle : on aménage l'espace pour réduire les problèmes. Résultat, une zone tampon ceinture le stade à l'instar d'un glacis, ce terrain découvert de l'architecture militaire qui empêche les agresseurs de se mettre à l'abri. Cette disposition renforce les capacités d'observation et d'intervention des forces de l'ordre. Recoins, angles morts et mobilier urbain ont été éliminés ou réduits à leur strict minimum pour contraindre les individus à la mobilité. Nulle zone d'ombre du fait de l'installation de puissants lampadaires associés à des caméras ostensibles.

Des portails escamotables orientables à distance facilitent une partie du travail des stadiers et de la police. Tels des véhicules sur un échangeur autoroutier, les spectateurs peuvent, dans certains cas, être acheminés par trois accès de station de RER et de métro qui débouchent sur des axes piétons indépendants — ce qui permet d'éviter la rencontre entre supporteurs adverses —, et sont étroitement surveillés dès leur arrivée en gare jusqu'à leur installation dans le stade. Située en périphérie de la capitale, la configuration de ces « stades en état de siège », pour reprendre l'expression de l'architecte Paul Landauer (6), se déplace vers les centres-villes.

Avec quatre périmètres concentriques marquant une intensification progressive du contrôle, l'organisation du G7 à Biarritz en 2019 a relevé de la mise sous cloche d'une partie de la ville. Pour accueillir les chefs d'État, leurs délégations et les journalistes (environ 8 000 personnes), le choix de la ville de Biarritz, fait par le président Emmanuel Macron, ne devait rien au hasard. De taille moyenne et avec un nombre réduit d'habitants (25 000), la cité présentait l'avantage de n'accueillir ni grande institution symbolisant l'autorité de l'État, ni sièges sociaux de banques susceptibles d'offrir une cible aux manifestants.

Chacune des quatre zones, stratégiquement délimitées par le ministère de l'intérieur, chargé de la sécurisation de l'événement, a joué un rôle spécifique. Pour accéder au compartiment le plus critique – nommé « zone du sommet » –, d'une surface inférieure à l kilomètre carré, chacun devait présenter une pièce d'identité et une accréditation, laquelle était réservée aux seuls résidents et ayants droit (commerçants, salariés, professionnels de santé, etc.). Les autorités avaient interdit circulation automobile, baignade et autres activités nautiques sur plus de 3 kilomètres de plage. Et neutralisé les places de stationnement public. Dans le second compartiment – la « zone de protection » de 1,5 kilomètre carré – ne circulaient que les riverains et les ayants droit à condition de disposer d'un badge. L'ex-secrétaire général adjoint de la présidence du G7, M. Jean-Christophe Moraud, a indiqué avoir « stické » (ou « passé au déminage ») 22 000 véhicules et trié sur le volet 50 000 personnes pour leur délivrer le sésame permettant de circuler dans l'un des périmètres de protection (7).

Toutefois, le quadrillage spatial a largement dépassé les contours de la ville. Outre la fermeture temporaire de la gare et de l'aéroport, les barrages filtrants installés à la frontière espagnole, un troisième périmètre tenu par la gendarmerie permettait de contrôler tous les axes routiers du triangle Biarritz-Bayonne-Anglet. Enfin, le dernier périmètre filtrant a concerné l'ensemble de l'Hexagone dans la mesure où les services de renseignement français et ceux des pays limitrophes collaboraient pour intercepter les personnes jugées dangereuses – l'État a délivré 450 interdictions de territoire. En prévision d'éventuels débordements des manifestants anti-G7 installés dans la ville voisine d'Hendaye, les autorités ont réquisitionné 17 procureurs et

libéré 300 cellules de garde à vue (8). Le budget (officiel) de 36,4 millions d'euros d'un tel déploiement apparaît faible comparé aux 190 millions dépensés pour sécuriser le G7 canadien en 2018 – un pays où une prison entière fut vidée à l'occasion du sommet des Amériques en 2001 (9). À un détail près : le gouvernement français a omis d'inclure dans la facture le coût faramineux de la mobilisation des effectifs de sécurité (10).

Présentés comme l'« événement sécuritaire le plus important du monde en temps de paix (11) » par M. Aldric Ludescher, chef de la sécurité du Comité international olympique (CIO), les Jeux organisés à Paris l'été prochain promettent un grand bond en avant dans la surveillance et la gestion des foules : quinze millions de visiteurs attendus dont I à 2 millions d'étrangers, 35 sites de compétition dont 25 à Paris et sa région, 500 000 spectateurs pour la cérémonie d'ouverture et 8 millions dans les « fan zones ». Rien que la délivrance et le contrôle des laissez-passer pour 17 000 athlètes, 25 000 journalistes, 300 000 professionnels de la logistique (dont 50 000 volontaires), sans oublier les personnalités de marque dont 100 à 150 chefs d'État s'annoncent acrobatiques (12). Pareilles perspectives aiguisent l'appétit des industriels autant qu'elles alimentent l'angoisse des autorités.

Ces dernières s'emploient d'abord à empêcher les frictions sociales et urbaines : un dispositif d'expulsion de sans-abri et de migrants acheminera les indésirables dans des « sas » d'accueil situés dans d'autres régions de l'Hexagone tandis que des arrêtés préfectoraux interdiront la distribution alimentaire dans le nord de la capitale. À la demande du ministre de l'intérieur, la préfecture de police a lancé à Paris et en Seine-Saint-Denis un plan dit « zéro délinquance » avec une présence renforcée des forces de l'ordre et une multiplication des contrôles.

Les perspectives de liberté et d'anonymat qui avaient alimenté l'attrait des villes dans l'imaginaire collectif seront anéanties pendant les Jeux, à en croire le préfet de police. Fin novembre dernier, M. Laurent Nuñez annonçait que des dispositions des lois antiterroristes régiraient un large périmètre de protection lors de la cérémonie d'ouverture. Ce dispositif d'exception aura été utilisé 612 fois entre le 1er novembre 2017 et le 30 avril 2021 (13), soit presque un jour sur deux (14). Couvrant 5 % de la surface totale de la capitale, la zone sera interdite aux véhicules des riverains, des hôpitaux ou cliniques, des dépanneurs (ascenseurs, canalisations) ou des transports de personnes handicapées. Les cyclistes y seront refoulés et les piétons soumis à un filtrage. Un deuxième périmètre de 20 kilomètres carrés (20 % de la surface parisienne) verra la circulation des véhicules motorisés entièrement « neutralisée » – y compris les services d'aide à domicile et les bus. Un dernier périmètre autorisera les véhicules à circuler sous réserve de pouvoir justifier de son déplacement (accès au domicile, travail, rendez-vous médical, etc.).

Ces dispositifs fonctionnent-ils? La police loue leur efficacité dans les cas du 14-Juillet et du G7 (15); mais la pagaille aux abords des stades défraie toujours la chronique. Comme celle survenue au Stade de France en mai 2022 en marge d'un match de football Liverpool-Real Madrid : l'affaire provoqua un incident diplomatique entre Londres et Paris. Au demeurant, l'essentiel est ailleurs. Pour la chercheuse Myrtille Picaud, spécialiste des marchés urbains de la sécurité numérique, ces moments de fête, et de sponsoring, offrent aux industriels l'occasion d'« une grande démonstration du savoir-faire français à destination des marchés extérieurs ». Mais il s'agira aussi d'« expérimenter ce que l'on peut faire techniquement et juridiquement, ce que l'on pourra stabiliser dans le temps ou non ». En plus de la vidéosurveillance algorithmique qui sera alors officiellement déployée elle est en réalité utilisée en toute illégalité depuis des années (16) -, un appel à projets accéléré lancé en 2019 par l'Agence nationale de la recherche (ANR) et le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) vise à « développer les meilleures solutions technologiques pour répondre aux problématiques de sécurité que posent ces événements d'envergure ». Ces financements publics doivent offrir « une opportunité pour la filière des industries de sécurité en termes de structuration, de développement de l'innovation et de rayonnement international » (17). Un autre programme, lancé en avril 2022 par le comité stratégique de filière (CSF) en coopération avec le ministère de l'intérieur, illustre cette transformation de l'espace public en laboratoire d'« expérimentation de 200 solutions grâce à la mobilisation de 89 entreprises (18) ». Alors que Paris se transforme peu à peu en aéroport, les champions de la sécurité urbaine, eux, ont déjà remporté l'or.

#### Thomas JUSQUIAME, journaliste (Monde diplomatique, janvier 2024)

<sup>(1)</sup> Préfecture de police, arrêté du 10 juillet 2023 n° 2023-00817 instituant un périmètre de protection et différentes mesures de police à l'occasion du défilé militaire du 14 juillet 2023.

<sup>(2)</sup> Préfecture de police, arrêté du 12 juillet 2023 n° 2023-00838 portant mesures de police applicables à Paris à l'occasion de la cérémonie gouvernementale du 14 juillet 2023 à Paris.

- (3) Florent Castagnino, « Les chemins de faire de la surveillance : une sociologie des dispositifs de sécurité et de sûreté ferroviaires en France », thèse de doctorat, université Paris-Est, 2017.
- (4) Georges Ribeill, « D'un siècle à l'autre, les enjeux récurrents de la gare française », dans Isaac Joseph (sous la dir. de), Villes en gares, L'Aube, La Tour-d'Aigues, 1999.
- (5) Alain Bauer, « Undefensible Space. Terrorisme : sanctuariser les lieux ou protéger les personnes ? », 9 mai 2018.
- (6) Paul Landauer, L'Architecte, la ville et la sécurité, Presses universitaires de France, Paris, 2009.
- (7) Hugo Robert, « Sécurisation des sommets internationaux : retour d'expérience sur le G7 de Biarritz et le G20 de Buenos Aires (Milipol) », 22 novembre 2019.
- (8) « Biarritz : les anti-G7 sont prêts, la justice aussi », France 24, 20 août 2019.
- (9) « Sommet des Amériques : le libre-échange au programme », 18 avril 2001.
- (10) Cédric Pietralunga, « G7 à Biarritz : un budget aux contours flous », Le Monde, 24 août 2019.
- (11) Conférence « Les Jeux comme vecteurs de transformations et d'héritages », Milipol, Villepinte, 17 novembre 2023.
- (12) Stéphanie Fevet et Fabien Lacombe, Sûreté des grands événements sportifs et des JO Paris 2024. Mobilités, menaces, dispositifs opérationnels, VA Éditions, Versailles, 2020.
- (13) Rapport n° 694 (2020-2021) de M. Marc-Philippe Daubresse et M<sup>me</sup> Agnès Canayer, fait au nom de la commission des lois, déposé le 16 juin 2021, Sénat, Paris.
- (14) En comptant au plus une utilisation du dispositif par jour.
- (15) Rapport d'information n° 348 (2019-2020) de M. Marc-Philippe Daubresse, fait au nom de la commission des lois, déposé le 26 février 2020, Sénat.
- (16) Lire « Les cuisines de la surveillance automatisée », Le Monde diplomatique, février 2023.
- (17) Agence nationale de la recherche (ANR), communiqué de presse du 22 mars 2019.
- (18) Programme général de sécurité des grands événements et des Jeux olympiques 2024, Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres (Gicat), novembre 2023.

## L'exploitation des travailleurs, le cas du jeu vidéo



En 2018, peu de temps avant la sortie du jeu « Red Dead Redemption 2 », au budget de 800 millions de dollars, Dan House co-fondateur du studio Rockstar annonce fièrement : « Nos équipes travaillaient plus de 100 heures par semaine ». Une phrase des plus terrifiante, et qui révèle une pratique courante, une norme chez les plus gros studios de l'industrie. Le « crunch », que l'on peut traduire par croquer, écraser, broyer, consiste dans l'industrie vidéoludique en une forte augmentation des heures de travail avant la sortie d'un jeu. Cette pratique a pour objectif d'accélérer la production du jeu afin de le finir pour la date prévue et de réduire au maximum les coûts de production et de communication. Cela peut durer quelques semaines, afin d'accélérer le rythme de correction des bugs d'un jeu. Mais cela peut aussi durer un an, voire davantage, dans certains cas extrêmes. Revenons ici sur les origines de cette culture de l'exploitation des travailleurs dans l'industrie du jeu vidéo.

Le jeu vidéo naît dans les années 70 avec la première console de jeu : l'Odyssey de Magnavox. Le succès n'est pas immédiat, mais l'engin fait son chemin en parallèle du développement des bornes d'arcades avec les fameux Mario, Space invaders et Pac Man au début des années 80. Le jeu vidéo prit une ampleur gigantesque, au point de devenir une immense bulle spéculative qui explosa en 1983 aux États-Unis. Mais le Japon, nation concurrente des États-Unis dans les milieux de la technologie, continue de développer des projets qui seront exportés à l'international. Ce furent les prémisses d'un duel historique entre Nintendo et SEGA, entre la NES et la Master System. Et cette rivalité engendra une croissance rapide du jeu vidéo, objet des ambitions capitalistes concurrentielles.

Mais l'histoire du jeu vidéo nous intéresse moins que l'histoire des travailleurs dans les années 80. Le néolibéralisme s'installe et le syndicalisme s'affaisse fortement, que ce soit en France, aux États-Unis ou au Japon. En parallèle, se sont développées les entreprises d'électroniques et d'informatiques que nous connaissons aujourd'hui, avec de nouveaux métiers et des travailleurs récemment diplômés ; une masse laborieuse et qualifiée, sans connaissances de leur droit. La conscience de classe fait aussi défaut pour ces nouveaux métiers qui naissent dans une période d'affaiblissement des forces progressistes. Les abus étaient légion chez Microsoft, Apple et les autres entreprises. Les rivalités, les enjeux de productions et les besoins de respecter les dates de sorties des logiciels, ordinateurs, console de jeux et jeux mettront une pression immense sur des travailleurs qui n'auront pas les armes pour se défendre en raison, notamment, de la jeunesse du secteur et donc de l'absence d'organisation syndicale. C'est ainsi que s'installe une culture du crunch, de la pression sur les travailleurs afin de réduire au maximum le temps de production. Dans le jeu vidéo, une certaine somme est prévue lors de la préproduction, mais contrairement à un film, le budget s'accroît au fil du temps et peut régulièrement dépasser la somme de départ de manière colossale. Il est impossible de s'arranger avec ce qui est déjà fait si le jeu est tout simplement injouable, là où un film peut toujours être monté. L'objectif pour les capitalistes est de sortir leur jeu le plus rapidement possible afin de maximiser leur profit. L'exploitation à outrance des travailleurs s'est installée dans le secteur dès ses débuts et n'en est jamais partie. L'exemple récent de « Cyberpunk 2077 » du studio CD Projekt en 2020 en est la parfaite illustration. L'histoire est encore plus perverse avec les réseaux sociaux, puisque les travailleurs, non-contents d'avoir été surexploités, doivent en plus subir les critiques virulentes sur leurs projets après des années de travail. Ainsi, ils font office de paratonnerre pour les capitalistes dont les profits ne sont pas menacés.

Trop souvent, les joueurs mal renseignés — pour diverses raisons — s'en prennent directement aux développeurs ou aux studios. Nous assistons souvent à deux cas de figure lors d'un *crunch* : le jeu est sorti dans un bon état, ou avec quelques bugs, ce qui permet aux capitalistes de rafler la mise, sinon le jeu sort mal fini, et les équipes doivent encore faire face le plus rapidement possible à une multitude de problèmes à résoudre, subissant la pression patronale et les déceptions des joueurs. Pour reprendre notre premier exemple, Take-Two, éditeur de « Red Dead Redemption 2 », aurait vendu plus de 50 millions d'exemplaires depuis 2018 ; à 60 € le jeu, le *crunch* est une pratique très rentable.

Cependant, cette culture de l'écrasement et de la soumission des employés s'essouffle à mesure que la conscience de classe émerge. En 2010, dans une lettre ouverte adressée à Rockstar San Diego, les épouses des développeurs, qui à l'époque travaillaient sur le premier « Red Dead Redemption », dénonçaient les conditions de travail de leurs maris. Les cas de dépression et de « burn-out » étaient nombreux, et ces derniers s'interrogeaient même sur la reconnaissance des travailleurs au vu des recettes que le dernier GTA, sorti quelques temps avant, avait engendrées pour l'entreprise. Un sentiment de tromperie et de colère s'installe dans le secteur. Les années 2010 ont marqué un tournant dans la dénonciation par les travailleurs de leurs mauvaises conditions de travail chez les grands studios. Mais les abus ne s'arrêtent pas là : le mouvement de libération de la parole des femmes a aussi mis en lumière de très nombreux cas de harcèlement sexuel et moral, ainsi que des abus sexuels. Mais l'absence de syndicats dans le secteur, couplé à un manque de conscience de classe empêche toute sécurité et tout rapport de force pour les travailleurs. La solution la plus courante pour tous ces travailleurs est donc de quitter cette industrie pour un travail plus tranquille, renonçant ainsi à leur inspiration créative pour sauver leur santé mentale et physique.

Toutes les difficultés endurées par ces travailleurs ont montré l'urgence qu'il y a à s'organiser. Aux États-Unis comme en France, des syndicats et des associations sont fondés depuis ce tournant des années 2010. Un processus long ne peut s'expliquer que par un manque de conscience politique et d'action envisageable : les grèves se font rares dans ce secteur. Le jeu vidéo, en tant qu'œuvre et industrie, n'est pas épargné par la crise actuelle du capitalisme : les travailleurs sont exploités dans le réel, et ces derniers, qui aspirent à une alternative au capitalisme, produisent des œuvres idéalistes.

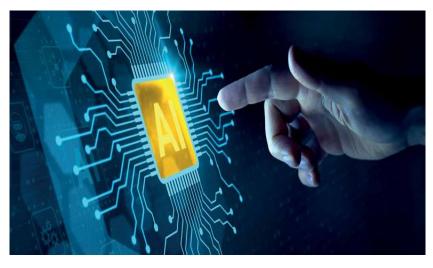
Camarades, nous devons prendre en considération ces travailleurs, les inclure dans notre lutte et dénoncer les abus qu'ils subissent. Nous devons leur fournir un espoir d'amélioration de leurs conditions de travail en les aidant à prendre possession de leurs entreprises. Nous devons les aider à imaginer un avenir sans capitalisme, car ce monde est possible grâce à l'union de tous les travailleurs.

**ARCTURE** 

http://jrcf.over-blog.org/2023/12/l-exploitation-des-travailleurs-le-c...

URL de cet article 39200 : https://www.legrandsoir.info/l-exploitation-des-travailleurs-le-cas-du-jeu-video.html

## Réglementer l'intelligence artificielle pour protéger les droits humains



Sous une apparente neutralité, l'intelligence artificielle, tributaire des données composant ses algorithmes, amplifie en réalité de façon flagrante les inégalités, et perpétue les atteintes aux droits fondamentaux et la discrimination.

L'intelligence artificielle (IA) imprègne déjà plusieurs domaines de notre société : le travail, l'éducation, les soins de santé, les transports, la surveillance des espaces publics, le maintien de l'ordre, la médiation de

l'information sur les plateformes de réseaux sociaux, etc. Le tout via des algorithmes utilisés pour déterminer qui doit passer un entretien d'embauche, quel traitement adopter pour limiter les risques de développement d'un cancer, qui doit être admis e dans une école, combien de temps doit durer la peine d'un individu pour un crime, quel contenu une personne doit voir en ligne, etc. « Et dans chacun de ces domaines, nous savons qu'il existe une myriade de façons dont l'IA peut se tromper », assène Damini Satija, directrice du laboratoire de responsabilisation algorithmique et directrice adjointe d'Amnesty Tech.

#### Une simple technologie?

D'une manière générale, l'IA est une technique ou un système qui permet aux ordinateurs d'imiter le comportement humain. Les raisons qui motivent l'adoption de l'IA sont économiques ou liées à l'efficacité, à une prise de décision améliorée ou renforcée par rapport aux êtres humains, à de nouvelles fonctions que ces derniers ne peuvent pas exécuter. Toutefois, l'utilisation de ces techniques peut nous atteindre directement dans nos droits.

À la tête d'Amnesty Tech, Damini Satija dirige une équipe pluridisciplinaire de sept personnes. Cette équipe mène des recherches, des enquêtes et des actions de plaidoyer sur l'utilisation croissante de ces algorithmes dans les services publics essentiels, tels que les aides sociales, le logement, ou encore les soins de santé. Plus particulièrement, elle s'intéresse à l'impact disproportionné de l'IA et de ses algorithmes sur les communautés marginalisées à travers le monde. Damini Satija explique : « l'IA ne peut pas être réduite à la composante technologique sans tenir compte des contextes humains dans lesquels elle opère. À Amnesty Tech, nous adoptons une approche "sociotechnique" pour comprendre l'impact de l'IA, ce qui signifie que nous examinons la technologie dans les cadres politique, social, économique et culturel, ainsi que les facteurs environnementaux, qui ont donné lieu à son développement en premier lieu. Dans le cas du droit d'asile, par exemple, si un État a déjà une politique discriminante, l'utilisation d'une IA par les autorités peut augmenter le nombre de décisions d'exclusion du territoire. L'IA confirme ces politiques d'exclusion en les automatisant. »

#### Des algorithmes discriminants

L'un des exemples récents les plus criants remonte à 2021 et concerne les Pays-Bas. Les services publics néerlandais utilisaient un système algorithmique pour détecter les fraudes parmi les demandes d'allocations familiales. Lorsque des parents introduisaient une demande d'allocations, l'algorithme notait certains profils de parents comme étant « à risque élevé ». Ces profils étaient ensuite examinés par des fonctionnaires. Une enquête d'Amnesty International a démontré que l'un des critères de risque était la double nationalité. L'algorithme a donc jugé les profils de familles issues de la migration de façon disproportionnée. Avant même que ces « profils à risques » ne puissent être vérifiés par des fonctionnaires, les familles étaient privées d'allocations, voire devaient rembourser les sommes déjà perçues. Cela a entraîné des problèmes financiers dévastateurs pour les familles, allant de l'endettement et du chômage aux expulsions forcées lorsque les familles n'étaient pas en mesure de payer leur loyer.

La section néerlandaise d'Amnesty International a publié un rapport intitulé Xenophobic Machines (Machines xénophobes) mettant en évidence les atteintes aux droits humains de ce système algorithmique et le fait qu'il s'agit d'un profilage racial et d'une discrimination. Ce rapport a contribué à faire pression sur le gouvernement. Finalement, l'organisme néerlandais de surveillance de la vie privée a infligé une amende de 2,7 millions d'euros aux autorités fiscales néerlandaises.



#### Un humain dans la boucle

Alicia Pastor y Camarasa est chercheuse postdoctorante à l'Université de Lausanne (Unil). Elle développe actuellement une recherche sur l'utilisation de l'IA dans les processus législatifs. Pour la chercheuse, les exemples précédents démontrent l'impact de l'IA en termes de droits humains. « L'un des arguments en faveur de l'IA, c'est dire qu'en l'utilisant on ne sera pas biaisé, car la réponse que l'on demande est donnée par une machine et non par une personne. Or, il s'agit d'une apparente neutralité technologies. Si l'IA prend des

décisions discriminatoires, c'est parce qu'il y a un humain dans la boucle. Cet humain a ses propres biais, consciemment ou inconsciemment et les données de la machine reproduisent ces biais. Les données que l'on introduit dans les algorithmes sont défectueuses, que ce soit de manière voulue ou non. L'IA, elle, ne fait que reproduire l'image de notre société, qui est très inégalitaire, avec un effet de multiplication très dangereux. »

Il y a donc un problème d'opacité et d'explicabilité dans la prise de décision par un système d'IA. Il est difficile d'expliquer telle ou telle décision a été prise par la machine. « Même les développeur euse s ne le savent pas. Et les juges ne sont pas développeur euse s, qui plus est. Parfois, on ne sait même pas que l'on est discriminé e. » Difficile donc de leur demander des comptes.

#### Une régulation urgente et nécessaire

Pour la chercheuse de l'Unil, « il y a un besoin très clair de régulation, étant donné l'impact de l'IA sur nos vies et sur nos droits, que ce soit les droits humains, sociaux, ainsi que sur la démocratie. Il y a des enjeux en termes de discrimination très important, surtout s'ils sont utilisés par les pouvoirs publics pour prendre des décisions. »

Deux régulations sont en cours. La première, l'Artificial Intelligence Act (ou Al Act), par les États membres de l'Union européenne, qui a pour but de régir l'utilisation de l'IA. Bien que la protection des droits humains ne soit pas le principal objectif de cette norme, elle va donner le ton. N'importe quelle IA utilisée sur le territoire européen devra s'y conformer, celles des sociétés étrangères incluses. L'un de ses fers de lance est l'interdiction de la reconnaissance faciale en temps réel dans l'espace public, qui compromet les droits à la vie privée, à la non-discrimination, à la liberté d'expression et de réunion pacifique, en particulier parmi les communautés marginalisées. D'autre part, le Conseil de l'Europe est en train de négocier un traité international contraignant sur l'IA, visant à protéger les droits humains et la démocratie.

Avec plus de 250 organisations de la société civile du monde entier, Amnesty International a également demandé l'interdiction du développement, de la vente, du déploiement et de l'exportation des technologies de reconnaissance faciale.

Guylaine GERMAIN, journaliste (Amnesty international)
5 février 2024

## Noyés dans les écrans, nous sommes « des ruminants sous hallucinogènes »



« Nous avons perdu la nuit », écrit Bruno Patino, président d'Arte, dans « Submersion ». Dans cet essai, il livre un sombre diagnostic sur nos vies à l'ère numérique.

Il n'a rien d'un anticapitaliste décroissant, le couteau entre les dents. Bruno Patino, le président d'Arte, nous livre pas moins un regard acéré sur le torrent numérique en train de nous noyer. Son dernier livre Submersion, paru en octobre aux éditions Grasset, nous propose une plongée abyssale et intime dans les affres de l'existence contemporaine. Avec son déluge de flux, de signes et d'images qui nous assaillent.

À l'heure de la connexion permanente, « nous avons perdu la nuit », raconte-t-il. « Voici venu le temps de l'aube perpétuelle, de la lueur bleutée qui jamais ne s'éteint. Nos yeux ne se ferment plus. » Nous sommes comme des papillons attirés par la lumière. Les écrans ont dessiné la cage d'une nouvelle dépendance et nous ont enfermés dans le piège d'une virtualisation effrénée du monde. Tout s'accélère. « Les sens s'égarent, la pensée s'évapore, le corps se comprime. »

#### Tendinite du pouce et nuque baissée

Les chiffres que mentionne l'ancien journaliste donnent le tournis. 50 % des Britanniques passent plus de onze heures par jour derrière les écrans. 5,3 milliards d'humains sont connectés au quotidien. Nous touchons notre téléphone mobile plus de 600 fois par jour. Nous autres, Français, passons en moyenne 40 % de notre vie éveillée en ligne.

Ce n'est pas une simple évolution de la société, mais un basculement anthropologique majeur. En l'espace de quinze petites années, nous avons vécu une révolution dont nous peinons à prendre la mesure. Une révolution qui a moins l'image des révoltes d'antan que celle d'une nouvelle domination.

En moins d'une génération, nous sommes devenus des « humains avec oreillettes » à la « nuque baissée », en quête de notre ration de dopamine dérisoire, d'un like, d'un share ou d'un émoji. Des hommes et des femmes au cerveau saturé qui attrapent la tendinite du pouce, pris dans une « centrifugeuse permanente de sollicitations ininterrompues ». Des individus fatigués et vulnérables.

« On republie, on repartage, on revisite, encore et encore, écrit-il. Avec l'aide des machines, dans l'univers du réseau, nous remâchons le passé sans le digérer. Nous sommes devenus des ruminants, qui regardons l'écran au lieu de regarder le train. Des ruminants sous hallucinogènes. »

C'est « un tsunami qui se cache derrière l'écran minuscule », alerte Bruno Patino. Pris dans le flot, nous tentons vainement de rester à la surface, nous faisons de grands mouvements pour « flotter sans grâce ». Mais nous

n'arrivons pas à suivre le rythme.



La déréalisation du monde s'intensifie, la solitude s'accroît. Flickr / CC BY-NC-ND 2.0 Deed / tokyoform

La métaphore qu'utilisait Bruno Patino, dans ses précédents livres n'est plus d'actualité. Il imaginait que nous étions des « poissons rouges » et que nous tournions en boucle dans le bocal de nos écrans. Aujourd'hui, le bocal a explosé. C'est une autre image aquatique qu'il convoque désormais. Nous sommes littéralement « engloutis ». Le numérique est un trop-plein. « Une histoire d'eau qui n'en finit pas. La vague est à chaque fois plus haute. Il n'y a jamais de ressac. »

#### L'attention, nouveau minerai du capitalisme

Que vaut notre libre arbitre face à ce mouvement tectonique ? Alors que nous sommes au seuil d'une nouvelle bascule avec l'émergence de l'intelligence artificielle ? Que nous promet l'avenir ?

« Nous n'avons même pas eu le temps de nous adapter à l'époque précédente que tout va changer », prévient Bruno Patino. Si, pour l'instant, on s'amuse encore avec Chat GPT, « ce qui s'annonce est un océan qui s'ajoute à l'océan. Un infini qui s'ajoute à l'infini ». Selon les prévisions, la production des données va augmenter de 40 % par an de 2023 à 2028. « Après Gutenberg et internet, nous voyons se dessiner l'apparition d'un troisième monde que nous peinons à nommer et que nous allons recevoir en pleine face. »

Bruno Patino n'est en rien un technocritique brûlant. Il veut continuer à croire que nous réussirons à « naviguer la submersion ». Il y a chez lui une pointe de naïveté, mais son analyse de la situation n'en reste pas moins lucide :

- Internet est le nouveau synonyme de l'accaparement et de la dépossession, dit-il. « Les investisseurs californiens ont centralisé et privatisé ce qui était comme un territoire vierge, le pays interconnecté, l'utopie déchue. » De nouvelles puissances nous exploitent. À l'image de l'industrie minière, elles prélèvent et extraient le filon de notre attention. Nous sommes nous-même devenus un produit. « Il y a tant de publicité à nous proposer, de marchandises à acheter, de transactions à nous faire faire », énumère-t-il. Chaque heure de notre vie est une cible pour l'ensemble des plateformes.
- Pour résister, nous nous construisons vainement une vie de « garde-barrière ». On essaye de faire barrage. On pose des filtres, on érige des grilles, on active des outils de limitation de temps d'écran, on le passe en noir et blanc. Ces armes sont individuelles et illusoires. Peut-on seulement dompter la bête ?
- La fatigue générale et l'ennui grandissent dans la société. L'insatisfaction permanente gagne du terrain. Nous déléguons de plus en plus nos choix quotidiens aux algorithmes. Tout devient prévisible et attendu. La déréalisation du monde s'intensifie, la solitude s'accroît. Le ministère de la Santé étasunien parle « d'épidémie d'isolement social ». « Où puis-je rencontrer des gens ? », « Où puis-je me faire des amis ? » font partie des principales requêtes enregistrées par le moteur de recherche Google.

Face à ces grands bouleversements, il n'y a sûrement pas d'autres choix que la folie, le retrait ou la fuite. En 1931, Paul Valéry énonçait dans ses Regards sur le monde actuel une vision prophétique : « L'homme moderne est l'esclave de la modernité, écrivait-il. Il n'est pas de progrès qui ne tourne à sa plus complète servitude (...) Tout ceci nous vise au cerveau. Il faudra bientôt construire des cloîtres rigoureusement isolés, où ni les ondes ni les feuilles n'entreront, dans lesquels l'ignorance de toute politique sera préservée et cultivée. On y méprisera la vitesse, le nombre, les effets de masse, de surprise, de contraste, et de répétitions, de nouveauté et de crédulité. C'est là qu'à certains jours, on ira, à travers les grilles, considérer quelques spécimens d'hommes libres. » Arriverons-nous seulement aujourd'hui à bâtir ces cloîtres ?

**BRUNO PATINO** 

### Submersion



Submersion, de Bruno Patino, aux éditions Grasset, octobre 2023, 144 p., 16 euros.



« Nous vivons de plus en plus dans un cocon numérique »

Gaspard D'ALLENS 15 janvier 2024 (Reporterre)

## Motorisation électrique ou thermique ? Le prix n'est pas le seul facteur déterminant



© SnowElf

Le choix entre une mobilité électrique thermique ne dépend seulement des revenus des acquéreurs : telle est la conclusion du bilan des achats de voitures neuves en réalisé par les services statistiques du ministère de l'Écologie, publié vendredi 16 février. En effet, même si la proportion de l'électrique dans les achats de voitures neuves des Français augmente avec leur niveau de vie, passant de 11,1 % chez les ménages les plus modestes (moins de 30 600 euros de revenus par an) à 25,5 % chez les plus favorisés (plus de 65 300 euros/an), de fortes disparités manifestent aussi selon les

territoires : en métropole, la proportion d'acquisition de voitures neuves électriques par les particuliers s'échelonne ainsi de 10,5 % dans la Nièvre à 27,6 % dans les Bouches-du-Rhône.

Cette motorisation représente environ un quart des achats dans le Haut et le Bas-Rhin, l'Ille-et-Vilaine, le Tarn-et-Garonne et la Manche. À l'inverse, elle n'atteint qu'une faible part de marché en Île-de-France alors que les revenus y sont plus élevés que dans le reste du territoire : 13,5 % en Seine-Saint-Denis, 19,2 % en Seine-et Marne... Ceci s'explique par l'existence d'autres variables susceptibles d'influencer les préférences. L'âge des conducteurs par exemple : un peu plus d'un quart des moins de 40 ans tranchent en faveur de l'électrique, contre moins d'un senior de 65 ans ou plus sur dix. Mais sans grande surprise, le fait d'habiter dans une maison – donc de pouvoir installer une prise chez soi – facilite aussi l'engagement vers l'électrique. Ceux qui logent en appartement ne sont que 12,1 % à se lancer contre 20,7 % de ceux qui occupent une maison.



Les facteurs qui influencent le choix en faveur d'une motorisation électrique. © SDES

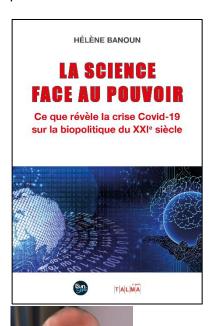
De même, la localisation des conducteurs, en centreville ou en couronne périurbaine, joue un rôle non négligeable. Souvent contraints d'utiliser leur véhicule au quotidien, les péri-urbains sont 3,4 % plus nombreux que les citadins à choisir l'électrique. Ces derniers, bénéficiant d'une offre suffisante de transports en commun, utilisent en effet majoritairement leur automobile pour des trajets de plus longues distances et moins fréquemment. Enfin, 27,9 % des couples avec enfants optent pour l'électrique contre 14 % des hommes seuls et 7,2 % des femmes seules. La proportion d'achat de voitures électriques est d'ailleurs plus élevée de 3 points lorsque le ménage dispose d'un autre véhicule. À noter également : les organisations se montrent moins volontaires que les particuliers en la matière. En 2022, elles n'ont représenté que 35,2 % des

acheteurs de véhicules électriques. Globalement, I 577 000 véhicules neufs ont été vendus en 2022 sur le territoire français, dont I3,I % seulement dotés d'un moteur électrique.

Nadia GORBATKO, journaliste, rédactrice spécialisée (Actu-Environnement)

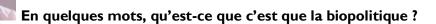
## Personne ne connait la biopolitique, mais elle, elle vous connait parfaitement!

Tous les jours le paysage médiatique sait s'animer autour de thématiques angoissantes (guerre, inondation, chômage, inflation...) mais très curieusement les dérives sociétales et liberticides que la crise de la Covid a fait vivre à une bonne partie de l'Humanité semblent ne pas intéresser une seconde la profession journalistique. Qui parle de biopolitique à part l'AlMSIB? Hélène Banoun évidemment, dont l'ouvrage a été attendu puis commenté fiévreusement « dans les milieux autorisés », mais certainement pas beaucoup plus loin pour le moment. Il est temps de permettre au plus grand nombre de réaliser pleinement ce que nous avons vécu pour nous préparer sans aucune sérénité à la suite, pour éventuellement savoir la maîtriser, bonne lecture.



Chère Hélène, il est temps de tirer un premier bilan après trois mois de parution de ton livre, « La science face au pouvoir, ce que révèle la crise Covid-19 sur la bio politique du XXIe siècle ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que les grands médias n'ont pas particulièrement relayé tes efforts d'explications quant au concept de biopolitique que tu expliques pourtant avec une remarquable clarté, cette omerta t'a-t-elle blessée?

Je m'attendais bien sûr à ne pas être relayée par les médias mainstream étant donnée leur façon d'agir depuis 4 ans avec les scientifiques critiques et particulièrement avec moi. Comme je suis retraitée et ne suis inscrite à aucun ordre professionnel, le biopouvoir n'a pas d'autres moyen de me réduire au silence que la censure et l'invisibilisation. Ainsi les plateformes internet me surveillent étroitement (facebook depuis 2017, censure par Youtube de la 2e émission du Conseil Scientifique Indépendant où je suis apparue le 5 avril 2021), me censurent insidieusement (ou de façon définitive comme LinkedIn qui m'a virée du jour au lendemain en mai 2021). Et pourtant tout ce que je publie est scruté dans les moindres lignes puisque l'AFP a déjà publié plusieurs articles de « débunkage » de mes publications Twitter un peu trop lues pour eux : ils ne font en fait que confirmer ce que j'écris tout en prétendant le contraire [1] [2] [3] [4] [5].



C'est un concept produit par Michel Foucault. C'est la façon dont le pouvoir contrôle les populations et principalement ici leur santé depuis le début de l'ère industrielle : les populations sont la richesse des Nations car ce sont elles qui la produisent ; leur santé doit être surveillée et normalisée. De nos jours le résultat est l'inverse du but recherché : le biopouvoir dégrade la santé des populations grâce à son instrument la « Santé Publique » qui n'est pas la santé des individus.

Je développe la notion de biopolitique, comme un fil rouge qui relie tous les points-clés de la crise Covid et apporte une cohérence d'ensemble au livre : au fur et à mesure de l'avancée de mon travail, je me suis rendu compte que l'irrationalité apparente de la gestion de la crise pouvait finalement s'expliquer par le concept de « biopolitique », notion théorisée par le philosophe français Michel Foucault pour expliquer comment le pouvoir s'exerce sur les populations humaines, non plus seulement dans le cadre des territoires étatiques, mais à l'échelle planétaire. La biopolitique, qui tend à notre époque à imposer des normes sanitaires à l'ensemble des populations humaines, s'appuie de plus en plus sur la vaccination comme alternative aux soins en infectiologie (et bientôt dans d'autres domaines, comme la cancérologie). Depuis le XVIIIe siècle, le vaccinisme a une dimension autoritaire, privilégiant la couverture vaccinale des populations au détriment de la santé des individus qui les composent. La gestion de la Covid-19 est cohérente avec les évolutions biopolitiques des deux derniers siècles. La vaccination est devenue une idéologie scientiste soutenue par le biopouvoir, sans corpus scientifique solide concernant son efficacité et sa sécurité. Cette idéologie a été renforcée depuis 1986 par l'Injury Act qui, aux États-Unis, offrait aux fabricants de vaccins l'impunité en cas d'effets indésirables et d'indemnisation. Depuis lors, cette impunité a été appliquée plus ou moins de la même manière dans le monde entier. Les retombées récentes de cet aspect biopolitique sont l'obligation des II vaccins pour les bébés français et la campagne de promotion du Gardasil® (contre le Human PapillomaVirus) à la rentrée scolaire de septembre 2023 chez les jeunes des deux sexes âgés de 12 ans. J'attire votre attention sur l'extension de cette politique vaccinale à des produits qui ne sont pas des vaccins, mais qui sont destinés à prévenir une maladie infectieuse. C'est le cas du Beyfortus®.

La biopolitique concerne le contrôle des populations dans d'autres domaines que la santé : identité numérique, climat... Je dénonce en particulier le détournement et l'utilisation frauduleuse de la science par la biopolitique à des fins de profit et de pouvoir. Avec la pandémie de Covid-19, le monde est brutalement entré dans l'ère du « biopouvoir », prétendant s'appuyer sur des « vérités » scientifiques pour imposer des mesures liberticides et totalitaires.

Le biopouvoir est aujourd'hui exercé par une alliance des gouvernements et des agences de santé avec les grandes industries. Les autorités officielles agissent en collaboration avec de puissantes organisations non gouvernementales pour museler et discréditer toute critique de la biopolitique et l'assimiler à la conspiration la plus ridicule.

Au-delà de ce livre, j'aimerais aider le public à comprendre le problème de la biopolitique afin d'anticiper l'avenir. Si l'épisode Covid-19 semble appartenir au passé, tout indique que la lutte contre les crises sanitaires est loin d'être terminée.

Tu te souviens certainement de nos échanges épistolaires quasi-quotidiens du début de 2020, tu t'es longtemps montrée hésitante quant à l'hypothèse d'une origine humaine de CoV-2 ce qui n'est pas très brillant pour une complotiste que certains croient voir en toi, finalement qu'est-ce qui t'a persuadé que ce « saut quantique » avait été parfaitement réalisé?

D'abord je tiens à te remercier et l'AIMSIB toute entière car sans vous je n'aurais peutêtre pas fait tout ce travail depuis 5 ans : c'est l'AIMSIB qui a publié mon premier article sur le vaccin rougeole en mai 2019. En effet au début de 2020 je ne connaissais pas grand chose à la génétique inverse, ni à l'histoire des gains de fonction, ni à la biologie des coronavirus. En me basant sur un raisonnement évolutionniste je pensais qu'un virus aussi performant que le SARS-CoV-2 devait avoir évolué naturellement et n'aurait pas pu être fabriqué en laboratoire de façon aussi réussie. Mais j'ai discuté longuement avec des spécialistes des coronavirus suite à l'alerte de Corinne Lalo qui m'a fait part de ses doutes sur l'origine du virus. Je me suis documentée sur les caractéristiques moléculaires de la pathogénicité des virus SARS, sur l'histoire des gains de fonction et sur les méthodes récentes de génétique inverse qui permettent de synthétiser un virus à partir de fragments d'ADN dont la séquence a été conçue pour contenir les mutations donnant au virus une parfaite adaptation à l'homme. Et enfin l'évolution de la biopolitique m'a permis de donner un sens à tout cela.

L'histoire des gains de fonction (GOF) sur les coronavirus nous montre clairement quelles caractéristiques moléculaires ont été identifiées, comment elles ont été ajoutées sur des virus peu transmissibles de type SARS-CoV-I de 2002. Ces expériences ont été initiées à l'Université de Caroline du Nord par Ralph Baric et ses équipes depuis les années 1980. Au cours des années 2000, une collaboration de plus en plus étroite est menée avec les virologistes chinois par l'intermédiaire de l'ONG EcoHealthAlliance financée par le gouvernement US. Les inquiétudes justifiées sur ce type de recherche ont conduit à un moratoire en 2014 et à leur délocalisation de plus en plus poussée en Chine mais les GoF ont dû continuer secrètement aux USA.

L'examen de la séquence génétique du SARS-CoV-2 permet de retrouver exactement ces parties importantes du génome : la forte affinité du virus pour l'ACE2 humain (la « clé » qui permet au virus d'ouvrir la porte de nombreux types cellulaires), le site furine (le « bras » du virus qui permet d'ouvrir cette porte) et d'autres séquences qui permettent au virus d'entrer dans les cellules immunitaires qui ne possèdent pas la « serrure » ACE2.

Ton livre explique avec une précision accablante que finalement l'industrie pharmaceutique, qui a profité de la crise d'une manière jamais vue dans l'histoire, ne serait peut-être pas l'instigatrice première de cette recherche effrénée sur les gains de fonction...

Le biopouvoir tend à imposer des normes sanitaires à l'ensemble de la population humaine et ceci passe en particulier par la vaccination généralisée contre les pathogènes connus et à venir. Dans ce but les autorités sanitaires financent des recherches visant à anticiper l'émergence de nouveaux virus : les gains de fonction font partie de ce processus. Il s'agit de concevoir et produire des virus supposés capables d'émerger. Les scientifiques recherchent quelles sont les caractéristiques moléculaires susceptibles d'augmenter la pathogénicité et la transmissibilité à l'homme des virus connus. Ils fabriquent ensuite des virus chimères fondés sur les virus existants auxquels ils ajoutent ces caractéristiques. En même temps ils recherchent des vaccins susceptibles de protéger la population contre ces virus censés devoir émerger dans le futur.

De plus, tous ces scientifiques et responsables du biopouvoir possèdent des intérêts financiers dans l'industrie des vaccins, ils ne sont donc pas indifférents aux profits que pourra réaliser Big Pharma à partir de leurs découvertes, mais cela vient après l'élaboration de leurs programmes de recherche. Il ne faut pas oublier le système des portes tournantes qui fait passer en flux continu les mêmes individus des postes de responsables des autorités sanitaires à des fonctions importantes dans l'industrie pharmaceutique. Il s'agit bien de la responsabilité du biopouvoir en entier.

Tu abordes le thème glissant des effets indésirables des vaccins anti-Covid, je te rappelle qu'officiellement il n'y en a pas hormis quelques aménorrhées passagères, Il y aurait de la vraie science publiée et digne de foi sur ce thème ?

L'explication biologique des effets indésirables des vaccins Covid, oui, nous avons de la science! Tous les vaccins actuels ciblent la protéine Spike du SARS-CoV-2. Cette protéine est maintenant largement reconnue comme étant l'une des causes (si ce n'est la principale) de la pathogénicité du virus. Dès le printemps 2020, Jean-Marc Sabatier explique les effets potentiellement nocifs de l'infection par le SARS-CoV-2 en raison de l'interaction de la protéine Spike avec le récepteur cellulaire humain ACE2. Ce récepteur joue un rôle crucial dans le système rénine-angiotensine, qui régule non seulement la pression artérielle et l'équilibre hydroélectrolytique, mais il est également impliqué dans des processus inflammatoires et de coagulation.

Les quantités de Spike circulant chez des vaccinés peuvent être équivalentes ou grandement supérieures à celles produites lors d'une infection Covid-19 grave. On sait désormais que la protéine Spike a la capacité de traverser la barrière hémato-encéphalique et qu'elle est neurotoxique. Il a également été découvert que la Spike entraîne l'agglutination des globules rouges

De nombreux types cellulaires de la personne vaccinée vont intégrer l'ARNm et produire de la Spike. Cette protéine, une fois à la surface de ces cellules, sera identifiée comme étrangère par le système immunitaire, qui pourrait alors les éliminer. Cette action pourrait causer des nécroses dans des organes essentiels. La Spike présente des similitudes avec des protéines humaines, ce qui pourrait conduire à des maladies autoimmunes après l'immunisation contre cette protéine.

L'ARNm de vaccins n'est pas naturel : « Mod » de Moderna veut dire modifié, ces modifications ne sont pas sans risques. La stabilité accrue de la protéine Spike produite sur la base de cet ARNm pourrait la rendre plus toxique que sa version originale. Il s'agit d'une protéine Spike mutée. Produite à partir du vaccin, elle est volontairement différente de la Spike virale. De plus, la modification de l'ARNm pourrait entraîner des erreurs de copie et des repliements incorrects de la protéine Spike. Dans certains cas, cela pourrait conduire la protéine à agir comme un prion, provoquant des maladies dégénératives similaires à la maladie de Creutzfeldt-lakob.

Par ailleurs, l'ARNm est encapsulé dans des nanoparticules lipidiques pour le protéger et faciliter son transport. Ces particules jouent également un rôle d'adjuvant, dont les effets exacts restent mal connus. Parmi les composants de ces nanoparticules, on trouve le polyéthylène glycol (PEG), une substance qui a été associée à des réactions anaphylactiques.

Et aujourd'hui les saignements menstruels ne sont pas les seuls effets indésirables reconnus par l'ANSM [6], les effets confirmés sont :

Pour Pfizer : Hypertension artérielle, Myocardite / péricardite, Saignements menstruels importants et les effets potentiels sous surveillance sont nombreux.

Pour Moderna : Troubles vasculaires de type d'hypertension artérielle, Réaction retardée (réaction locale douloureuse, érythémateuse, prurigineuse au site d'injection), Myocardite / péricardite, Erythème polymorphe, Saignements menstruels importants.

À cela s'ajoutent de nombreux effets sous surveillance non encore officiellement confirmés bien que des milliers de publications relues par les pairs en fassent état [7] [8]

Et il y en a aussi pour les autres vaccins Covid (Novavax, Astra-Zeneca et Janssen).

Attention voilà la question piège, celle de l'anticipation et bien sûr, tout le monde ne lit pas parfaitement l'avenir dans le fond de sa tasse de café alors lis bien : tout ça pour rien ou tout ça pour préparer une suite sociétale définitivement liberticide ?

Il faut lire *The Great Reset* de Klaus Schwab et Thierry Malleret publié en juillet 2020 : pour eux, la pandémie représente une « fenêtre d'opportunité » pour restructurer et réinitialiser l'économie mondiale selon les plans du Forum Économique Mondial. Pour les auteurs, il y aura un avant et un après-crise Covid-19, et pas seulement pour les industries qui auront beaucoup profité de la gestion de la pandémie, comme les big tech et les industries de la santé. Un retour à l'ère pré-pandémique est d'après eux inimaginable pour les secteurs du spectacle, du voyage, de l'hôtellerie et les autres, qui devront tous s'adapter... L'avenir dira si ces gourous de la grande réinitialisation ont réussi, mais leurs intentions ne sont en tout cas pas cachées.

#### Voici la conclusion de mon livre : comment contrer cette biopolitique du futur ?

La balle est dans le camp de la population et des élus, qui doivent s'emparer du travail critique que nous continuons à élaborer, par exemple en France avec le Conseil Scientifique Indépendant (CSI), l'association Bon Sens ou l'AIMSIB. De nombreux collectifs sont maintenant en place et portent la responsabilité d'éclairer ceux qui doutent. Cependant, ils doivent se battre pour accéder à des informations et des analyses indépendantes, critiques et honnêtes. Pour répondre à cette demande, il faut signaler les efforts du média en ligne France Soir, qui continue à publier le travail original de collectifs de scientifiques de haut niveau (choisissant parfois l'anonymat pour leur sécurité).

Savoir, c'est pouvoir. C'est à chacun de trouver les bons canaux pour s'informer et agir, et cela commence par briser le mur de la censure par tous les moyens possibles.

Dr Vincent RELIQUET Hélène BANOUN 4 Mars 2024

#### Notes et références :

- [1] https://factuel.afp.com/doc.afp.com.33VD7VZ
- [2] https://factuel.afp.com/doc.afp.com.347Y24Q
- [3] https://factuel.afp.com/doc.afp.com.33PY73Q
- [4] https://factuel.afp.com/doc.afp.com.33NH7VD
- [5] https://factcheck.afp.com/doc.afp.com.33398EC
- [6] https://ansm.sante.fr/uploads/2023/08/28/2023-06-08-fiche-de-synthese-61-vaccins-covid.pdf
- [7] https://drtrozzi.org/fr/2023/09/28/1000-peer-reviewed-articles-on-vaccine-injuries/
- [8] https://elcolectivodeuno.wordpress.com/2021/12/29/how-much-more-evidence-do-you-need-here-is-a-list-of-860-scientific-studies-and-reports-linking-covid-vaccines-to-hundreds-of-adverse-effects-and-deaths/

Auteur de l'article : La rédaction de l'AIMSIB, 4 mars 2024

### L'Europe au pas cadencé

À cinq mois des élections européennes, un événement éclaire le paysage radieux de la démocratie au sein de l'Union : pour châtier la Hongrie, dont le premier ministre refusait en janvier dernier d'entériner un plan d'aide de 50 milliards d'euros à l'Ukraine, Bruxelles a tout simplement menacé de détruire son économie. Les détails ont été révélés par le Financial Times (29 janvier 2024). « Bruxelles a mis au point une stratégie visant à cibler explicitement les faiblesses économiques de la Hongrie, à mettre en péril sa monnaie et à provoquer un effondrement de la confiance des investisseurs afin de nuire à "l'emploi et à la croissance" si Budapest refuse de lever son veto contre l'aide accordée à Kiev », explique le quotidien d'affaires britannique, qui a eu accès aux documents. Concrètement, si M. Viktor Orbán n'alignait pas sa politique étrangère sur celle de ses homologues, « ces derniers s'engageraient publiquement à couper tout financement européen à Budapest dans l'intention d'effrayer les marchés, de déclencher une crise monétaire sur le forint, et de faire exploser le coût des emprunts du pays ». Trois jours plus tard, le l'er février, M. Orbán capitulait.

Certes, la fuite opportune de ce plan de sabotage a suffi à produire son effet. Et l'idéologie du premier ministre hongrois n'appelle pas une compassion excessive : autoritaire et réactionnaire, cet anticommuniste forcené proche de l'extrême droite piétine l'indépendance du pouvoir judiciaire et le droit des minorités. Mais ce chantage à la ruine crée un précédent : déployé contre la Hongrie de M. Orbán, il pourra l'être demain contre un gouvernement de gauche qui serait élu, par exemple, sur un programme de rupture avec le libre-échange ou l'atlantisme. Car l'action coercitive de Bruxelles contre les États membres déviants franchit ici un nouveau palier : en 2015, l'Europe avait menacé de ne pas secourir la Grèce pour la contraindre à accepter un plan d'austérité draconien ; désormais, elle se dit prête à ravager l'économie du récalcitrant.

Cet acte de répression politique paraît d'autant plus disproportionné que la Hongrie n'a cette fois enfreint aucun traité (plusieurs entorses au droit européen avaient par le passé motivé l'ouverture de procédures d'infractions contre Budapest ou Varsovie). En posant son veto à une aide militaro-financière à l'Ukraine, la Hongrie exprime un choix de politique étrangère. Or, contrairement à ce que suggère l'agitation frénétique de M<sup>me</sup> Ursula von der Leyen, la Commission qu'elle préside ne dispose d'aucun pouvoir de décision dans ce domaine, lequel relève du Conseil européen, c'est-à-dire les chefs d'État et de gouvernement, qui doivent se prononcer à l'unanimité. En 2003, la possibilité de décider souverainement de la guerre et de la paix avait permis à la France, à l'Allemagne et à la Belgique de s'opposer à l'invasion de l'Irak contre une majorité d'États européens ralliés aux États-Unis. Le pourraient-ils – le voudraient-ils – encore ?

Désormais aux avant-postes du bellicisme, Paris et Berlin comptent sur une forme de keynésianisme militaire combinée à l'austérité sociale pour relancer leurs économies cabossées par les sanctions imposées à Moscou. « Nous devons nous préparer à la guerre en Europe », a proclamé en octobre 2023 le ministre (social-démocrate) de la défense allemand en visant implicitement la Russie, un pays où la Wehrmacht a laissé vingt-six millions de cadavres. Des écologistes aux socialistes en passant par les conservateurs, la furia militariste se propage, alimentée par la perspective d'un retour à la Maison Blanche d'un Donald Trump plus isolationniste que jamais. Le coup de force de Bruxelles contre Budapest sonne comme l'appel au clairon : garde-à-vous !

Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, mars 2024)

### Comment l'Occident a été vaincu

Emmanuel Todd, historien, démographe, anthropologue, sociologue et analyste politique, fait partie d'une race en voie de disparition : l'un des derniers représentants de l'intelligentzia française de la vieille école – un héritier de ceux qui, comme Braudel, Sartre, Deleuze et Foucault, ont ébloui les jeunes générations successives de la guerre froide, de l'Ouest à l'Est.

La première pépite concernant son dernier livre, « La défaite de l'Occident », est le petit miracle de sa publication la semaine dernière en France, au sein même de la sphère de l'OTAN : un livre grenade, par un penseur indépendant, basé sur des faits et des données vérifiées, faisant exploser tout l'édifice de la russophobie érigé autour de l'« agression » par le « Tsar » Poutine.

Au moins certains secteurs des médias strictement contrôlés par les oligarques en France ne pouvaient tout simplement pas ignorer Todd cette fois-ci, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce qu'il a été le premier intellectuel occidental, dès 1976, à prédire la chute de l'URSS dans son livre « *La chute finale* », en s'appuyant sur les taux de mortalité infantile en Union soviétique.

Une autre raison essentielle est son livre « Après l'empire » de 2002, une sorte d'aperçu du déclin et de la chute de l'Empire, publié quelques mois avant « Choc et Effroi » en Irak.

Aujourd'hui, Todd, dans ce qu'il a défini comme son dernier livre (« J'ai fermé le cercle »), se permet d'aller jusqu'au bout et de dépeindre méticuleusement la défaite non seulement des États-Unis, mais de l'Occident dans son ensemble, en concentrant ses recherches sur la guerre en Ukraine et ses environs.

Compte tenu de l'environnement toxique de l'OTAN, où la russophobie et la culture de l'annulation règnent en maître et où tout écart est punissable, Todd a pris soin de ne pas présenter le processus actuel comme une victoire russe en Ukraine (bien que cela soit sous-entendu dans tout ce qu'il décrit, depuis plusieurs indicateurs de paix sociale jusqu'à la stabilité globale du « système Poutine », qui est « un produit de l'histoire de la Russie, et non l'œuvre d'un seul homme »).

Il se concentre plutôt sur les principales raisons qui ont conduit à la chute de l'Occident. Parmi elles :

- ► la fin de l'État-nation ;
- ▶ la désindustrialisation (qui explique le déficit de l'OTAN dans la production d'armes pour l'Ukraine) ;
- ▶ le « degré zéro » de la matrice religieuse de l'Occident, le protestantisme ;
- ▶ la forte augmentation des taux de mortalité aux États-Unis (beaucoup plus élevés qu'en Russie), ainsi que des suicides et des homicides ;
- ▶ et la suprématie d'un nihilisme impérial exprimé par l'obsession des guerres éternelles.

#### L'effondrement du protestantisme

Todd analyse méthodiquement, dans l'ordre, la Russie, l'Ukraine, l'Europe de l'Est, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Scandinavie et enfin l'Empire. Concentrons-nous sur ce qui serait les 12 principaux points de son remarquable exercice.

- I. Au début de l'opération militaire spéciale (SMO) en février 2022, le PIB combiné de la Russie et de la Biélorussie ne représente que 3,3% de celui de l'Occident réuni (en l'occurrence la sphère de l'OTAN plus le Japon et la Corée du Sud). Todd s'étonne que ces 3,3%, capables de produire plus d'armes que l'ensemble du colosse occidental, non seulement gagnent la guerre, mais réduisent à néant les notions dominantes de l'« économie politique néolibérale » (taux de PIB).
- **2.** La « solitude idéologique » et le « narcissisme idéologique » de l'Occident incapable de comprendre, par exemple, comment « l'ensemble du monde musulman semble considérer la Russie comme un partenaire plutôt que comme un adversaire ».
- **3.** Todd rejette la notion d'« État wébérien » évoquant une délicieuse compatibilité de vision entre Poutine et le praticien américain de la realpolitik John Mearsheimer. Parce qu'ils sont contraints de survivre dans un environnement où seuls les rapports de force comptent, les États se comportent désormais comme des « agents hobbesiens ». Et cela nous amène à la notion russe d'État-nation, centrée sur la « souveraineté » : la capacité d'un État à définir de manière indépendante ses politiques internes et externes, sans la moindre ingérence étrangère.

- **4.** L'implosion, étape par étape, de la culture WASP, qui a conduit, « depuis les années 1960 », à « un empire privé de centre et de projet, un organisme essentiellement militaire géré par un groupe sans culture (au sens anthropologique) ». Voilà comment Todd définit les néocons américains.
- **5.** Les États-Unis en tant qu'entité « post-impériale » : une simple coquille de machinerie militaire privée d'une culture axée sur l'intelligence, conduisant à « une expansion militaire accentuée dans une phase de contraction massive de sa base industrielle ». Comme le souligne Todd, « la guerre moderne sans industrie est un oxymore ».
- **6.** Le piège démographique : Todd montre comment les stratèges de Washington « ont oublié qu'un État dont la population jouit d'un niveau éducatif et technologique élevé, même s'il diminue, ne perd pas sa puissance militaire ». C'est exactement le cas de la Russie pendant les années Poutine.
- 7. Nous atteignons ici le cœur de l'argumentation de Todd : sa réinterprétation post-Max Weber de « L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme », publiée il y a un peu plus d'un siècle, en 1904/1905 : « Si le protestantisme a été la matrice de l'ascension de l'Occident, sa mort, aujourd'hui, est la cause de sa désintégration et de sa défaite ». Todd définit clairement comment la « Glorieuse Révolution » anglaise de 1688, la Déclaration d'indépendance américaine de 1776 et la Révolution française de 1789 ont été les véritables piliers de l'Occident libéral. Par conséquent, un « Occident » élargi n'est pas historiquement « libéral », car il a également engendré « le fascisme italien, le nazisme allemand et le militarisme japonais ».

En bref, Todd montre comment le protestantisme a imposé l'alphabétisation universelle aux populations qu'il contrôlait, « parce que tous les fidèles doivent avoir un accès direct aux Saintes Écritures. Une population alphabétisée est capable de développement économique et technologique. La religion protestante a modelé, par accident, une maind'œuvre supérieure et efficace ». Et c'est en ce sens que l'Allemagne était « au cœur du développement occidental », même si la révolution industrielle a eu lieu en Angleterre.

La formulation clé de Todd est incontestable : « Le facteur crucial de l'ascension de l'Occident a été l'attachement du protestantisme à l'alphabétisation ».

Le protestantisme, souligne Todd, est d'ailleurs deux fois au cœur de l'histoire de l'Occident : par le biais de l'éducation et de l'économie – la peur de la damnation et le besoin de se sentir choisi par Dieu engendrant une éthique du travail et une morale collective forte – et par l'idée que les hommes sont inégaux (souvenezvous du « fardeau de l'homme blanc »).

- **8.** La critique acerbe de Todd sur l'esprit de 1968 mériterait un tout nouveau livre. Il évoque « l'une des grandes illusions des années 60 entre la révolution sexuelle anglo-américaine et Mai 68 en France » : « croire que l'individu serait plus grand s'il était libéré du collectif ». Cela a conduit à une débâcle inévitable : « Maintenant que nous sommes libérés, en masse, des croyances métaphysiques, fondatrices et dérivées, communistes, socialistes ou nationalistes, nous vivons l'expérience du vide ». Et c'est ainsi que nous sommes devenus « une multitude de nains mimétiques qui n'osent pas penser par eux-mêmes mais se révèlent aussi capables d'intolérance que les croyants de l'Antiquité ».
- 9. La brève analyse de Todd sur la signification profonde du transgendérisme ébranle complètement l'Église des Woke de New York à la sphère européenne, et provoquera des crises de rage en série. Il montre comment le transgendérisme est « l'un des drapeaux de ce nihilisme qui définit aujourd'hui l'Occident, cette volonté de détruire non seulement les choses et les hommes, mais aussi la réalité ».

Et il y a un bonus analytique : « L'idéologie transgenre dit qu'un homme peut devenir une femme, et qu'une femme peut devenir un homme. Il s'agit d'une fausse affirmation et, en ce sens, elle est proche du cœur théorique du nihilisme occidental ». La situation est encore pire en ce qui concerne les ramifications géopolitiques. Todd établit un lien mental et social ludique entre ce culte du faux et le comportement bancal de l'hégémon dans les relations internationales. Exemple : l'accord sur le nucléaire iranien conclu sous Obama qui devient un régime de sanctions dures sous Trump. Todd : « La politique étrangère américaine est, à sa manière, gender fluid ».

- 10. Le « suicide assisté » de l'Europe. Todd rappelle que l'Europe, au départ, c'était le couple franco-allemand. Puis, après la crise financière de 2007/2008, ce couple s'est transformé en « un mariage patriarcal, avec l'Allemagne comme époux dominant qui n'écoute plus son compagnon ». L'UE a abandonné toute prétention à défendre les intérêts de l'Europe en se coupant de l'énergie et du commerce avec son partenaire, la Russie, et en se sanctionnant elle-même. Todd identifie, à juste titre, l'axe Paris-Berlin remplacé par l'axe Londres-Varsovie-Kiev: ce fut « la fin de l'Europe en tant qu'acteur géopolitique autonome ». Et cela s'est produit seulement 20 ans après l'opposition commune de la France et de l'Allemagne à la guerre néoconservatrice contre l'Irak.
- **II.** Todd définit correctement l'OTAN en plongeant dans « leur inconscient » : « Nous constatons que son dispositif militaire, idéologique et psychologique n'existe pas pour protéger l'Europe occidentale, mais pour la contrôler ».
- 12. En tandem avec plusieurs analystes en Russie, en Chine, en Iran et parmi les indépendants en Europe, Todd est sûr que l'obsession américaine depuis les années 1990 de couper l'Allemagne de la Russie conduira à

l'échec : « Tôt ou tard, ils collaboreront », car « leurs spécialisations économiques les définissent comme complémentaires ». La défaite en Ukraine ouvrira la voie, car une « force gravitationnelle » séduit réciproquement l'Allemagne et la Russie.

Avant cela, et contrairement à pratiquement tous les « analystes » occidentaux de la sphère principale de l'OTAN, Poutine comprend que Moscou est prête à gagner contre l'ensemble de l'OTAN, et pas seulement contre l'Ukraine, en profitant d'une fenêtre d'opportunité identifiée par Poutine au début de l'année 2022. Todd parie sur une fenêtre de 5 ans, c'est-à-dire une fin de partie en 2027. Il est intéressant de comparer avec le ministre de la Défense Choïgou, qui a déclaré l'année dernière : le SMO prendra fin d'ici 2025.

Quelle que soit l'échéance, tout cela implique une victoire totale de la Russie, le vainqueur dictant toutes les conditions. Pas de négociations, pas de cessez-le-feu, pas de conflit gelé – comme le fait désespérément miroiter l'hégémon.

#### Davos met en scène le triomphe de l'Occident

L'ample mérite de Todd, si évident dans le livre, est d'utiliser l'histoire et l'anthropologie pour amener la fausse conscience de la société occidentale au divan. C'est ainsi qu'en se concentrant, par exemple, sur l'étude de structures familiales très spécifiques en Europe, il parvient à expliquer la réalité d'une manière qui échappe totalement au lavage de cerveau des masses collectives occidentales qui s'attardent sous le turbonéolibéralisme.

Il va sans dire que le livre de Todd, basé sur la réalité, ne fera pas l'unanimité parmi les élites de Davos. Ce qui s'est passé cette semaine à Davos a été extrêmement instructif. Tout est révélé au grand jour.

De la part de tous les suspects habituels – la toxique Médusa von der Leyen de l'UE, le belliciste Stoltenberg de l'OTAN, BlackRock, JP Morgan et d'autres grands patrons qui serrent la main de leurs jouets en sweatshirt à Kiev – le message du « Triomphe de l'Occident » est monolithique.

La guerre, c'est la paix. L'Ukraine n'est pas en train de perdre et la Russie n'est pas en train de gagner. Si vous n'êtes pas d'accord avec nous – sur quoi que ce soit – vous serez censuré pour « discours de haine ». Nous voulons le Nouvel Ordre Mondial – quoi que vous en pensiez, vous les paysans de bas étage – et nous le voulons maintenant.

Et si tout échoue, une maladie X préfabriquée viendra vous chercher.

Pepe ESCOBAR reseauinternational.net 20 janvier 2024

Source : Sputnik Globe Traduction Réseau International

https://fr.sott.net/article/43197-Comment-I-Occident-a-ete-vaincu

## Amérique Latine en Résistance : tensions régionales et ingérence impériale

Une vieille querelle territoriale a fait beaucoup de vagues en Amérique latine et dans les Caraïbes ces derniers mois. Il s'agit du litige autour du territoire de l'Esequibo, actuellement administré par le Guyana sur 160 000 kilomètres carrés, mais qui est revendiqué par le Venezuela.

L'histoire de cette controverse remonte à plus de 200 ans et a été constamment marquée par des intérêts impériaux. Jusqu'au XVIIIe siècle, la puissance européenne la plus présente était les Pays-Bas. Par la suite, l'Empire espagnol, en établissant la Capitainerie Générale du Venezuela, a imposé le fleuve Esequibo comme sa frontière orientale.

Lorsque le Venezuela a obtenu son indépendance au début du XIXe siècle, il a hérité du territoire précédemment sous domination espagnole. À cette époque, son voisin était déjà le Royaume-Uni, qui avait « reçu » le Guyana dans le cadre du traité anglo-néerlandais de 1814. Le gouvernement britannique avait initialement accepté la frontière proposée par le Venezuela.

Cependant, des explorateurs britanniques commencèrent à découvrir de l'or dans la région, et le Royaume-Uni a progressivement déplacé sa frontière vers l'ouest. Suite aux protestations du Venezuela, les États-Unis étaient intervenus en invoquant la Doctrine Monroe.

Les dirigeants américains avaient persuadé le fragile gouvernement vénézuélien qu'ils défendraient ses intérêts devant un tribunal arbitral à Paris. Le résultat fut tragique : les cinq juges attribuèrent presque tout le territoire contesté au Royaume-Uni. Le Venezuela rejeta la décision, mais il n'y avait guère d'autre recours.

Cette situation demeura en arrière-plan jusqu'aux années 60. En faisant valoir des révélations de collusion dans l'arbitrage de Paris, et encouragé par les États-Unis qui voulaient contrer la menace d'un gouvernement socialiste au Guyana indépendant, le Venezuela déposa une plainte auprès des Nations Unies. Le résultat se solda en février 1966 avec la signature de l'Accord de Genève qui engageait le Venezuela, le Royaume-Uni et la Guyane britannique à rechercher une solution mutuellement satisfaisante au différend frontalier. Quelques mois plus tard, la République Coopérative du Guyana remplaça son ex-puissance colonisatrice dans le traité. Cependant, il n'y eut jamais de progrès dans le sens d'une résolution, principalement en raison d'interprétations divergentes de l'Accord de Genève. Le Venezuela affirme que le document implique l'annulation du jugement de 1899 et requiert des négociations directes. En revanche, le Guyana soutient que la nullité du jugement n'a pas été prouvée devant un tribunal, et que tant qu'elle ne l'aura pas été, il n'y a rien à discuter.

Cette querelle a connu des hauts et des bas, loin des priorités des gouvernements successifs. Hugo Chávez a mentionné cette controverse comme étant un héritage des anciens empires qui serait résolu à un moment donné. Il a plutôt mis l'accent sur de bonnes relations et une coopération avec le Guyana et la région des Caraïbes. Le meilleur exemple de cela fut le programme PetroCaribe qui fournissait du pétrole et des carburants aux pays des Caraïbes dans des conditions favorables pour briser, de cette façon, la domination des États-Unis et de ses entreprises.

Cependant, tout devait changer en 2015 lorsqu'ExxonMobil a découvert d'énormes réserves de pétrole dans les eaux territoriales de l'Esequibo. L'intérêt pour cette frontière a malheureusement toujours été lié aux ressources naturelles.

Le Venezuela a constamment protesté contre l'exploitation des ressources dans ces eaux, dont les frontières n'avaient pas été délimitées et qui violait l'Accord de Genève. En revanche, le Guyana a cherché une solution unilatérale au différend devant la Cour Internationale de Justice (CIJ), en cherchant à faire reconnaître la frontière de 1899 comme définitive, tandis que le Venezuela déclare ne pas reconnaître la compétence de la CIJ dans cette affaire.

Le différend a atteint un nouveau sommet ces derniers mois lorsque le gouvernement guyanais a annoncé une nouvelle série d'autorisations pour des blocs pétroliers qui concernent des réserves qui se trouvent probablement dans les eaux vénézuéliennes. Le gouvernement de Nicolas Maduro a répondu en appelant à un référendum où une grande majorité des votants a soutenu la revendication historique du pays sur le territoire en question.

Ont suivi des tensions et déclarations provocatrices de la part des deux capitales. La presse occidentale a évoqué l'idée d'un conflit imminent, bien que cela n'ait jamais été une possibilité réaliste. Enfin, divers organismes régionaux tels que la Communauté caribéenne (CARICOM) et la CELAC, ainsi que le gouvernement brésilien, sont intervenus pour servir de médiateur.

Le résultat a débouché sur un sommet entre les présidents Maduro et Irfaan Ali à Saint-Vincent. Les deux gouvernements ont publié une déclaration commune s'engageant à ne pas recourir à la force pour régler le conflit et à poursuivre le dialogue.

Quelques jours plus tard, l'accord a été mis à l'épreuve lorsque le Royaume-Uni, attaché à son impérialisme déclinant, a décidé d'envoyer un navire de guerre au Guyana pour « soutenir » son ancienne colonie. Le Venezuela a réagi à la « provocation » en organisant des exercices militaires et en accusant son voisin de rompre le traité récent. À ce qu'il paraît, cela n'aura été qu'une occasion pour le gouvernement vénézuélien de fixer sa position.

Derrière ces tensions et cette dispute apparemment anachronique se trouvent les intérêts corporatifs et américains. Cela concerne évidemment le marché colossal que représente le Guyana pour ExxonMobil, ce qui s'est traduit par la grande influence de la multinationale.

Un reportage de The Intercept concluait que « la limite entre : où se termine l'entreprise et où commence le gouvernement, est loin d'être claire ».

En même temps, Washington n'a pas besoin d'une invitation pour s'immiscer. Le *Commando Sur* (Commandement Sud) a mené plusieurs exercices militaires conjoints avec les Forces de défense du Guyana ces dernières années. Les autorités vénézuéliennes ont dénoncé à plusieurs reprises des projets visant à établir une base militaire américaine au Guyana, y compris dans l'Esequibo lui-même. Il est assez clair que les États-Unis cherchent à affaiblir voire à provoquer un pays qui a représenté une menace significative pour leur hégémonie au cours du dernier quart de siècle.

La réponse face à la déprédation corporative et aux menaces impérialistes est la solidarité et la coopération régionale. Malheureusement, on en a vu très peu. La position vénézuélienne est presque celle de la « propriété » (« l'Esequibo est à nous »). De même, le Guyana revendique les actions de son ancienne puissance coloniale et menace d'intervenir avec des « alliés » tels que les États-Unis.

Porter le regard sur l'héritage de Chávez et sur des exemples comme PetroCaribe serait bénéfique pour le Venezuela, le Guyana et toute la région. Ce sont des précédents, des exemples de l'utilisation souveraine des ressources naturelles au bénéfice des peuples. Dans ce conflit, presque rien n'est dit sur les 125 000 personnes qui vivent dans l'Esequibo, personne ne semble vraiment s'en soucier.

Tant que l'ennemi commun ne sera pas identifié, seules les grandes corporations en tireront profit, l'empire américain encouragera les divisions, et on perdra du temps dans des tensions et des menaces aussi inutiles que potentiellement destructrices.

Traduit par Ines Mahjoubi. Relecture par Sylvie Carrasco.

Source : Investig'Action

#### Analyses et témoignages

Les opinions exprimées dans les articles publiés sur le site d'Investig'Action n'engagent que le ou les auteurs. Les articles publiés par Investig'Action et dont la source indiquée est « Investig'Action » peuvent être reproduits en mentionnant la source avec un lien hypertexte renvoyant vers le site original. Attention toutefois, les photos ne portant pas la mention CC (creative commons) ne sont pas libres de droit.

Jessica DOS SANTOS, Ricardo VAZ 9 janvier 2024

## Amérique Latine en Résistance : Équateur sans loi

Les gros titres sur l'Équateur dans la presse internationale se sont concentrés sur un seul thème : l'(in)sécurité. Les nouvelles parlaient d'émeutes dans les prisons, de l'expansion de groupes armés et même de l'assassinat d'un candidat présidentiel.

Cependant, cette crise a connu une nouvelle vague de violence début janvier lorsque des bandes criminelles ont pris le contrôle de centres pénitentiaires et parvinrent à s'évader dans certains cas. Un groupe est même parvenu à prendre des otages dans les locaux d'une chaîne de télévision en direct.

Le président fraîchement élu, Daniel Noboa, a essentiellement déclaré une guerre interne, en augmentant la présence et le rôle de l'armée. Le leader de droite ainsi que d'autres personnalités politiques ont utilisé leur joker favori : rejeter la faute sur les gouvernements de Rafael Correa (2007-2017).

Cependant, la réalité est toute autre.

Lorsque, dans les années 2000, la violence a augmenté en Équateur et que les homicides se sont aggravés, Correa et son équipe ont décidé de faire face aux gangs de rue avec une politique inédite, s'éloignant de la « main de fer » habituelle. Au lieu de concevoir une guerre ouverte contre la criminalité, il a dialogué avec les bandes les plus importantes, les a légalisées et a soutenu les volontaires des gangs pour qu'ils se forment et travaillent.

Ainsi, les Latin Kings, aujourd'hui déclarés « organisation terroriste » par Noboa, ont été catégorisés comme « groupe de jeunes urbains »; beaucoup se sont affiliés à des mouvements politiques comme le parti corréiste, Alianza País. Un ancien Latin King, Ronny Aleaga, est même devenu député national.

Au-delà de leur politique de lutte contre les gangs, les gouvernements de Correa se sont également caractérisés par des politiques sociales qui ont considérablement amélioré les conditions de vie dans les régions les plus pauvres du pays. Les jeunes exclus ont ainsi pu bénéficier de plus d'opportunités notamment en matière d'éducation.

En même temps, les forces de sécurité ont bénéficié d'une avancée avec l'augmentation de leur salaire et la fourniture d'équipement approprié ainsi que la création d'institutions spécialisées pour coordonner les politiques de sécurité.

Les résultats étaient évidents. Selon la Banque mondiale, l'Équateur est passé de 16 à 6 homicides pour 100 000 habitants entre 2007 et 2017, l'un des taux les plus bas d'Amérique latine.



**AFP** 

Équateur : 5 clés pour comprendre un pays brisé, par Gerardo Szalkowicz

À l'heure actuelle, le paysage est très différent. Les groupes criminels ont infiltré les institutions. Dans un pays de 17 millions d'habitants, 39 000 personnes sont entassées dans des prisons. Le taux d'homicides a déjà atteint 45 pour 100 000 habitants, sept fois plus qu'en 2017.

Comment expliquer ce désastre ? En un mot : néolibéralisme. Les gouvernements de Lenín Moreno et Guillermo Lasso, avec le soutien enthousiaste du Fonds Monétaire International, ont imposé l'austérité à tous les niveaux, réduisant les programmes publics et les forces de sécurité, fermant des institutions, etc. Le résultat a été une augmentation grave de la pauvreté et des inégalités.

Parallèlement, ils ont réintroduit des politiques draconiennes telles que des peines sévères pour les personnes arrêtées en possession de petites quantités de drogue, ce qui a entraîné une situation de surpopulation carcérale dans un « territoire » traditionnellement contrôlé par des mafias.

Pour aggraver les conditions internes, les cartels colombiens ont également commencé à déplacer leurs routes de la drogue vers la frontière pour accéder au Pacifique via les ports équatoriens. Face à un État de moins en moins présent, les groupes colombiens ont simplement comblé ce vide de pouvoir.

Daniel Noboa a peu de temps pour trouver des solutions, car il a été tout juste élu pour terminer le mandat de Guillermo Lasso. Avec de nouvelles élections prévues pour la première moitié de 2025, Noboa a quelques mois pour, au moins, commencer à inverser le chaos actuel. Pour la gauche et le « Correísmo », le défi est de proposer clairement une alternative sans tomber dans la solution facile de la « main de fer ».

D'un autre côté, les États-Unis ne manquent pas une occasion pour sortir leurs griffes. Au beau milieu de la crise sécuritaire, plusieurs responsables américains, civils et militaires, se sont proposés pour offrir une « aide » dans le cadre d'un programme qui a été comparé au Plan Colombie.

Plusieurs précédents montrent que la présence accrue des États-Unis et de leurs agences n'a que peu d'effet sur la réduction du trafic de drogue ou de la violence. En revanche, ils réussissent à miner la souveraineté, à protéger les intérêts des entreprises et à fomenter des coups d'État contre les gouvernements de gauche. L'insécurité et le trafic de drogue requièrent une réponse structurelle, mais Washington fait absolument partie du problème et non de la solution.

Jessica DOS SANTOS, Ricardo VAZ

Traduit par Ines Mahjoubi. Relecture par Sylvie Carrasco.

Source: Investig'Action

# Amérique Latine en Résistance : Élections à l'horizon pour le Venezuela

Le Conseil National Électoral (CNE) vénézuélien a fixé la date des élections présidentielles au 28 juillet prochain. La campagne électorale se déroule dans un contexte d'agression impérialiste accrue et l'enjeu est de taille pour les différentes forces de l'échiquier politique.

Pour le Président Nicolas Maduro et le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), l'objectif est de remporter un nouveau mandat jusqu'en 2030, ce qui signifierait plus de trois décennies au pouvoir pour le chavisme.

Le « parti au pouvoir », malgré des conditions économiques difficiles qui résultent du blocus américain, a conservé une solide base de soutien qui lui offre une assise significative dans la compétition électorale. Cependant, il est confronté au défi de regagner des électeurs déçus ou éventuellement de trouver le soutien de nouveaux secteurs.

La politique de Maduro a cherché des équilibres pragmatiques dans des conditions adverses. D'une part, il a maintenu certains programmes sociaux (comme les paniers alimentaires subventionnés, CLAP) et, d'autre part, il a également annoncé, pendant la période de pré-campagne, plusieurs nouvelles missions qui visent à promouvoir l'attention portée aux couches de population les plus touchées par la crise. L'élection programmée le jour de l'anniversaire d'Hugo Chavez sera un autre élément de recherche d'un « coup de pouce » émotionnel.

D'autre part, sur le plan économique, le gouvernement Maduro a opté pour une politique de plus en plus libérale afin de maintenir le calme dans les rangs du secteur privé et d'attirer de nouveaux investissements. Certaines politiques, telles que le maintien de salaires très bas et l'offre de « primes » (qui n'impactent pas la sécurité sociale, les congés payés et d'autres droits), ont suscité de vives critiques de la part des syndicats. Parallèlement, dans les domaines où l'État a eu des difficultés à remplir son rôle, la solution a été de céder du terrain au secteur privé.

Cependant, les conditions plus favorables pour celui-ci, avec des exonérations fiscales et d'autres avantages, n'ont pas réussi à attirer les investissements, car la menace des sanctions américaines continue de peser. Le gouvernement espère qu'en cas d'un nouveau succès électoral, Washington reconnaîtra la force de son adversaire et desserrera l'étau au profit du capital transnational.

Du côté de l'opposition, le panorama est beaucoup moins clair. Une série de candidats, que l'on pourrait considérés comme « modérés » ou qui sont relativement inconnus sur la scène politique vénézuélienne, ont déclaré leur intention de se présenter aux élections présidentielles.

Mais la grande inconnue concerne le secteur d'opposition « traditionnel » qui bénéficie ouvertement du soutien des États-Unis. Ce camp est toujours pris en otage par ses factions les plus extrémistes et demeure incapable de proposer une stratégie cohérente pour accéder au pouvoir.

Après des tentatives de coup d'État, un gouvernement parallèle imaginaire (dirigé par Juan Guaido) et après avoir attendu que l'asphyxie économique provoque un soulèvement populaire ou un coup d'État, l'opposition a décidé de reprendre la voie électorale.

Une élection primaire controversée, en octobre dernier, a abouti à la victoire de María Corina Machado, la figure la plus extrémiste de l'opposition. Mais Machado n'a pas le droit d'exercer des fonctions publiques, et son recours a été rejeté, en janvier, par la Cour Suprême, qui a relevé des irrégularités bureaucratiques lorsqu'elle était députée, ainsi que son soutien à des sanctions et à d'autres actions contre le pays.

Le problème est que Machado a annoncé qu'elle irait « jusqu'au bout », et que les autres forces d'opposition, bien qu'elles soulignent leur intention de rester sur la voie électorale, disposent de peu de temps pour proposer un autre candidat. De plus, si Machado n'offre pas son soutien, le scénario se traduira par une forte abstention de la base électorale de l'opposition, ce qui facilitera la victoire de Maduro.

L'autre acteur sur le terrain, malheureusement, ce sont les États-Unis. Bien que l'administration Biden ait admis que les sanctions avaient échoué dans leur but déclaré de renverser le gouvernement vénézuélien. Mais faute d'alternatives, Washington a maintenu le blocus.

En octobre dernier, une petite ouverture est apparue avec l'accord de licences limitées qui suspendaient les sanctions contre les secteurs pétrolier et minier, bien que le Département du Trésor ait averti les sociétés internationales qu'il ne s'agissait pas d'un appel à investir.

Récemment, après la confirmation de la disqualification de Machado, la licence minière a été révoquée, tandis que les responsables américains menacent de ne pas renouveler la licence pétrolière lorsqu'elle arrivera à expiration en avril.

À l'approche des élections, l'administration Biden voudra renforcer l'asphyxie économique pour nuire au soutien à Maduro. Cependant, en l'absence de candidat et de stratégie électorale, nous pourrions assister à une répétition du film bien connu : Washington déclarera que les élections sont « frauduleuses » (sans aucune preuve) et s'en servira comme excuse pour intensifier la punition collective contre le peuple vénézuélien. La seule certitude c'est qu'il appartiendra au peuple vénézuélien de résister.

Jessica DOS SANTOS, Ricardo VAZ 12 mars 2024

Traduit par Ines Mahjoubi. Relecture par Sylvie Carrasco.

Source: Investig'Action

Les opinions exprimées dans les articles publiés sur le site d'Investig'Action n'engagent que le ou les auteurs. Les articles publiés par Investig'Action et dont la source indiquée est « Investig'Action » peuvent être reproduits en mentionnant la source avec un lien hypertexte renvoyant vers le site original. Attention toutefois, les photos ne portant pas la mention CC (creative commons) ne sont pas libres de droit.

## Humour de Siné



# « Ceux qui parlent haut et fort de la corruption de Biden en Ukraine risquent d'être physiquement éliminés » — Déclarations sensationnelles du politicien ukrainien Andriy Derkach



Simona Mangiante et Andriy Derkach. ©Simona Mangiante

Cet entretien mené par Simona Mangiante Papadopoulos a été publié à l'origine dans Invesloan et avec, l'accord de son auteur, nous le publions, traduit en français et en intégralité, sur *France-Soir*. Avocate de formation, ayant travaillé au Parlement européen pendant sept ans, Simona Mangiante est devenue journaliste d'investigation et s'est spécialisée dans les enquêtes sur la corruption. Elle a eu l'occasion d'interviewer l'homme politique ukrainien Andriy Derkach, qui a beaucoup travaillé sur le régime de Zelensky et ses liens avec les Américains. Pour cela, il a mis sa vie en danger et a dû quitter le territoire ukrainien. Cet article retrace son enquête complète sur la corruption en Ukraine, les relations avec les Etats-Unis et la famille Biden.

#### **ENTRETIEN:**

Sur le compte X de Simona Mangiante, on peut lire :

« ALERTE - Regardez l'interview complète d'Andrii Derkach, le parlementaire ukrainien qui a dénoncé la corruption de la famille Biden en Ukraine et qui, en conséquence, a été ciblé par l'Ukraine et les États-Unis. Depuis, il avait disparu de l'espace public, mais nous avons réussi à le retrouver. Il a révélé des atteintes à sa vie, des atteintes à la vie d'autres témoins, des documents particuliers, une persécution politique, des agents du FBI infiltrés et bien d'autres éléments. »

#### L'ENQUÊTE COMPLÈTE

Aux États-Unis, il apparaît que la démocratie, ce n'est pas le pouvoir du peuple mais le pouvoir du Parti démocrate, qui permet à Joe Biden de soustraire progressivement ses associés en Ukraine des poursuites pour corruption. Parallèlement, quiconque dénonce à haute voix la corruption internationale et le trafic d'influence de la famille Biden prend le risque d'être éliminé physiquement.

Ce sujet a été soulevé par Andriy Derkach, célèbre homme politique ukrainien. C'est la première interview qu'il donne à des journalistes américains depuis deux ans. Derkach s'est fait connaître dans les médias mondiaux après une série de révélations très médiatisées concernant la « trace ukrainienne » dans les activités de Joe Biden au cours de sa vice-présidence des États-Unis, entre 2014 et 2017.

Dans cette interview, Derkach fournit des informations sensationnelles, notamment le fait que le bureau du président Zelensky est à l'origine de la fuite et de la promotion d'enregistrements audio de conversations s'étant tenue entre Joe Biden et Petro Porochenko (président ukrainien de 2014 à 2019). Derkach a également expliqué comment les partenaires de Biden en Ukraine financent des actes terroristes sur le territoire d'autres pays et évitent toute responsabilité pour leurs actes de corruption avant la guerre. L'interview de Derkach permet également d'en apprendre davantage sur la mission secrète du secrétaire d'État Blinken, qui s'est rendu à Kiev à la veille de la guerre, ainsi que sur le prix payé par le procureur ukrainien Kostyantyn Kulyk (qui s'est intéressé aux activités de Hunter Biden, NdT), le journaliste et homme politique Oleksandr Dubinsky (politiquement proche du parti de Zelesnky, et aujourd'hui écroué en Ukraine pour trahison, NdT) et l'ancien procureur général Viktor Shokin (qui s'est intéressé de près aux intérêts de Biden dans la firme Burisma, et a été destitué, à la demande de Joe Biden) pour leurs déclarations sur la corruption de la famille Biden.

Les faits sensationnels présentés par Andriy Derkach pourraient constituer une nouvelle étape vers une éventuelle destitution du président américain sortant.

Simona Mangiante, journaliste et présentatrice américaine a interviewé Derkach. Voici le texte complet de cet entretien.

Simona Mangiate (SM): Je suis si heureuse de vous voir aujourd'hui, surtout après la triste nouvelle de la tentative d'assassinat dont vous avez été victime en Ukraine, mais aussi dans le contexte de la nouvelle de votre persécution aux États-Unis et en Ukraine. Grâce à Dieu, je vous trouve de bonne humeur et en pleine forme. La dernière fois que nous nous sommes rencontrés, c'était en 2021 à Kiev. Mais aujourd'hui, je voudrais commencer par parler de vous avant de parler de l'Ukraine. Pourquoi sommes-nous ici (en Biélorussie, NdT) et pas à Kiev? Adriy Derkach (AD): Tout d'abord, je vous remercie beaucoup de l'attention que vous portez aux questions et aux histoires liées à l'Ukraine, qui suscitent aujourd'hui une grande attention aux États-Unis. Comme vous l'avez remarqué, depuis 2021, nos propos ont été confirmés par des enquêtes du Congrès sur la corruption de la famille Biden en Ukraine. Naturellement, lorsque nous avons commencé à travailler, nous avons réalisé que nous serions confrontés à diverses attaques, y compris physiques. Nous avons eu vent de cela en 2021 de la part d'officiels du ministère des Affaires intérieures. Nous avons identifié les personnes qui avaient été mandatés pour tenter de nous assassiner, le chef du groupe des procureurs dans l'affaire Burisma, Kostyantyn Kulyk, et moi.

Publication sur le site ukrainien Ukrainska Pravda sur la tentative d'assassinat dont a été victime Andriy Derkach.

### Le député du peuple Derkach a annoncé qu'une tentative d'assassinat était en préparation contre lui

MARDI 6 AVRIL 2021, 13H56









Des agents des services ont été identifiés et dans l'enquête initiée par la police, j'ai été reconnu comme victime avec Kulik. Les auteurs de cette tentative d'assassinat ont été retrouvés, ainsi que leur base de Transcarpatie, où se trouvaient ces assassins, originaires d'Europe de l'Est. L'exécutant était a priori un Albanais. Malheureusement, des informations ont fuité et ces personnes ont pu quitter le territoire ukrainien en toute impunité. Tous les documents et photos se trouvent dans le dossier pénal, qui, je l'espère, n'a pas été détruit.

Maintenant, votre question est de savoir pourquoi nous ne nous réunissons pas à Kiev. Le 19 janvier 2022, le secrétaire d'État américain Blinken est arrivé en Ukraine pour rencontrer Zelensky. Cette réunion a rassemblé pas mal de monde – pas moins de 14 participants. Lors de ce meeting, M. Blinken a déclaré à Zelensky: « Vous devez résoudre de toute urgence la question de Derkach ». Zelensky a commencé à évoquer d'autres personnalités de l'opposition. Mais Blinken a insisté : « Si vous ne résolvez pas le problème de Derkach, nous le résoudrons nous-mêmes avec nos partenaires ». Ceux qui étaient présents à la réunion ont été impressionnés car il s'agissait d'une position assez dure du secrétaire d'État des États-Unis. Imaginez la tâche pour le président ukrainien de « résoudre la question du problème Derkach »!

PRESS STATEMENT NED PRICE, DEPARTMENT SPOKESPERSON **JANUARY 18, 2022** 

Secretary of State Antony J. Blinken will travel to Kyiv and Berlin from January 18-20, 2022. The trip follows extensive diplomacy with our European Allies and partners about a united approach to address the threat Russia poses to Ukraine and our joint efforts to encourage it to choose diplomacy and deescalation in the interests of security and stability.

Secretary Blinken will begin his trip in Kyiv, Ukraine, where he will meet with President Volodymyr Zelenskyy and Foreign Minister Dmytro Kuleba on January 19 to reinforce the United States' commitment to Ukraine's sovereignty and territorial integrity. The Secretary will also meet with the employees and families of the U.S. Embassy to communicate the Department's efforts to plan for contingencies, should Russia choose to escalate further.

Communiqué annonçant la visite de Blinken en Ukraine publié sur le site Internet de l'ambassade américaine en Ukraine.

Naturellement, des gens sont venus me voir pour me répercuter les propos de Blinken et m'ont mis en garde : « Vous ne serez pas traité conformément à la loi, la question de votre sécurité est prioritaire ». Si le secrétaire d'État des États-Unis lui-même menace de résoudre votre problème de manière non légale, il est dans votre intérêt de prendre la question au sérieux et d'agir! Il y a un bon nombre de témoins de cette déclaration de Blinken. Mais laissons Blinken mettre la main sur la Torah ou la Bible et dire qu'il n'a pas dit cela...

SM: Est-il vrai qu'aux yeux de la majorité du public occidental, vous êtes présenté principalement comme un agent du Kremlin, en raison de vos études au FSB? Est-il également vrai que tous ceux qui dénoncent la corruption de la famille Biden en Ukraine sont considérés comme des agents russes, et que chaque élément de preuve contre la famille Biden est qualifié de propagande russe? Notre objectif principal est de vous donner la parole pour expliquer le plus précisément possible où vous vous situez, quel est votre rôle dans la dénonciation de cette corruption et la manière dont vous avez été ciblé et persécuté non seulement aux États-Unis mais dans votre propre pays. En fait, vous avez été trahi par l'Ukraine...

**AD :** Il y a tellement de sous-questions dans votre question que je ne sais pas par où commencer. Une histoire impliquant une réponse humoristique, une réponse sérieuse, analytique ? Par laquelle devrions-nous commencer ?

#### SM: J'aimerais que vous soyez sérieux et que vous fournissiez plus d'analyses!

AD: En fait, tout ce dont nous avons parlé en termes de corruption de la famille Biden en Ukraine a été confirmé par les enquêtes du Congrès et d'autres sources. Nous avons montré des documents, des entrées financières prouvant des actes de corruption et de blanchiment d'argent de Burisma. Nous avons fourni des relevés bancaires de la banque Morgan Stanley, nous avons montré le lien entre Burisma et les sociétés de blanchiment Wirelogic Technologies et Digitex.



## Account statements of Rosemont Seneca Bohai with Morgan Stanley confirming the transfer of funds by Burisma



Comptes Morgan Stanley et tableau reprenant les transferts Wirelogic et Digitex.

De plus, Kulyk et moi avons fourni deux témoins, deux citoyens européens directement impliqués dans le blanchiment d'argent suite aux instructions de Zlochevsky (fondateur de Burisma, Mykola Zlotchevsky a également été ministre de l'Écologie et des Ressources naturelles ukrainien entre 2010 et 2012, Ndt) et qui étaient les administrateurs nominaux de ces deux sociétés.



Le procureur Kostiantyn Kulyk interroge des témoins impliqués dans le blanchiment d'argent sur les instructions de Zlochevsky et qui étaient les administrateurs nominaux de deux sociétés utilisées à cette fin.

SM: C'est très intéressant et j'aimerais approfondir cela un peu plus tard, mais revenons une seconde sur la raison pour laquelle nous nous réunissons à Minsk. Avez-vous quitté l'Ukraine juste après avoir entendu parler de cette conversation entre Zelensky et Blinken, avant même le début de l'opération militaire? Et comment avez-vous réussi à quitter l'Ukraine?

AD: Tout d'abord, je suis resté très longtemps en Ukraine. Vous avez étudié ma biographie. Lorsque la situation est devenue critique, j'ai agi comme on me l'a appris, avec l'expérience accumulée, et pas seulement à l'Académie FSB. J'ai créé le Service de contrôle de l'Ukraine, je suis entré en politique en 1994, j'ai été conseiller du Président pour les relations économiques extérieures, j'ai été le premier assistant du Premier ministre en 1997 et j'ai dirigé le cabinet du Premier ministre. Après cela, j'ai été élu sept fois député du peuple d'Ukraine. Personne en Ukraine n'a été élu au Parlement plus souvent que moi. J'ai dirigé la plus grande entreprise énergétique, Energoatom. J'étais à la tête du groupe de conseillers du Premier ministre Mykola Azarov (qui a dirigé le gouvernement de 2010 à 2014, NdT). Durant 30 années de vie politique, j'ai noué un grand nombre de relations avec de nombreuses personnes, et des gens susceptibles de m'aider.

Mais je vais vous en dire plus : j'ai dû me déplacer constamment en Ukraine pendant au moins six mois. On m'a simplement cherché au mauvais endroit. J'ai entendu dire que ceux qui me cherchaient ont parcouru ma circonscription, pénétrant même dans les porcheries, les poulaillers avec des fusils automatiques : je peux vous montrer ces vidéos ! Naturellement, pour la sécurité des personnes qui m'ont aidé et qui m'aident encore, je ne peux pas vous dire comment tout cela s'est passé. Mais je savais exactement ce que je faisais et pourquoi je le faisais. Quant au fait que l'affaire pénale me concernant en Ukraine n'a été enregistrée que le 4 juin (2022) et que l'information communiquée à la presse n'a été divulguée que le 26 juin, près de six mois après le début des recherches, je pense que cela plaide pour moi. Croyez-bien que s'ils avaient voulu traiter cette affaire conformément à la loi, ils auraient ouvert un dossier dès février ou mars, puis auraient, ensuite, débuté leurs recherches...



Document sur l'ouverture d'une procédure pénale contre Andriy Derkach, daté du 4 juin 2022.

## SSU exposes Russian GRU agent network, including Member of Parliament of Ukraine

# Intelligence # Security Service of Ukraine # Ukraine # War with Russi

The Security Service of Ukraine uncovered an agent network of the Russian military intelligence agency GRU. The network was helping the enemy during the invasion of Ukraine.

This was reported by the Security Service of Ukraine.

The People's Deputy (Member of Parliament – Ed.) of Ukraine Andrii Derkach turned out to be a member of the network. He created a number of private security companies based in the eastern and southern regions and aimed to assist Russian troops.

A pre-trial investigation has now been launched against Derkach.



Andrii Derkach, People's Deputy of Ukraine

"The operational work against the network started a while ago, but the SSU neutralized the threat for good at the beginning of the war, when former Assistant to the People's

Informations concernant l'ouverture d'une procédure pénale contre Andriy Derkach en date du 24 juin 2022.1

SM : Donc, vous étiez encore en Ukraine lorsque des poursuites ont été engagées contre vous ? Et celles-ci ont été initiées parce qu'ils ne pouvaient pas vous trouver ?

AS: Oui.

**SM**: Que signifie pour vous cette affaire? C'était simplement parce qu'ils ne pouvaient pas vous trouver ou...?

**AD**: La décision de Blinken de résoudre mon problème de manière non juridique était claire. Yermak et Zelensky avaient donc besoin de quelque chose à signaler. Comme ils ne m'ont pas trouvé, ils ont lancé une affaire pénale.

SM: Et selon les médias, non seulement contre vous, mais aussi contre toutes les personnes qui se sont exprimées lors d'une conférence de presse à vos côtés ou contre d'autres personnes qui ont exposé des faits de corruption. Je parle notamment de Dubinsky et de Kulyk. Pouvezvous vous exprimer à ce sujet? Quelle est votre opinion sur cette vaste enquête menée contre toutes les personnes associées à la dénonciation de la corruption?



Oleksandr Dubynsky est un journaliste ukrainien et député du parti pro-présidentiel Serviteur du peuple, proche depuis de nombreuses années de Volodymyr Zelensky et du chef du bureau de Zelensky, Andriy Yermak. De ce fait, il dispose d'informations sensibles sur les hauts responsables ukrainiens. Il a mené une série d'enquêtes anti-corruption et a découvert et étayé deux faits cruciaux et sensationnels pour les enquêtes sur Biden : des enregistrements audio et authentifiés de conversations téléphoniques en 2015-2016 entre Joe Biden et le président ukrainien Petro Porochenko (connus sous le nom de « bandes Derkach »). Le bureau du président Zelensky est à l'origine de leur fuite et de leur diffusion. Dubinsky est en détention provisoire depuis le 13 novembre 2023, suite à des accusations de trahison en faveur de Moscou montées à la hâte...



Kostyantyn Kulyk est un procureur militaire connu pour avoir restitué au budget de l'État ukrainien 1,5 milliard de dollars américains volés par l'ancien président Ianoukovitch. Il a enquêté sur la corruption en Birmanie et préparé le fameux dossier de sept pages d'allégations contre Hunter Biden. Le document affirmait que les procureurs ukrainiens disposaient de preuves suffisantes de corruption visant à l'enrichissement personnel de Joe Biden. C'est Kulyk qui a mis à jour le système grâce auquel Burisma blanchissait de l'argent. Et c'est encore lui qui a prouvé qu'un pot-de-vin de 6 millions de dollars faisait partie d'un pot-de-vin encore plus important de 50 millions de dollars destiné à clôturer toutes les poursuites contre Burisma et son propriétaire.

AD: Les pressions exercées sur ceux qui enquêtent sur la corruption ne se limitent pas à l'Ukraine. L'histoire de Dubinsky et Kulyk en est une confirmation éclatante. Deux raisons expliquent l'intensification de l'affaire Kulyk. Les 10 et 11 octobre, l'un des avocats qui travaillent avec le Congrès des États-Unis a interviewé l'ancien procureur général d'Ukraine, M. Shokin. Il s'agissait de Jake Greenberg et Clark Aborisk.



Me Clark Abourisk

L'ancien procureur général Shokin est un témoin-clé clé dans la première procédure d'impeachment qui a eu lieu aux États-Unis et pour la prochaine procédure qui débute. Le nom de Shokin est celui qui revient le plus souvent dans l'enquête sur l'Ukraine.



Viktor Shokin: procureur général d'Ukraine en 2015-2016. Il a acquis une grande renommée en mars 2016, lorsque le vice-président américain de l'époque, Joe Biden, a directement fait chanter le président ukrainien Petro Porochenko en lui accordant un prêt d'un milliard de dollars, et en lui demandant le limogeage de Shokin. Qui a a été démis de ses fonctions sans aucune raison ni accusation réelle. Plus tard, Rudy Giuliani et Andriy Derkach ont déclaré que Shokin avait été limogé parce qu'il avait interféré avec la clôture d'affaires de corruption impliquant Burisma, une société dont le conseil d'administration comprenait le fils de Joe Biden, Hunter.

#### SM: Pensez-vous que Shokin pourrait être poursuivi?

**AD**: Shokin est désormais retenu en otage sur le territoire ukrainien. Pour autant que je sache, ils ne le laissent pas sortir d'Ukraine. Il est sous le contrôle total des services de sécurité ukrainiens et fait l'objet de marchandages entre Biden et Blinken d'une part et Zelensky et Yermak (*chef du secrétariat du président ukrainien*, NdT) de l'autre. Le SBU a enregistré ces conversations au cours desquelles Shokin parlait au Congrès des véritables actes criminels de Blinken et Biden et de la corruption de la famille Biden.

Le SBU a signalé à Zelensky et Yermak que Shokin devenait incontrôlable et, comme me l'ont dit les responsables du SBU, des gens honnêtes pour la plupart, qui ne veulent pas participer aux activités criminelles du gouvernement, ils envisagent maintenant la liquidation de M. Shokin. Il faut préserver la vie de l'ancien procureur général! À mon avis, la tâche du Congrès aujourd'hui est d'assurer sa sécurité et de l'expulser du territoire ukrainien. Quant aux affaire Dubinsky et Kulyk, elles ont pris de l'ampleur lorsque le Congrès a commencé à tenter de faire venir des témoins ukrainiens.

Le deuxième aspect expliquant pourquoi l'enquête à leur sujet s'est fortement intensifiée, c'est qu'en août dernier, M. Dubinsky a témoigné dans l'une des affaires pénales, où il a déclaré que le bureau du président Zelensky était derrière les bandes contenant les enregistrements de Biden et Porochenko et derrière leur distribution. Et il a fait ce témoignage au Bureau national anti-corruption, qui est entièrement sous le contrôle de l'ambassade américaine.

PDF01 Protocole d'interrogatoire d'Oleksandr Dubynsky au Bureau national anti-corruption d'Ukraine

Считаю, что это дело - месть Ермака-Зеленского за данные мною в НАБУ показания о причастности них, и ряда других высших должностных лиц государства к деятельности Деркача, и попытке легализовать пленки с голосами Байдена-Порошенко через создание специальной следственной комиссии парламента, которую инициировал глава фракции СН Давид Арахамия.

Готов сообщить все подробности этого дела журналистам украинских и международных изданий. Буду требовать открытого и гласного рассмотрения дела, потому что мне нечего скрывать и бояться.

t.me/dubinskypro/14919

62.1K O Nov 13, 2023 at 15:37

Oleksandr Dubinsky parle de son témoignage devant le NABU.

Naturellement, dans une situation où Zelensky et Yermak mendient de l'argent auprès de Biden et Blinken, l'histoire selon laquelle ils ont créé à un certain moment des problèmes, comme ils le croient, pour la campagne électorale de Biden, est cruciale pour eux. En outre, je peux confirmer que le bureau du président Zelensky a participé à la distribution et aidé à organiser la couverture des enregistrements Porochenko-Biden. Ils ont cependant poursuivi leur propre agenda

SM: J'ai une question à ce sujet. Pourquoi avez-vous accepté d'utiliser ces cassettes? Quel était votre intérêt, votre motivation et que souhaitait accomplir le bureau du président Zelensky?

AD: Écoutez, nous avions chacun nos propres objectifs. M. Smirnov, le chef adjoint du bureau de Zelensky, m'a appelé pour prendre le thé. La conversation s'est centrée sur la façon dont il serait bon de poursuivre l'ancien président Porochenko pour corruption. J'ai accepté et j'ai dit: « Bien sûr, mais vous devriez aussi participer ». Ils ont commencé à parler de quelques cassettes. Je leur ai dit alors que si j'obtenais des preuves à l'appui d'un journaliste ou d'un représentant de la loi, je les publierais certainement. Je leur ai expliqué que leurs jeux politiques ne m'intéressaient pas. Je ne m'intéressais qu'à la lutte contre la corruption, c'est le premier enjeu, et le deuxième enjeu, pour moi, était la souveraineté de mon pays et la lutte contre la gouvernance extérieure. Bien entendu, le Bureau n'a pas seulement contribué à la distribution des enregistrements — vous vous souvenez peut-être que les enregistrements ont été suivis le lendemain par la conférence de presse de Zelensky. Et il a simplement joué son rôle d' « acteur beau et intelligent » au sujet des cassettes.

Quant à Smirnov, il a participé à nos activités ayant confié une mission au procureur général Venedyktova, qui a travaillé avec moi sur les dossiers de corruption de Porochenko et de Naftogaz. En outre, le chef du service de sécurité ukrainien, Ivan Bakanov, a participé au soutien opérationnel. Il y avait tout de même des problèmes avec les activités opérationnelles et d'enquête.



Andriy Smirnov est un avocat ukrainien et chef adjoint du bureau du président ukrainien. Avant cela, il représentait un certain nombre d'odieux politiciens ukrainiens. Il a été le conseiller de Vladyslav Kaskiv, soupçonné d'avoir détourné 2 milliards d'UAH ukrainiens du budget de l'État. Depuis mai 2023, il est accusé dans une affaire pénale d'enrichissement illégal après que des journalistes ukrainiens ont découvert un stratagème visant à acheter des véhicules et des biens immobiliers à des prix sous-estimés au nom de son frère.



Ivan Bakanov est un ami d'enfance de Volodymyr Zelensky et le chef de longue date de son principal projet d'entreprise – Studio Kvartal-95. En 2019, il a complètement changé de métier et a été nommé chef du service de sécurité ukrainien, ce qui a été perçu en Ukraine comme une des décisions les plus controversées du Président ukrainien. En juillet 2022, il a été suspendu de ses fonctions pour « mauvaise exécution des fonctions officielles ». Les médias ukrainiens ont accusé Bakanov de manque de professionnalisme et de perturbation dans les préparatifs de défense du pays.

Encore une fois, pour que ce soit clair : Bakanov, Malyuk, Shvets, Gorbenko, Naumov – tous, sous la direction du bureau du président, ont participé avec moi à l'enquête sur la corruption du président Porochenko, la corruption internationale, et ils ont été activement impliqués dans ce processus jusqu'à ce que Biden soit élu président des États-Unis.



De gauche à droite : Vasyl Malyuk, Andriy Shvets, Andriy Naumov , chefs adjoints du SBU impliqués dans le processus de distribution des enregistrements. Vasyl Malyuk, officier militaire de carrière, est l'actuel chef du Service de sécurité de l'Ukraine. Andriy Shvets et Volodymyr Gorbenko ont été accusés par des journalistes de fausses déclarations. Andriy Naumov est un ancien haut responsable du SBU. Pour ses activités en 2019-2021, il a été accusé de détournement de fonds et en 2022, il a été suspecté de trahison. Lors de l'été 2022, il a été

arrêté à la frontière serbe avec plus de 600 000 euros et 120 000 dollars en espèces. Il a été condamné à un an de prison en Serbie pour blanchiment d'argent.

## SM: Et c'était en fait ma question suivante, car j'allais vous demander en quoi la victoire de Biden a changé la situation de vos relations avec l'administration Zelensky?

**AD**: Ils ont été très effrayés par la victoire électorale de Biden. Ils sont venus à mon bureau pour des consultations, y compris les employés et les procureurs du Service de sécurité, ainsi que les vice-présidents du Service de sécurité. Et puis, à un moment donné, ils ont tous disparu. Ce n'était pas surprenant pour moi. Je suis allé les voir plusieurs fois et je leur ai expliqué : arrêtez de vendre des affaires pénales. De toute façon, je ne laisserai pas ces dossiers être clos. À cette époque, nous avions la possibilité de reprendre les enquêtes devant les tribunaux. Et nous avons continué à travailler à la collecte et à l'accumulation de faits et d'informations et avons fait avancer ces enquêtes d'une manière ou d'une autre. À l'échelon intermédiaire — le bureau du procureur, le Service de sécurité, le Bureau national d'investigation — on nous a beaucoup aidé. Ils savaient que nous avions raison.

SM: C'est là tout l'intérêt, je veux dire que Zelensky est arrivé au pouvoir avec sa promesse de lutter contre la corruption, donc vos activités anti-corruption devraient très bien correspondre à son agenda, mais en fin de compte, vous avez été trahi par votre propre pays, l'Ukraine, et vous êtes devenu à mon avis une sorte d'objet de négociation pour normaliser les relations avec la nouvelle administration Biden. Quelle est votre position actuelle en ce moment? Je veux dire, si vous saviez que tel serait le résultat, publieriez-vous quand même ces cassettes?

**AD**: Je publierais toujours ces cassettes, je lutterais toujours contre la corruption – en fait, je le fais encore maintenant. Et qu'entendez-vous par « pays »? Un groupe criminel organisé qui a pris le pouvoir dans mon pays? La dernière fois, vous et moi avons discuté du groupe criminel organisé Biden-Porochenko...

#### SM: Je me rappelle.

**AD**: Zelensky a émergé et ils ont simplement « attaqué » le groupe du crime organisé et ont pris leur place. Ils ont apporté leurs propres innovations et éléments à cette activité criminelle. Ils sont devenus encore plus cyniques et cruels. Ils ont physiquement détruit et détruisent leurs adversaires. Ils crucifient l'Église orthodoxe d'Ukraine. Des milliers de personnes sont persécutées à cause de leur religion.



Le Métropolite de Vyshgorod et de Tchernobyl, vicaire de l'Assomption Laure de Kiev, Petchersk Lavra Pavel, au tribunal.

Même une commission du Département d'État américain en a pris note. Avez-vous entendu quelque part une déclaration de l'ambassadeur des États-Unis en Ukraine sur la situation de l'Église orthodoxe ? Et les prêtres et les évêques jetés en prison sur la base de fausses accusations ? Les biens confisqués ? Pour moi, il n'existe qu'un seul groupe criminel organisé : Biden, Blinken, Nuland, l'État profond représenté par le département d'État. Et puis il y a leur suite, leur prolongation – soit sous la forme Porochenko, soit sous la forme Zelensky avec Yermak. Quant à mes concitoyens, ils sont aujourd'hui les otages de la situation.

SM: Oui.

AD: Mais tout le monde aime que nous parlions sans cesse de la FSB Academy, n'est-ce pas?

## SM: C'est très cinématographique de penser aux espions russes du KGB. Mais il s'agit les concernant plutôt de faux récits la plupart du temps.

**AD**: Pendant mes études à l'Académie FSB, l'un de mes travaux était l'évaluation psychologique d'un groupe de terroristes lors de la saisie d'avions avec otages. Aujourd'hui, la population ukrainienne, mes concitoyens, peuvent être considérés comme otages. Vous avez probablement entendu parler du syndrome de Stockholm ? **SM**: **Oui.** 

**AD**: Ce choc émotionnel tellement fort qu'au bout d'une heure les motivations des terroristes et des otages convergent. C'est pourquoi vous avez vu au début des opérations militaires la cote de popularité de Zelensky et d'autres représentants des autorités ukrainiennes monter en flèche. Mais à l'heure actuelle, où la population est toujours prise en otage, la cote des autorités a bien baissé.

Comment sortir de la situation actuelle ? Tout le monde se le demande. Qu'arrivera-t-il à l'Ukraine ? Je ne peux qu'être d'accord avec les évaluations d'Elon Musk et d'autres personnalités politiques américaines, selon lesquelles l'Ukraine se trouve dans une impasse totale. La sortie de cette impasse va en tout cas être douloureuse. Il est important ici que les otages soient d'abord libérés, que l'on traite avec les terroristes, de préférence de manière légale, que les otages soient réhabilités, et que nous puissions ensuite déterminer comment les événements se dérouleront à partir de là.

SM: Nous en avons discuté en 2021 et depuis, la situation s'est encore compliquée. Je me souviens que nous avions conclu notre entretien avec votre déclaration sur l'indépendance de l'Ukraine. Comment voyez-vous l'Ukraine aujourd'hui? Que reste-t-il de ce pays en termes de population, de culture, de territoire également?

AD: Nous avons déjà évoqué le fait que, selon moi, l'Ukraine n'est pas un territoire. La valeur de l'Ukraine réside avant tout dans son peuple. Les Ukrainiens sont créatifs, forts, intelligents, désireux de travailler, instruits, ils sont d'ailleurs volontiers embauchés en Europe, en Russie, en Biélorussie. Par conséquent, pour moi, le sujet principal est la préservation des personnes. Et que voit-on en pratique aujourd'hui? Les droits de l'homme et la Constitution de l'Ukraine ont été piétinés. La population a été placée dans un camp de concentration. Les hommes ne sont pas autorisés à sortir du pays. Se pose désormais la question de savoir si les femmes vont encore être autorisées à sortir du pays. J'ai une question pour tous les responsables européens qui parlent des perspectives européennes de l'Ukraine : ne voient-ils pas comment des hommes sont traînés par les pieds jusqu'aux bureaux d'enrôlement de l'armée et entassés dans des bus ? Le New York Times s'est ému de cette mobilisation sadique.

L'Ukraine est pratiquement aujourd'hui un camp de concentration qui se dirige vers l'Europe. Pas de liberté d'expression, pas de droits de l'homme, pas de liberté de religion. En outre, la majeure partie de la population masculine est détruite. Alors quel est l'avenir du pays ? Vous et moi en avons discuté, oui, nous avons parlé de ces pertes de territoire, de cette perte de population. Aujourd'hui, des processus catastrophiques se produisent. La douleur traverse des millions de familles. Et qui est responsable de cela ? Biden, Nuland, Blinken, la Demo-corruption, Zelensky, Porochenko et le reste de ce groupe criminel organisé.

## SM : Maintenant, il y a eu beaucoup d'informations sur sa corruption. J'aimerais avoir votre avis, lequel des documents publiés est le plus intéressant pour le public ?

**AD**: Je vais vous montrer deux décisions des tribunaux ukrainiens. L'une est la décision du tribunal concernant l'employé de Burisma, l'avocat M. Kicha. Il s'agit d'une affaire datant de 2020 concernant sans doute le plus grand pot-de-vin en espèces d'Europe – 6 millions de dollars donnés pour clôturer l'affaire Burisma. Je vais vous donner les documents, il y a les rapports de Kulik à ce sujet. Sur quoi porte cette décision de justice ?

#### **Document**

PDF 2 two decisions of Ukrainian courts.pdf: https://www.francesoir.fr/sites/default/files/2024-01/PDF 2 two decisions of Ukrainian courts.pdf

La décision du 28 mars 2023 de la Cour suprême anticorruption selon laquelle l'avocat birman Andriy Kicha, arrêté pour avoir touché un pot-de-vin de 6 millions, est effectivement libéré...



Un pot-de-vin de 6 millions de dollars pour clôturer toutes les poursuites contre Burisma et son propriétaire Mykola Zlochevsky.

Le 21 avril 2022, le tribunal ukrainien transfère ces 6 millions en espèces avec l'accord du représentant de Burisma à une unité militaire de la Direction principale du renseignement d'Ukraine. Le numéro de cette unité est ici. C'est une décision secrète, personne ne l'a encore vue.

Document

PDF3 EN\_The court's decision on Kicha for 6 million dollars (1).

pdf :

https://www.francesoir.fr/sites/default/files/2024-01/PDF3 EN\_The court's decision on Kicha for 6 million dollars (1).pdf

Quelques temps après, Nord Stream a explosé et des tentatives d'assassinat ont eu lieu. Les dirigeants des services de sécurité ukrainiens ne cachent pas qu'ils commettent des actes terroristes et des assassinats politiques en contrepartie de fonds extra budgétaires. Encore une fois : les partenaires de Biden financent des actes terroristes, évitant ainsi toute responsabilité dans la corruption en Ukraine.



https://youtu.be/4NAdNsDIFVIhttps://t.me/ASupersharij/26373



« Le président américain Joe Biden déclare que le début de l'action militaire signifiera la fin du Nord Stream 2. »

Il y a une deuxième décision de justice, directement contre Zlochevsky.

SM: L'enquête a-t-elle établi pourquoi ces pots-de-vin ont été versés? Dans quelle mesure le partenaire de Biden, Zlochevsky, et ses complices, ont-ils été punis?

**AD**: La manière dont le pot-de-vin a été remis a été vue par presque tout le monde en direct à l'antenne. Il a permis de clore l'affaire Burisma. L'information accompagnée de photos était disponible dans toutes les agences de presse européennes.

#### News

#### Bribe of \$5 million from Zlochevsky: Kicha was ordered to pay UAH 100 million and sentenced to probation

14:16 28.03.2023 @ 12 430 @ 38



The High Anti-Corruption Court approved the plea agreement entered into by the former top manager of Burisma Group, Andrii Kicha, in the case of the recordbreaking bribe in the history of the National Anti-Corruption Bureau.

La seule chose à laquelle nous avons toujours prêté attention était que le montant du pot-de-vin était différent: 50 millions de dollars. Quant à la décision de justice concernant Zlochevsky, elle a eu lieu en 2023. Mais seulement pour le pot-de-vin, pas pour la corruption antérieure. Cette décision était également secrète. Mais les représentants de l'une des publications de Soros, Ukrainska Pravda, l'ont accidentellement publié. Je vais vous donner cette décision et l'article. Selon lui, pour ce pot-de-vin de 6 millions, Zlochevsky a reçu une amende de 64 à 68 mille hryvnias. Pour que ce soit clair : pour un pot-de-vin de 6 millions de dollars, il a reçu une amende de I 800 dollars. Dans le même temps, il a transféré 800 millions de hryvnias destinés au financement du terrorisme à « l'armée des drones » et aux forces armées.

#### **Document**

#### PDF 4 Решение Злоческий (EN) (1).pdf

Décision de la Cour d'appel de Kiev du 01.08.2023, en vertu de laquelle le propriétaire de Burisma Mykola Zlochevsky a été condamné à une amende d'un montant équivalant à 1 800 USD.

#### Document

PDF 5 Як гроші Зло перемагають (1).pdf

lci, vous demandez ce que je fais maintenant. Je m'intéresse maintenant spécifiquement à la procédure par laquelle tous ces personnages peuvent être poursuivis pour financement du terrorisme dans différentes juridictions. Nous allons poursuivre les associés de Biden pour financement du terrorisme.

#### Document

#### PDF 6 Решение Печерского районного суда г.Киева (Буризма) (EN) (1).pdf

La décision du tribunal du district de Petchersk de Kiev du 4 septembre 2020, que Burisma a perdu face à Andriy Derkach, et dans laquelle, après avoir examiné tous les faits présentés, le tribunal a noté que : « Le plaignant [c'està-dire Burisma] ne conteste pas réellement les faits relatifs aux paiements [c'est-à-dire confirme le paiement des services de Biden], mais parle de leurs exagérations ».

#### Document

#### PDF 7 Апел. жалоба (Буризма) (EN) (I).pdf

La décision de la Cour d'appel de Kiev du 10 mars 2021, indique également que « le plaignant [c'est-à-dire Burisma] dans la déclaration ne conteste pas réellement les faits des paiements [c'est-à-dire confirme le paiement pour les services de Biden], mais ne parle que de de différences de montant et de leur exagération ».

SM: Votre équipe est bien connue pour lutter contre la « Démocorruption ». Travaillez-vous toujours à dénoncer la corruption et la gouvernance externe pendant que vous êtes ici en

## Biélorussie ? Je veux dire, entendrons-nous parler de nouveaux enregistrements, ou de nouvelles bandes, de nouveaux matériaux ?

**AD**: Je vais vous raconter une histoire intéressante, qui est dans une certaine mesure liée à la Biélorussie. J'ai un bon ami, le journaliste américain Simon Shuster. Il a écrit de nombreux articles sur l'Ukraine, dont l'un, le plus scandaleux, a été récemment publié dans *Time*. C'était une confirmation de ce que je vous disais : « L'entourage de Zelensky disait qu'ils volaient comme si c'était le dernier jour ».



Simon Shuster est un journaliste américain, correspondant du magazine Time depuis 2013. Présent en Ukraine, il a passé deux semaines avec le président Zelensky en avril 2022. La phrase rapportée par lui, en novembre 2023, d'un haut responsable ukrainien anonyme : « Ils volent comme s'il n'y avait pas de lendemain », a eu un grand écho dans le monde.

Lorsqu'en 2020 ou 2021, Shuster est venu au département d'État et a posé des questions sur la Démocorruption et sur moi, des histoires assez drôles se sont produites. Un exemple : George Kent.



George Kent témoigne devant le Congrès américain.

Il a travaillé comme envoyé-conseiller en Ukraine, puis au département d'État et est aujourd'hui ambassadeur des États-Unis en Estonie. Ainsi, lorsque Shuster est venu le voir et lui a posé une question sur la démocratie, Kent a commencé à sortir une feuille de calcul, presque hystérique, et a renversé une tasse de café.

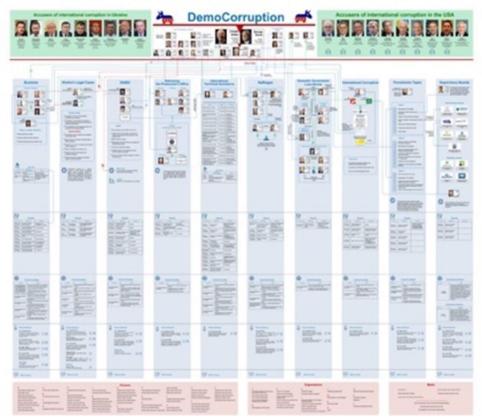


Tableau récapitulatif du projet DemoCorruption d'Andriy Derkach, qui a documenté des cas de corruption internationale, y compris ceux impliquant la famille Biden.

Pourquoi Kent était-il indigné ? Parce que nous l'avons surpris à plusieurs reprises en Ukraine en train de dissimuler des faits de corruption. Il est impliqué dans la dissimulation de la corruption lors de la réforme du bureau du procureur, lorsque Shokin a ouvert une affaire pénale et que Kent a demandé par écrit qu'elle soit classée. Je vais vous montrer une lettre signée directement par Kent, dans laquelle il exige que l'on mette fin au vol de l'argent des contribuables américains.

**Document** 

PDF 8 Кент письмо в ГПУ (I).pdf

Après cela, il y a eu d'autres événements au Bureau du Procureur général, lorsque l'argent de l'ambassade des États-Unis est passée par une étrange société Psymetrix, enregistrée dans le district d'Oboukhiv de la région de Kiev. Transparence façon Kent : l'ambassade américaine conclut un accord avec des Géorgiens qui dirigent une entreprise à Rome, en Italie, pour organiser les tests du bureau du procureur général par l'intermédiaire de Psymetrix, une société mandataire du district d'Oboukhiv. Dépenser des millions pour cela. Évoquons aussi la société puante IDLO, impliquée dans des scandales de vol d'argent américain en Afghanistan. Après un tel travail créatif en Ukraine, il part pour le département d'État.

En 2020, il devient co-auteur d'une tentative de coup d'État en Biélorussie. Aujourd'hui, il « rassemble » cette tête parlante de Tikhanovska (enseignante dont le mari, bloggeur, est un opposant au président biélorusse Loukachenko). En novembre, deux événements ont lieu avec Tikhanovska. Une fois de plus, l'argent des contribuables américains est détourné. Et le FBI ? Occupé à poursuivre Trump et ses conseillers.



George Kent et Svetlana Tikhanovskaya

Mais ce n'est pas ce qui m'intéresse dans cette histoire. Kent est un individu ignoble et sournois qui a détruit la démocratie et les droits de l'homme dans mon pays. Il a été impliqué dans des affaires de corruption, de scandales politiques, de mensonges politiques, y compris au Congrès. Être assis de l'autre côté de la rue, en Estonie, à parler des droits de l'homme et à traduire en justice les dirigeants du Bélarus : il devrait y avoir une limite au cynisme, quelque part. Pense-t-il que tout le monde a oublié ses aventures ? Ou les résultats de ses activités et de celles du Département d'État en Ukraine ?

SM: Et en fait, il est très intéressant que vous ayez mentionné la persécution de toute la campagne Trump, de l'administration Trump et de Trump en tant qu'ancien président de l'époque. Vous avez rencontré Rudy Giuliani et vous vous êtes rencontrés dans le contexte de la révélation de la corruption de Biden en Ukraine. Maintenant, suite à cette enquête et aux informations que vous avez présentées à Rudy, il a été accusé d'être un agent du Kremlin et cela doit être sanctionné à la fois par les États-Unis et par l'Ukraine. Pourrait-on parler un peu de cette interaction avec Rudy Giuliani ? Comment vous êtes-vous rencontré ? Et qui vous a amené à cette enquête ? Était-ce Artemenko ?



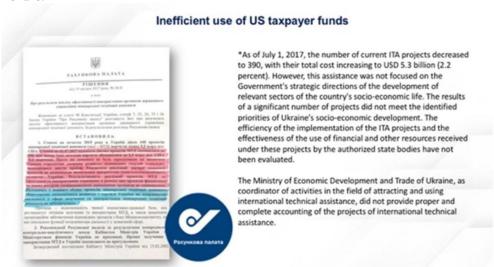
Andriy Artemenko est un ancien homme politique ukrainien et ancien représentant du parlement ukrainien, qui a été déchu de sa citoyenneté ukrainienne et de son statut de député du peuple en 2017. En juin 2018, il a témoigné sous serment devant un grand jury de la Cour suprême de Washington, DC, dans le cadre de l'enquête du procureur spécial Mueller sur l'ingérence dans l'élection présidentielle américaine de 2016. Artemenko est un proche du fondateur de la société militaire privée Blackwater, Erik Prince.

**AD**: Après plusieurs conférences de presse que nous avons tenues, notamment avec Dubinsky, Artemenko m'a proposé de parler à Giuliani. J'ai toujours considéré Giuliani comme un héros des États-Unis, un procureur exceptionnel qui a ramené l'ordre à New York, un maire exceptionnel de New York qui s'est comporté comme un héros le II septembre.



Rudy Giuliani et Andriy Derkach lors d'une réunion à Kiev

Ma position était assez claire : créons un groupe de travail public conjoint pour enquêter. Créons un groupe pour enquêter sur les crimes de corruption avec la participation du Congrès et de la Verkhovna Rada d'Ukraine, de manière transparente et ouverte, dans l'intérêt des peuples américain et ukrainien. J'ai dit à Giuliani que je présidais un groupe de travail de la commission budgétaire ukrainienne chargé d'enquêter sur le détournement de l'assistance technique internationale. Il s'agissait du détournement de 5,2 milliards de dollars.



Document de la Chambre des comptes d'Ukraine sur l'enquête sur le détournement d'assistance technique internationale d'un montant de 5,2 milliards de dollars.

Il s'agit des documents de la Chambre des comptes d'Ukraine, un organe constitutionnel officiel. Giuliani s'intéressait aux questions d'enquête sur la corruption. Nous avons eu de longues discussions avec lui sur le thème de la lutte contre la corruption. Il possède une vaste expérience dans la lutte contre la corruption. J'ai aimé le fait qu'il soit un procureur très méticuleux : il écrit tout, analyse tout, puis tire des conclusions. Pour comprendre la relation avec Artemenko – je suis un citoyen respectueux des lois et Giuliani est un citoyen respectueux des lois – il a été décidé que je signerais un accord de lobbying. Je l'ai signé avec Artemenko.

Received by NSD/FARA Registration Unit 04/08/2020 3:06:34 PM

U.S. Department of Justice Washington, DC 20530 Exhibit A to Registration Statement Pursuant to the Foreign Agents Registration Act of 1938, as amended

INSTRUCTIONS. Furnish this exhibit for EACH foreign principal listed in an initial statement and for EACH additional foreign principal acquired subsequently. The filing of this document requires the payment of a filing fee as set forth in Rule (d)(1), 28 C.F.R. § 5.5(d)(1). Compliance is accomplished by filing an electronic Exhibit A form at <a href="https://www.fara.gov">https://www.fara.gov</a>.

Privacy Act Statement. The filing of this document is required by the Foreign Agents Registration Act of 1938, as amended, 22 U.S.C. § 611 et seq. for the purposes of registration under the Act and public disclosure. Provisions of the information requested is mandatory, and failure to provide this information is subject to the penalty and enforcement provisions established in Section 8 of the Act. Every registration statement, subject statement, exhibit, amendment, copy of informational materials or other document or informational field with the Attorney General under this Act is a public record open to public examination, inspection and copying during the posted business bears of the FARA Unit is Washington, DC. Statements are also available online at the FARA Unit is webpage. Estimations in the providence of the Act of the Act, and copies of any and all documents are routinely made available to other agencies, departments and Congress pursuant to Section (6) of the Act. The Attorney General also transmits a senti-animal report to Congress on the administration of the Act which lists the names of all agents registered under the Act and the foreign principuls they represent. This report is available to the public in prist and online at: <a href="https://www.fara.gox">https://www.fara.gox</a>.

Public Reporting Burden. Public reporting burden for this collection of information is estimated to average. 22 hours per response, including the time for reviewing instructions, searching existing data sources, garbering and maintaining the data needed, and competing and reviewing the collection of information. Send comments regarding this burden estimate or any other aspect of this collection of information, including suggestions for reducing this burden to Chief, FARA Unit, Counterintelligence and Export Control Section, National Security Division, U.S. Department of Justice, Washington, DC 20530; and to the Office of Information and Regulatory Affairs, Office of Management and Budget, Washington, DC 20503.

| 1. Name of Registrant<br>Global Management Association, Corp                                       |               | 2. Registration Number<br>6812    |
|--|---------------|-----------------------------------|
| <ol> <li>Primary Address of Registrant</li> <li>1300 I Street NM, Suite 400 E, Washingt</li> </ol> | on, DC 20005  |                                   |
| Name of Foreign Principal    Mr. Andril Derkach  | Kyiv, Ukraine | Mykhailo Hrushevsk St. 9A ap-97-1 |
| 6. Country/Region Represented  | URNAINE 01031 |                                   |

Accord sur les services de lobbying américain signé par Andriy Derkach

#### Document

PDF 9 6812-Exhibit-AB-20200408-I (I).pdf

D'ailleurs, je vais vous remettre ce contrat, il y a eu une insertion qui y a été faite, qui est enregistrée sur le site du ministère américain de la Justice, concernant la lutte contre la corruption dans le secteur des carburants et de l'énergie, ainsi que dans le domaine de l'assistance logistique. Puis, après un certain temps, il s'est avéré que M. Artemenko était un agent du FBI avec un casier judiciaire de 10 ans. Il s'avère que le FBI m'a envoyé son agent.

SM: J'aimerais que vous expliquiez cela parce que certains ont émis l'hypothèse qu'Artemenko était celui qui avait discrédité Giuliani parce qu'il était en possession de ces informations sensibles. Ainsi, au lieu de mener une enquête sur ce fait, cela a été utilisé pour discréditer le messager, comme on le fait maintenant au sein du ministère corrompu de la Justice des États-Unis, comme cela arrive souvent. Quand avez-vous rencontré Artemenko, quelle a été votre première impression de lui, car vous êtes très expérimenté et vous savez que vous pouvez profiler un terroriste et je suis sûr que vous pourriez même profiler Artemenko.

**AD**: Je vais vous répondre ainsi : pratiquement tous les services de renseignement dignes de ce nom dans le monde étaient intéressés par notre travail. Surtout après la publication des enregistrements Porochenko-Biden.

Quant à Artemenko, soit c'est bien, soit rien pour les agents exceptionnels du FBI. Quant à ce qu'il a dit à propos de Giuliani, que cela reste sur sa conscience. Mon travail avec lui concernait exclusivement le domaine législatif de l'Ukraine et des États-Unis. Parce que c'est absurde quand le FBI envoie son agent, conclut un contrat avec moi et m'impose ensuite des sanctions ! Existe-t-il au moins une preuve que je n'ai pas agi conformément à la loi des États-Unis ? Il existe trois expertises, dont une juridique étrangère, selon lesquelles j'ai agi uniquement dans le cadre des lois de l'Ukraine et des États-Unis. Il y a une plainte déposée contre moi aux États-Unis par le bureau du procureur du district oriental de New York.



Un communiqué de presse sur le site Internet du parquet de New York concernant l'inculpation d'Andriy Derkach.

Je ne me suis pas vraiment plongé dans cette démarche, j'ai juste lu et j'ai été surpris par les fantasmes des procureurs. C'est une fabrication complète sur rien, sans lien avec le temps, les événements ou les personnes. Je suppose qu'il faudra s'en occuper à un moment donné. Mais je ne pense pas que, dans les réalités américaines d'aujourd'hui, vous puissiez trouver une logique raisonnable pour résoudre vos problèmes avec le bureau du procureur américain pour le district oriental de New York. Tous ceux qui sont liés à la « Démocorruption », au Parti Démocrate, au Bureau du Procureur de l'État et au FBI racontent des bêtises aux yeux vitreux. Vous le savez grâce aux exemples de Giuliani, de Trump, de tous les conseillers de Trump, de la quasi-totalité de l'administration Trump. Il s'avère donc que... ce n'est pas la dernière [poursuite judiciaire] pour votre travail. Espérons que vous y résisterez.

SM: Oui, et comme je l'ai dit, j'ai été témoin, même à un niveau personnel, du fonctionnement de la justice à double standard et de la manière dont elle cible tous ceux qui dénoncent la corruption du côt de Biden. Vous avez consacré toute votre vie à lutter contre la corruption en Ukraine et vous avez servi votre pays depuis les années 90, en 1994, comme vous l'avez dit, et je crois que vos Américains de confiance vous aideront et recevront vos informations pour de bon. D'autant plus que Rudy Giuliani a mené son enquête. Vous sentez-vous trahi? Je veux dire à un niveau personnel. Comment ces sanctions vous ont-elles affecté sur le plan personnel? Comment cela a-t-il affecté votre famille?

AD: J'avais une certaine naïveté quant au fait que la justice pouvait être rendue dans les États-Unis modernes. J'ai beaucoup de bons amis dans la communauté juridique américaine. Je suis moi-même allé devant les tribunaux à de nombreuses reprises et j'ai constaté que les juges se soucient de ce qu'ils entendent et de ce qu'ils jugent. Dans la pratique, il s'est avéré que le système judiciaire américain n'est pas juste pour tout le monde. La démocratie n'est pas le pouvoir du peuple, mais le pouvoir du Parti démocrate. Nous voyons les associés de la famille Biden être retirés des poursuites judiciaires en Ukraine. Porochenko et Zlochevski sont-ils interrogés ? Quelqu'un les a-t-il invités au FBI et au bureau du procureur américain pour témoigner ? Les documents sont partout, partout sur Internet. Les enregistrements sont partout sur Internet. Les preuves sont partout sur Internet. Que fait le bureau du procureur de l'État de New York ?

SM: C'est une question qui préoccupe beaucoup de gens en ce moment. Et nous nous demandons pourquoi nous sommes plus occupés à persécuter ceux qui exposent ces faits plutôt qu'à examiner ces faits et ces documents. Mais d'où viennent ces fuites et ces enregistrements de la conversation Porochenko-Biden? Parce que certains contestent l'authenticité car, comme vous le savez, même l'ordinateur portable de Hunter est devenu « la propagande russe ». Tout est discrédité avec le même mantra.

**AD**: Personne n'a de doute sur l'authenticité de l'enregistrement. De plus, une affaire pénale a été ouverte à ma demande ; Porochenko faisait l'objet d'une enquête. Je peux remettre les documents de cette affaire – les dépositions des témoins. Tous les employés du bureau de Porochenko ont été interrogés, y compris ses gardes et officiers de liaison. Tous ont confirmé que Porochenko avait toujours deux dictaphones sur son bureau. Les enregistrements ont été réalisés.

SM: La vérité est qu'avec tous ces documents, si vous aviez la possibilité de témoigner aujourd'hui devant le Congrès, vous auriez le pouvoir de destituer le président des États-Unis en exercice. Et c'est probablement la raison pour laquelle votre vie est en danger. Craignez-

## vous pour votre vie ? J'en viens juste aux choses personnelles si vous me le permettez, parce que cela me semble incroyable.

AD: Je sais ce que je dois faire pour ma patrie, pour mes électeurs, pour ceux qui me font confiance. Et la menace qui pèse sur mes activités ne deviendra ni plus ni moins grande. Ce qui est important pour moi dans l'enquête du Congrès, c'est de ne pas impliquer Biden pour trafic d'influence. Il est important pour moi que le document final du Congrès indique que l'argent volé à mes compatriotes ukrainiens a été retiré d'Ukraine par Zlochevsky, blanchi et remis au vice-président des États-Unis Biden. C'est très important pour moi : le problème n'est pas la destitution de Biden. L'impunité engendre la permissivité.

Revenons à Kulyk. Kulyk est le seul procureur de l'histoire du monde à avoir restitué un milliard et demi de dollars au budget du pays. Pouvez-vous donner au moins un exemple tiré de l'histoire mondiale où un procureur (ancien procureur militaire d'Ukraine) a restitué un milliard et demi de dollars au budget ? Et il a également été accusé, qualifié d'agent du Kremlin. Et tous ces gens – Kent, Karen Greenaway, la représentante du FBI, Christine Quinn, Marie Yovanovitch, l'ancienne ambassadrice – ont tous interféré avec lui.



Document de l'agence de presse Al Jazeera sur le retour au budget de l'État ukrainien de 1,5 milliard de dollars volés par l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch



L'agent spécial du FBI Karen Greenaway, l'ancien chargé d'affaires américain en Ukraine George Kent et l'ancienne ambassadrice Marie Yovanovitch

SM: Il s'agit sans aucun doute de dénoncer la corruption et d'être en faveur de la justice et non contre qui que ce soit. Mais à cause de tout cela, bien sûr, nous contestons également l'utilisation des contribuables américains et c'est ce qui attire vraiment l'attention sur ce pot-

de-vin, ces cassettes que vous avez partagées et vous avez clairement indiqué que Biden retenait I milliard de dollars à l'Ukraine au cas où Shokin ne le ferait pas. Licencié. C'est donc juste pour rappeler à notre public de quoi nous parlons.

**AD :** Il est important pour moi d'inviter Porochenko au Congrès et de poser la question : à quoi a servi l'argent de ces deux milliards de garanties ? Cet argent a été dépensé pour ses entreprises, il a été blanchi dans les entreprises de Porochenko. Un tas d'affaires criminelles. Leninska Kuznya, Bogdan, Ukroboronprom, son partenaire Gladkovsky, en fuite en Europe.

Maintenant, pour les cassettes. Est-ce une mauvaise chose que les citoyens ukrainiens aient entendu le président Porochenko parler à Biden d'une augmentation des tarifs douaniers pour la population de 100 % au lieu de 75 %, comme l'exigeait Biden ? Nous avons immédiatement créé une association interfactionnelle de députés « Moins 25 pour cent des tarifs douaniers – Stop à la corruption ! ». Nous avons combattu la corruption chez Naftogaz, nous avons lutté contre le conseiller préféré de Biden, Amos Hochstein.





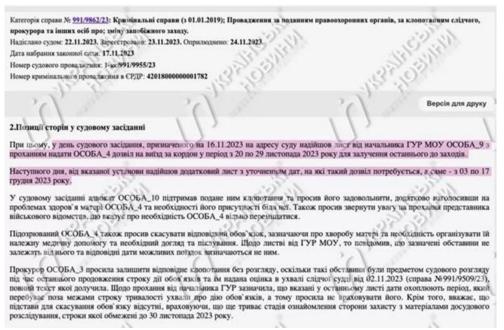


Joe Biden, Amos Hochstein et le plan de bénéfices douteux sur le marché du gaz ukrainien.

Avec Kobolev, ils sont les auteurs de l'idée d'un revers du gaz corrompu. Ils avaient un autre allié – Favorov. Hokhstein, Kobolev, Favorov. Nous avons montré dans des documents comment 500 millions de dollars par an de « taxe sur la corruption » prélevés par les citoyens ukrainiens disparaissent. J'ai appelé cela une « taxe

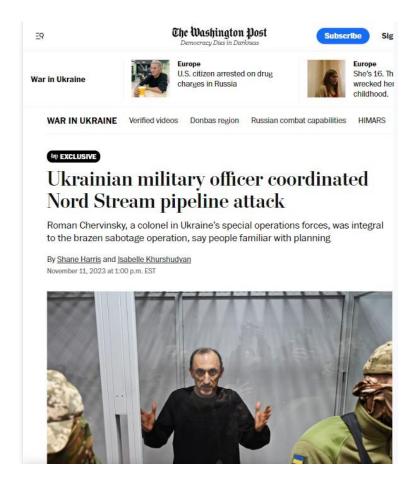
» – c'est une blague tellement tragique. C'est alors qu'un groupe de bandits « taxe » la population. Sur chaque citoyen ukrainien et sur chaque mètre cube de gaz.

Revenons à Naftogaz. Où est le terrorisme et où sont les renseignements ukrainiens ? Mais en novembre, le chef des renseignements ukrainiens, Boudanov, écrit une lettre au tribunal et demande la libération d'Ukraine de Kobolev, qui fait l'objet d'une enquête. Le but est de « réaliser des missions spéciales en Europe ».



Lettre de Kyrylo Budanov, chef de la Direction principale du renseignement du ministère de la Défense de l'Ukraine, au tribunal demandant l'autorisation de voyager à l'étranger pour Andriy Kobolev.

Qu'est-ce qui n'a pas encore explosé là-dedans ? Quels autres « Streams » n'ont pas explosé là-bas ? Il est clair que dans le cas de Nord Stream, les renseignements ukrainiens n'ont mené qu'une opération de couverture pour un faux objet. Il y avait un article sur Roman Chervinsky, l'un des auteurs de cette opération, qui se trouve actuellement dans une prison ukrainienne. Il a été « récompensé » par ses maîtres américains et ukrainiens. Apparemment, il en sait beaucoup.



SM: Je suis choquée par la quantité d'informations publiques, mais la part de ce que vous savez sur la corruption entre l'Ukraine et les États-Unis n'est pas encore de notoriété publique. Envisagez-vous de publier de nouvelles informations divulguées ? Travaillez-vous sur de nouvelles divulgations ?

AD: En fait, nous avons beaucoup de travail à faire. Nous suivons de nombreux dossiers – corruption, crimes de guerre, terrorisme. Nous évaluons la procédure juridique pour poursuivre les usurpations de pouvoir en Ukraine. Un des cas intéressants: en novembre, la Cour suprême d'Ukraine s'est prononcée sur l'illégalité du décret de Zelensky de destituer le président de la Cour constitutionnelle d'Ukraine. Cela semble n'avoir aucun rapport avec la vie d'un citoyen ordinaire. En fait, c'est le cas: lorsqu'il y a deux ans, Zelensky a battu la Cour constitutionnelle en promulguant un décret visant à révoquer un certain nombre de juges, il s'est en fait permis de prendre des décrets illégaux. Et tous ces décrets étaient liés à la violation des droits constitutionnels des citoyens. Destruction de la presse libre, décisions illégales du Conseil de sécurité nationale et de défense concernant les sanctions – autant d'aspects différents.



Maintenant, après deux ans, la Cour suprême a rédigé sa décision, et cette décision est définitive — assez longue, complexe, dans laquelle elle a évalué sous la forme de deux corps de délits les actions de l'actuel président de l'Ukraine. Je pense que Zelensky n'a même pas été informé de cette décision. Il n'est pas inquiet. Il parcourt l'Europe comme un ours de cirque, mendiant de l'argent. Voici un point important : pour la première fois dans l'histoire de l'Ukraine, la Cour suprême a rendu une décision dans laquelle deux infractions sont prescrites contre le président ukrainien et ses complices. Soyons clairs : si Dieu le veut, nous vous parlerons dans un moment et vous verrez que ce sera la première des briques de la peine de Zelensky en tant que criminel militaire et d'État. Je me rends compte qu'il s'agit de termes juridiques complexes, qui ne sont pas faciles à expliquer aux gens dans un langage simple. Mais pour le dire simplement : en battant la Cour constitutionnelle, ils ont supprimé les droits des citoyens. Tout, y compris le droit à la protection judiciaire, à la défense de la vie, toutes ces histoires aux appels sadiques — tout cela est une conséquence du début de la défaite du système judiciaire. Le camp de concentration que la Grande-Bretagne et les États-Unis ont construit au nom des « valeurs démocratiques » en Ukraine. La Grande-Bretagne est sortie de l'Union européenne, mais mène ce camp de concentration vers l'UE. Comme modèle pour l'avenir de l'ensemble de l'Union européenne ?

SM: Nous serions ravis d'en parler. Mais comment décririez-vous cette transition du gouvernement Zelensky lors de son arrivée au pouvoir au régime Zelensky? En ce moment, c'est le régime si j'ai bien compris.

**AD**: Nous pouvons le caractériser non pas comme un régime mais comme une dictature fasciste. Parce qu'il détruit sa propre population. La transformation était en cours – ils apprenaient rapidement de Porochenko. Si Porochenko se contentait de voler et de vendre le pays sous administration externe, alors ce sont tous ces délinquants, producteurs et vétérans – ils n'étaient pas cérémonieux avec les droits de l'homme. Qui est Danilov, le secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense ? Un ancien criminel, membre d'un groupe du crime organisé, avec une formation vétérinaire.



Oleksiy Danylov (troisième en photo en partant de la gauche) est le secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine. Il est diplômé d'une école technique de la région de Louhansk et est vétérinaire de formation. De nombreux médias ukrainiens ont publié des photos de la vie de Danilov dans les années 90, alors qu'il était l'un des dirigeants du plus grand groupe criminel organisé de Louhansk.



Andriy Yermak est un avocat et producteur de films qui dirige le cabinet du président de l'Ukraine depuis 2020. Selon des journalistes ukrainiens, avant de se lancer en politique, Yermak a participé à l'élaboration de permis pour de petites formes architecturales (kiosques), les zones d'été des restaurants et de l'immobilier à Kiev. On dit aussi souvent en Ukraine que c'est Yermak, et non Zelensky, qui dirige en réalité le pays.

Qui est Yermak ? Le chef des stands et du commerce à Kiev. Porochenko avait au moins une bonne éducation, et au moins il s'inquiétait pour son image. Mais ces gens ne s'inquiètent pas du tout – pourquoi devraient-ils s'inquiéter ? Ils vivent en une seule journée. Et comme l'a dit Simon Shuster , ils volent comme si c'était leur dernier jour.

#### TIME

Amid all the pressure to root out corruption, I assumed, perhaps naively, that officials in Ukraine would think twice before taking a bribe or pocketing state funds. But when I made this point to a top presidential adviser in early October, he asked me to turn off my audio recorder so he could speak more freely. "Simon, you're mistaken," he says. "People are stealing like there's no tomorrow."

Even the firing of the Defense Minister did not make officials "feel any fear," he adds, because the purge took too long to materialize. The President was warned in February that corruption had grown rife inside the ministry, but he dithered for more than six months, giving his allies multiple chances to deal with the

Article de Simon Shuster sur l'Ukraine dans le magazine Time.

## SM : Vous connaissez personnellement Zelensky, vous avez travaillé avec lui. Pourriez-vous prédire cette évolution ? Quelle a été votre première impression à son sujet ?

**AD**: Je connais beaucoup de politiciens en Ukraine. Je n'ai jamais travaillé personnellement avec Zelensky. Le fait est que mes relations sont toujours professionnelles – j'ai toujours les tâches que je me fixe en tant qu'homme d'État, député du peuple, homme qui aime tout simplement sa patrie. S'ils coïncident avec les intérêts des gens – ils travaillent avec moi, s'ils ne coïncident pas – nous ne travaillons pas ensemble. La même chose s'est produite avec Rudy Giuliani. Si je vois que les valeurs d'une personne sont traditionnelles, chrétiennes, qu'elle est un patriote sincère de son pays, cela est toujours clair pour moi.

SM: C'est votre nom qui circule de plus en plus dans l'actualité, mais les gens vous connaissent peu, ils vous associent simplement à l'académie du KGB et aux sanctions. En fait, vous avez rendu un grand service à la société au cours de votre carrière politique en Ukraine. Pourriez-vous partager un peu plus avec notre public sur vous-même? Où as-tu grandi? Qu'est-ce qui vous a amené à la politique et comment a commencé cet appel à la lutte contre la corruption? AD: Vous avez déjà tellement écrit sur ma biographie et étudié si minutieusement mes activités, il y a tellement d'articles sur ce sujet que je n'ai presque rien à ajouter. Vous connaissez mon approche – tout est toujours connu par le résultat final. Je peux montrer les résultats de mon activité en tant que député du peuple, en tant qu'homme d'État, en tant que bâtisseur dans ma circonscription, en tant que l'un des fondateurs du Service de contrôle du Président de l'Ukraine, en tant que l'un des dirigeants du Cabinet des ministres de Pustovoitenko dans la période la plus responsable et la plus crise de la vie de l'Ukraine. Je n'ai pas honte des décisions que nous avons prises lorsque je dirigeais un groupe de conseillers de Mykola Azarov. Lorsque je voyage dans mon pays, je peux démontrer exactement ce qui a été fait. Vous pouvez tout toucher avec vos mains. Ce ne sont pas des mythes ou le film « Serviteur du Peuple ».

À propos, dans l'affaire pénale, on m'accuse, entre autres, d'avoir une attitude négative à l'égard du gouvernement. 75 % des citoyens ukrainiens ont voté contre Porochenko et en faveur de Zelensky. Poursuivons 75% de la population pour attitude négative envers les autorités.

En termes de perception personnelle, l'opinion des gens ordinaires a toujours été très importante pour moi. J'ai toujours aspiré à venir dans ma circonscription, auprès des adultes sérieux qui ont bâti le pays. Ils sont plus sages que tous les technologues politiques et politiciens. Ils peuvent en quelque sorte tout résumer en quatre mots et le présenter de manière très qualitative, en termes de sens et d'idées. Et cela me donne de la force dans mon travail. Même quand c'est dur, tu continues. Je me souviens que lorsque j'étais un très jeune député, il y avait beaucoup de calomnies sur l'un des sujets. Je conduisais et je pensais : comment puis-je l'expliquer aux gens, parce que ce ne sont que des mensonges. Et il y a eu une grande réunion avec des gens, beaucoup de gens se sont rassemblés. Je suis entré et ils m'ont tout expliqué tout de suite, tout seuls. J'ai été surpris par la précision de leur formulation. Ils ont dit : vous combattez la corruption, vous persécutez constamment quelqu'un pour vol, vous prônez périodiquement des relations fraternelles entre l'Ukraine, la Russie et la Biélorussie – maintenant vous êtes battus pour cela. Ne vous inquiétez pas, nous réalisons tous que ce ne sont que des mensonges.

J'ai déjà dit que ma circonscription compte 209 kilomètres de frontière avec la Russie. Parfois les villages sont divisés en deux. Il y a des familles ici et des familles là-bas. Nous sommes vraiment un seul peuple. C'est

pourquoi ce qui se passe aujourd'hui dans l'Église orthodoxe ukrainienne, avec la persécution des prêtres et des paroissiens, est pour moi vraiment très critique.

SM: Ils privent les gens de leur liberté, y compris de leur religion. En tant que politicien et patriote, que pensez-vous pouvoir faire maintenant pour sauver l'Ukraine et quel avenir voyez-vous aujourd'hui pour votre pays? Nous en avions discuté en 2021, la situation est bien différente aujourd'hui. Selon vous, que peut-on faire? Que feriez-vous?

AD: Nous effectuons une surveillance des droits de l'homme depuis 2016 et jusqu'à ce jour, notamment sur les crimes et violations contre l'Église orthodoxe d'Ukraine. Nous en faisons part à la communauté mondiale, aux représentants du G20. Nous collectons des documents pour de futures procédures judiciaires visant à traduire en justice les dirigeants ukrainiens. Et je suis sûr qu'ils seront tenus responsables. En fait, Zelensky a réalisé ce mois-ci que le chemin pour lui n'était pas une montée, mais une descente. Zelensky est l'avatar d'un groupe de compagnons dirigé par Yermak. J'espère que pour Biden aussi, le chemin est déjà devenu difficile

L'avenir de l'Ukraine n'est possible qu'après la construction de nouveaux contours de sécurité. Quand tous les acteurs de la géopolitique mondiale parviennent à un accord. C'est une réponse fastidieuse, mais en réalité, il est impossible de faire quoi que ce soit sans cette nouvelle architecture de sécurité. Toute solution provisoire conduirait toujours à une nouvelle escalade. Est-ce possible avec une administration Biden et Blinken? C'est impossible car Biden dépend de l'Ukraine, c'est comme un âne de Balaam pour lui. Grâce à sa cupidité, sa corruption, ses relations et maintenant les problèmes de guerre.

SM: Dans quelle mesure le financement de cette guerre, parce que j'appelle cela le financement de la guerre, est lié aux informations que l'Ukraine détenait et à l'influence exercée sur Biden?

**AD**: Ils s'utilisent tous les uns les autres dans ce réseau du crime organisé. Ils se trompent tous, s'utilisent, se font chanter. Mais surtout, ils ont tous peur de devoir rendre des comptes. Et tandis que l'on se demande « qui est le criminel ? », il est clair pour les États-Unis que le criminel est Biden. Selon un sondage, près de 70 % pensent qu'il est le criminel.

Simona Mangiante fait remarquer que les documents reçus par les journalistes de la part d'Andriy Derkach ne sont qu'une partie d'un large éventail de documents qu'il a collectés dans le cadre des enquêtes en cours sur la corruption internationale. Selon Andriy Derkach, il poursuivra son travail d'enquête et présentera bientôt une nouvelle série de documents.

Simona MANGIANTE, journaliste d'investigation : « On joue sa vie en parlant de corruption » 17 janvier 2024

Entretien mené par Simona Mangiante, journaliste politique, traduit par France-Soir (France-Soir)